la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro:

LETTRE OUVERTE au camarade BEVIN, ministre

par R. Louzon

Août-Septembre 1949

Sous le coup de tonnerre du pacte Hitler-Staline... ...On se laissa glisser vers la guerre

par R. Hagnauer

Les rapports du Livre avec la C.G.T.

(Discours de Michel ANDANSON à Bordeaux)

L'EXPÉRIENCE CHARTISTE

par Yves Delaunay

18 année — N° 331 — Nouvelle série N° 30 | 1 | SEPTEMBRE 1949. Prix : 40 francs.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois	230 fr.
Un an	400 fr.

EXTERIEUR

Six mois	300 fr.
Un an	500 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne,
14, rue de Tracy — PARIS (IIe)
Téléphone : Central 17-08

PERMANENCE
Tous les soirs, de 17 à 19 heures
le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte chèques postaux :
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 30 - Septembre 1949

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

2° De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1948 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C. G. T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C. G. T. dépendante du gouvernement ;

3° De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;

5° De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;

6° De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;

7° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

LETTRE OUVERTE

au camarade BEVIN, ministre

Vous êtes parti pour Washington où vous devez vous entretenir avec les Américains et les Canadiens de la crise du dollar ; au moment où j'écris, je ne sais encore ce que vous y aurez fait, mais l'on dit que vous n'êtes pas d'accord avec Cripps sur la politique économique à suivre en votre pays. D'autre part, vous êtes dans le cabinet britannique à peu près le seul représentant authentique de la classe ouvrière, vos autres collègues étant manifestement les représentants de la classe des « managers ». C'est pour ces deux raisons que je me permets de m'adresser à vous.

Vous êtes un prolo, camarade Bevin, et fier de votre origine ; en tout cas, vous ne vous en cachez pas. Cependant, il parait que lorsque vous avez prononcé votre premier discours aux Communes, Churchill s'étant moqué de vous parce que, comme tous les ouvriers londoniens, vous n'aspiriez pas fortement les « h », contrairement à l'usage des bourgeois anglais qui trouvent là le moyen de se distinguer du « vulgaire », bien que ce soit toujours l'usage du « vulgaire » qui finisse par triompher et qui, pour la langue comme pour toute chose, est le grand facteur évolutif, vous vous évertuez maintenant à aspirer les « h », au moins lorsque vous prenez la parole devant ces messieurs. C'est dommage ! C'est dommage parce que cela indique que vous n'êtes pas entièrement débarrassé de ce terrible complexe d'infériorité que ressent le prolétaire devant le bourgeois et qui est souvent la principale cause de son impuissance.

Or, plus que jamais, devant la grosse crise qui menace l'économie britannique, il importe de se débarrasser de tous les préjugés bourgeois, de tous les principes révérés par les gens savants et qui ne sont, tout comme l'aspiration des « h », que la vénération des choses mortes.

N'apportez donc aux messieurs qui ont « fait des études », à tous ceux qui s'intitulent « techniciens », « experts », etc., que l'attention qu'ils méritent. Avec un horizon limité dès leur jeune âge par les œillères universitaires, ils ne voient pas plus loin que le bout de leur nez. Cela les rend très utiles quand il s'agit de régler les questions de détail qui se posent au jour le jour, mais il ne suffit plus à l'Angleterre de régler des détails et de vivre à la petite semaine : il lui faut résoudre des problèmes fondamentaux, et, pour cela, il est nécessaire de pénétrer au fond des choses.

Mettez donc complètement de côté M. Cripps et ses « techniciens » du ministère des Finances, et regardez vous-même concrètement ce qu'il en est, tout comme un ouvrier mécanicien devant une machine qui ne marche pas. Démontez le mécanisme, à fond ! Et si pour ce démontage vous voulez des guides, adressez-vous à vos deux grands compatriotes que leur génie scientifique a portés hors des limitations de l'esprit de classe et qui ont pu, grâce à cela, fonder la science économique : je veux dire Smith et Ricardo. Ou mieux encore, à celui qui fut leur principal continuateur, bien qu'il soit peu connu et assez mal vu en votre pays, mais dont vous avez tout de même bien entendu quelque peu parler : Karl Marx.

Vous verrez alors que pour comprendre quelque chose aux problèmes économiques, il ne faut point saisir la question par les cheveux, si j'ose dire, c'est-à-dire par des phénomènes secondaires, dérivés, tels que la monnaie, mais par le cœur, c'est-à-dire par le processus de la production des marchandises et de leur répartition entre les classes sociales. La monnaie n'est qu'un intermédiaire ; envisager les problèmes économiques sous l'angle monétaire, c'est comme si l'on voulait étudier le fonctionnement d'une machine en commençant par les engrenages. Laissez donc, tout au moins provisoirement, ces questions de sterling, de dollars, de balance des comptes, etc... et voyez ce qu'il en est au point de vue travail, production, répartition, consommation.

Rarement situation n'a été plus claire que celle de l'Angleterre !

L'Angleterre produit peu de vivres, beaucoup moins que ce qui est nécessaire à l'alimentation de sa population, et elle ne peut guère en produire davantage. Pour que les Anglais puissent manger, il faut donc qu'ils puissent se procurer à l'extérieur des vivres, ce qui est facile s'ils ont à donner autre chose en échange, en l'espèce des produits de leur industrie, celle-ci, à l'inverse de leur agriculture, pouvant fournir plus que ce qui est nécessaire à leur consommation. Mais faut-il encore, pour cela, que les pays étrangers ne trouvent pas à échanger leurs produits agricoles dans de meilleures conditions que celles que, vous Anglais, vous leur offrez ? Si d'autres pays leur offrent une locomotive pour la moitié de quintaux de blé que ce que vous leur demandez pour leur fournir une locomotive analogue, ce n'est pas à vous qu'ils donneront leur blé. Il faut donc que vous vendiez « bon marché ». Or, pour que vous vendiez bon marché, pour que vous ne demandiez que peu de vivres pour les produits de votre industrie, il faut que ceux-ci soient également obtenus par vous à bon marché, c'est-à-dire moyennant une faible consommation. Si pour produire une locomotive il vous faut consommer l'équivalent de quinze cents quintaux de blé, il est clair que vous ne pouvez la vendre pour mille quintaux.

L'Angleterre doit donc, de toute nécessité, produire bon marché, c'est-à-dire en consommant peu, et vous voyez que jusqu'ici nous sommes d'accord avec M. Cripps.

Mais comment l'Angleterre peut-elle réduire sa consommation ? Sur qui doit-elle faire porter cette réduction ? Qui doit consommer moins ? C'est ici que nous différons, car c'est ici que se pose la question de classes.

EXPROPRIEZ LE RENTIER !

Il y a la solution bourgeoise, celle que vous connaissez bien : on réduira la consommation de l'Angleterre par réduction de la consommation des classes ouvrières, cette réduction étant obtenue par la diminution des salaires ou, ce qui est pareil, et ce qui est la forme sous laquelle vos collègues du ministère présentent la chose : par augmentation de l'effort ouvrier sans augmentation correspondante du salaire ; dans les deux cas, par une aggravation du sort des travailleurs.

A côté de cette solution bourgeoise, qui est une vraie solution, il y a une pseudo-solution : c'est celle à laquelle s'attache désespérément Cripps, parce qu'elle flatte ses tendances puritaines, mais dont les échecs répétés montrent bien qu'elle n'est qu'une fausse solution, c'est le rationnement.

En rationnant certaines denrées Cripps prétend diminuer la consommation, et cela d'une manière « égalitaire », sans distinction de classes, puisque le riche n'a droit qu'à la même quantité de viande, de sucre, etc... que le pauvre. Pure illusion ! car ce

rationnement ne diminue pas la consommation au total, puisque ce que le riche ne pourra dépenser pour s'acheter plus de viande ou de sucre que sa ration, il l'aura disponible pour s'acheter davantage d'autres choses.

Si donc, vous ne voulez pas de solution bourgeoise, et étant donné que le rationnement n'en est pas une (sauf s'il s'appliquait absolument à tout), il n'y a qu'un moyen de réduire la consommation, c'est de réduire la consommation des bourgeois.

Sous sa forme extrême, c'est la solution socialiste. Elle consisterait à réduire, par nivellement des revenus, la consommation du riche au niveau de celle du pauvre ; faire, comme le disait votre compatriote Wells, qu' « Einstein et la femme de ménage jouissent d'un même revenu ».

Mais vous estimez sans doute que le jour n'est pas encore venu d'un changement aussi radical qui exigerait, je le reconnais volontiers, un bouleversement complet des rapports de production. Alors, ne l'appliquez que sous une forme partielle, qui sera telle qu'elle ne changera rien au mode actuel de production : n'expropriez pas tous les bourgeois, mais seulement une partie d'entre eux, ceux qui sont exclusivement parasitaires, expropriez les rentiers !

Il y a deux catégories de bourgeois (qui d'ailleurs chevauchent souvent l'une sur l'autre). Il y a ceux qui interviennent activement dans la production, qui font marcher la production et qui, du même coup, obtiennent la plus-value nécessaire à l'entretien de toute la bourgeoisie ; ce sont les industriels, les commerçants, etc. Leur part dans la plus-value ne peut guère être réduite, j'en conviens, si l'on ne veut supprimer l'intérêt qu'ils ont à produire, ou plutôt à faire produire. Elle ne peut descendre au-dessous d'un certain minimum si l'on ne veut que l'activité économique (avec le mode de production actuel) ne soit frappée de paralysie ; en fait, l'activité économique est d'autant plus grande que leurs profits, c'est-à-dire leurs possibilités de consommation, sont plus grands.

Si donc vous ne voulez point toucher au mode actuel de production, et étant donné que vous ne voulez pas réduire l'activité économique, vous ne pouvez réduire la consommation de la bourgeoisie qu'en réduisant celle des bourgeois improductifs, celle des « rentiers ». La consommation de ceux qui — peut-être, si vous le voulez, en vertu de leur activité passée, mais certainement pas du fait de leur activité présente — prélèvent une part sur les fruits du travail présent, part qui, en Angleterre, est encore immense. Du fait que ceux-là n'interviennent pas dans la production, vous pouvez réduire leurs revenus sans en craindre de répercussions immédiates sur l'activité économique ; et par là, vous réduisez, dans une proportion considérable, la consommation globale de l'Angleterre. A titre d'indication, je vous rappelle qu'en France, après la première guerre mondiale, les revenus des rentiers, c'est-à-dire la part prélevée par eux sur la production, c'est-à-dire leur consommation, ont été réduits de près de 90 p. 100, et qu'après cette guerre-ci, ils ont été réduits de nouveau de quelque chose comme 93 p. 100 ! Et que cela n'a amené aucune diminution de l'activité économique française ; tout au contraire ! Alors que, durant les vingt années qui ont séparé les deux guerres vous avez eu continuellement je ne sais combien de millions de chômeurs, la France n'en a eu, et en quantités restreintes, qu'au plus fort de la crise cyclique de 1929 ; et de même, aujourd'hui, la France ne connaît aucune crise « monétaire » semblable à celle à laquelle vous avez à faire face. Tout cela, bien que la France ait beaucoup plus souffert de la guerre que vous, durant les années de 14, et guère moins que vous, durant celle des années 39

Pour réduire votre consommation, et par suite vos « prix de revient », il vous faut donc exproprier vos rentiers.

Maintenant que le but est fixé, nous pouvons rentrer dans le mécanisme qui permet de l'atteindre, dans les « engrenages », c'est-à-dire dans les questions monétaires. Le moyen le plus simple, le plus commode d'exproprier le rentier, celui qui permet de l'opérer le plus sûrement sans trop le faire crier, est en effet d'ordre monétaire. Ce moyen, vous le connaissez bien, et les lecteurs de la R.P. encore mieux. il sera donc inutile de trop y insister : il consiste dans l'abaissement de valeur de l'unité monétaire, de l'unité de compte.

Exigez donc de vos collègues la dépréciation de la livre sterling !

Je dis bien : « dépréciation », et non seulement « dévaluation ».

Il ne s'agit pas seulement, en effet, de procéder à une opération comptable destinée uniquement à déterminer pour combien de dollars votre Office des Changes acceptera d'échanger une livre sterling ou vice versa, puisque le problème auquel vous avez à faire face n'est pas, malgré les apparences, un problème d'échanges extérieurs, mais un problème de répartition des revenus à l'intérieur même de l'Angleterre. Ou, si vous préférez, puisque la solution des difficultés de vos échanges avec l'étranger dépend d'une modification dans les revenus des Anglais. Il vous faut donc déprécier **réellement** la livre sterling, c'est-à-dire, faire qu'avec une livre sterling on ne puisse plus acheter, en Angleterre même, que beaucoup moins que ce qu'on peut acheter maintenant. Alors, vos rentiers, c'est-à-dire vos porteurs de « Consolidés », vos détenteurs d'obligations industrielles, vos propriétaires, tous vos possesseurs de revenus fixes, ne continuant à toucher que le même nombre de livres sterling, devront obligatoirement réduire leur consommation, toute leur consommation. Une grande part de ce qui, jusqu'ici, leur était fourni gratuitement (gratuitement puisqu'ils ne donnaient ni travail ni marchandises en échange) n'aura plus à leur être donné. Les frais de production de ce qui leur était donné n'auront donc plus à être ajoutés à ceux des produits qui étaient véritablement vendus, et du coup, les prix, les prix **réels** de ceux-ci pourront être abaissés. Vous trouverez alors à écouler plus facilement au dehors les produits de votre industrie et obtenir ainsi pour nourrir largement votre population active, ouvriers et « entrepreneurs », ce qui sera nécessaire.

Pour obtenir ce résultat : déprécier la livre sterling par la hausse des prix, il vous suffit, conformément à une pratique maintenant bien connue, de créer un déficit budgétaire et de combler ce déficit en émettant de nouvelles livres sterling qui, ne correspondant à la mise en vente d'aucunes marchandises nouvelles, détruiront l'équilibre entre les moyens de paiement et le prix des marchandises, équilibre qui se rétablira par l'élévation des prix. **L'élévation des prix nominaux est le moyen d'abaisser les prix réels.**

Le jour où, grâce à la dépréciation de la livre sterling, l'industriel britannique n'aura plus à payer qu'une infime partie (en valeur réelle) de ce qu'il a présentement à payer aux porteurs des titres de la Dette publique par le truchement des impôts, qu'une infime partie (en valeur réelle) de ce qu'il doit payer à ses prêteurs, qu'il n'aura plus à donner aux propriétaires qu'une infime partie (en valeur réelle) de ce qu'il leur verse actuellement par la partie des salaires qui va au paiement du loyer de ses ouvriers, le coût de chacun des objets qu'il fabrique sera sensiblement abaissé et il pourra, ou bien le vendre moins cher, ou bien donner de meilleurs salaires (toujours en valeur réelle bien entendu), ou bien accroître ses bénéfices (également en valeur réelle), ou bien, enfin, comme c'est le cas habituel, faire les trois choses à la fois, selon une proportion qui se trouvera déterminée par les forces en présence. Encore une fois, c'est ce qui s'est produit en France à deux reprises, et en maints autres pays ; pourquoi n'en serait-il pas de même en Angleterre ?

Evidemment ! je sais, camarade Bevin, que ce que

je vous propose là rompt avec toute la tradition britannique. L'équilibre budgétaire et le maintien de la valeur de la livre sont dans votre pays deux articles de foi. Ils y sont des articles de foi parce que vous êtes le pays type du conservatisme social. Il vous faut conserver toutes vos vieilles choses : et le roi et sa cour, et vos lords, et les magistrats en perruque, et la chasse au renard, et... le revenu des rentiers. Tout ce qui est ancien est traditionnel, et tout ce qui est traditionnel est sacré ! Oui, mais les vieilleries sont un luxe, et le luxe coûte cher ! Tant que vous étiez riche, tant que vous jouissiez d'un quasi-monopole industriel, et d'un quasi-monopole d'exploitation coloniale, lorsque vous étiez l' « atelier du monde » et que vous pouviez envoyer tous les capitaux nécessaires partout où l'on découvrait une nouvelle source de richesse à exploiter, vous pouviez vous payer le luxe d'entretenir vos vieilleries jusqu'à même servir une rente, un siècle durant, aux descendants de Wellington ! Mais maintenant que vous êtes au niveau de tout le monde, que vous avez à faire face à une concurrence à l'égard de laquelle vous ne disposez plus d'aucune situation privilégiée, ce luxe ne vous est plus permis. Il vous faut vous débarrasser de tous vos impedimenta : expropriez vos rentiers !

Si ce n'est pas vous qui le faites, d'ailleurs, ce seront vos successeurs. Ce seront les bourgeois « conservateurs » eux-mêmes, car la nécessité commande. Et ce ne sera pas la première fois que la bourgeoisie procédera d'elle-même aux sacrifices nécessaires, à des sacrifices que ses adversaires de classe n'ont point osé lui imposer. Car soyez sûr que si vous vous entêtez à maintenir le pouvoir d'achat de la livre sterling, à conserver aux rentiers britanniques les mêmes revenus, ou presque, qu'avant la guerre, le parti de M. Churchill reviendra au pouvoir, et c'est lui qui fera la dépréciation de la livre. Il ne renouvellera pas son erreur de 1920, et c'est lui qui, malgré toutes les criailleries sur la « hausse du coût de la vie », jouira du bénéfice, non seulement d'avoir mis fin à la « crise du dollar », mais d'avoir permis un accroissement du standard de vie des travailleurs tout en maintenant l'activité économique.

REJETEZ LE NATIONALISME !

Cependant, la dépréciation monétaire n'est pas une panacée ; c'est un moyen commode et rapide de sortir d'une situation difficile, mais ce n'est qu'une solution temporaire. Car les rentiers se reconstituent et l'on ne peut les exproprier continuellement, sans qu'il s'ensuive de fâcheux effets pour la formation des nouveaux capitaux nécessaires à toute extension de la production. Une solution permanente, ou tout au moins relativement permanente, ne peut se trouver que dans une transformation du système de production, car, en définitive, c'est toujours la production qui est à la racine de tout. Si l'Angleterre ne peut plus entretenir ses rentiers, tout en vendant relativement bon marché, comme elle le faisait auparavant, si elle ne peut plus soutenir la concurrence des produits américains bien que l'Amérique n'ait pas, elle, exproprié ses rentiers, cela est dû à une question de **productivité.** C'est parce que les coûts de production bruts de l'industrie britannique sont plus élevés que ceux de l'industrie américaine.

Or à quoi cette différence de productivité est-elle due ?

Elle est due, en partie, je le reconnais, à certains facteurs naturels qu'il n'est évidemment possible à aucun gouvernement de modifier.

L'Angleterre a beaucoup de charbon mais ses gisements ne présentent pas la régularité, la puissance, les facilités d'exploitation qu'offrent ceux de l'Est américain. De même, elle ne possède rien de comparable aux minerais de fer du Lac Supérieur. Il lui faut faire venir aussi son pétrole de milliers de kilomètres, alors que les Etats-Unis ont le leur à pied-d'œuvre. Et j'en passe ! L'Angleterre est donc sérieusement handicapée à bien des points de vue. Mais, d'autre part, elle a également de solides actifs, quand ce ne serait que son étroit contact avec la mer grâce aux magnifiques et innombrables estuaires qui la pénètrent de part en part, quand ce ne serait que son voisinage immédiat avec l'Europe occidentale, l'une des deux grandes aires de peuplement du monde, enfin, et surtout sa merveilleuse tradition scientifique et l'incomparable génie mécanique de son peuple.

Or pourquoi tout ceci ne suffit-il pas à contrebalancer tout cela ? Vous le savez bien, Bevin ! C'est parce qu'avec la technique présente, le secret des bas prix de revient réside, pour presque toutes les marchandises, dans la **production en masse.**

Il vous faut donc produire en masse, et, ce qui en est la condition nécessaire, ne fabriquer que les choses pour la production desquelles vous êtes particulièrement « bien placés ». En un mot, votre survie économique n'est possible que si se trouve réalisée cette vaste division internationale du travail que Cobden — encore l'un de vos compatriotes — avait si éloquemment prônée il y a un siècle et qu'il vous faut maintenant à tout prix établir, si vous ne voulez point périr. La division internationale du travail, qui s'instituera spontanément le jour où disparaîtront les barrières artificielles qui séparent les économies des différents pays, vous obligera à vous spécialiser dans les fabrications que vous pouvez le mieux réussir, et, en donnant aux produits qui en sortiront un marché mondial, elle vous permettra du même coup, de les sortir en masse. Vous n'aurez plus alors de difficultés pour exporter, car vos prix seront imbattables.

Là est la solution, la solution à longue échéance.

Or nous sommes bien obligés de constater que la direction suivie par le gouvernement travailliste va exactement dans la direction opposée. La politique économique de votre gouvernement, Bevin, et celle de Cripps en particulier, c'est exactement celle de Hitler, et celle des nationalistes à tous crins dans tous les pays : c'est celle de l'autarcie.

Le nationalisme renforcé, dont les Cripps et autres se sont faits les apôtres, conduit droit l'Angleterre à la mort, la mort par inanition. Les restrictions croissantes auxquelles est ainsi conduit le peuple anglais ne sont que les premières étapes de cette mort.

Mais le peuple anglais ne se laissera pas mourir. Aucun peuple ne se laisse mourir. La suite des événements finit toujours par le conduire sur la voie du salut. Le peuple anglais se sauvera donc, mais si vous continuez votre politique nationaliste, ce n'est pas vous, travaillistes, qui le sauverez ; ce seront vos successeurs. Ici encore, vous laisserez à la bourgeoisie le soin de sauver les Anglais de l'impasse dans laquelle vous les avez conduits.

Inutile de vous dire quelle épouvantable désillusion cela a été pour ceux qui croient à la capacité constructive du prolétariat, à ceux qui voient le prolétariat comme le grand porteur du progrès, de constater que dans les efforts qui sont présentement faits pour instituer l'unité économique européenne, en préface à une unité économique mondiale, c'est le parti travailliste britannique, et à peu près lui seul, qui s'est levé pour barrer la route. Honte suprême ! Vous laissez à Churchill l'honneur de se faire le champion de l'internationalisme, et c'est vous qui défendez, à mort, le maintien des barrières nationales. Ce n'est pas seulement le peuple anglais que vous condamnez ainsi à périr, c'est le prolétariat tout entier que vous frappez en tant que classe.

Renversez donc la vapeur, Bevin, avant qu'il ne soit trop tard ; vous ne serez point isolé, même dans le Labour Party, comme le prouve le cas de Mackay. Sortez le Labour Party du nationalisme ! Qu'il abandonne tout de suite toute défense des économies nationales, et, pour faciliter l'adaptation de l'économie britannique à la nouvelle économie internationale, qu'il exproprie les rentiers — ou bien, qu'il s'attende à disparaître !

Robert LOUZON.

Le Carnet du Sauvage

EN AVANT LA MUSIQUE RUSSE !

Ce pays fourmille de partisans de l'Europe. Tous plus acharnés les uns que les autres. Cependant, il ne s'en trouve aucun pour dénoncer la stupidité du rattachement de la Sarre à la France. Comme il ne se trouve d'ailleurs personne pour s'élever contre le scandale prolongé des démantèlements d'usines.

Ceux qui seraient tout désignés pour le faire, en raison des idées dont ils se réclament, les socialistes et les communistes, s'en gardent bien. Les uns par lâcheté, courte vue, absence de principes, les autres parce qu'ils ont répudié depuis longtemps le « ni annexions ni sanctions » de Zimmerwald et parce qu'ils ne pourraient parler de la Sarre sans qu'on leur riposte par l'amputation de l'Allemagne à l'est au bénéfice de la Russie et de la Pologne.

On aboutit ainsi à ce spectacle bouffon : le gouvernement français refusant l'entrée de l'Allemagne au Conseil de l'Europe si la Sarre n'y est pas admise en même temps.

Mais la Sarre, diront certains, consent à cette séparation ? Vraiment ? Alors que ne la consulte-t-on. Schumacher propose un referendum. Avouez qu'il n'est peut-être pas très nécessaire. Celui d'il y a dix ans n'est pas encore oublié. On se rappelle comment il écrasa les affirmations des Bidault et des Schuman d'alors. Il ridiculisa la France à peu près de la même façon que celui qui s'est produit dernièrement à Chandernagor. Les représentants français sont-ils complètement incapables de se rendre compte de l'état l'esprit des populations au milieu desquelles ils vivent ? Ou sont-ils condamnés à le paraître par un nationalisme absolument aveugle ?

Jules Moch qui ne voit pas son propre nationalisme dénonce le réveil nationaliste allemand. Attention, dit-il, l'Allemagne n'a pas changé. Il fait état des dernières élections et d'une mise en garde récente de Thomas Mann. Il n'y a pas de raison pour que les Jules Moch soient plus intelligents au lendemain de la deuxième guerre qu'au lendemain de la première. N'ayant pas compris hier qu'Hitler était le fruit naturel du traité de Versailles, il est normal qu'ils ne comprennent pas aujourd'hui qu'un nouveau nationalisme allemand surgit logiquement de l'impuissance ou de la lenteur à faire l'Europe. Plus on tardera, plus on fera et dira de bêtises, plus on activera la fermentation nationaliste allemande, plus on rendra difficiles les efforts des véritables socialistes allemands. Pas d'Europe si la France continue à en barrer la porte à l'Allemagne, ou si elle se refuse à lui laisser la place qui lui revient. En procédant ainsi elle mène un jeu qui sert admirablement la Russie. Celle-ci n'a pas de meilleurs alliés que les nationalistes français. Grâce à eux, elle espère empêcher l'Europe.

Le 2 octobre, les Partisans de la paix dénonceront les fauteurs de guerre. Singuliers partisans de la paix! Leur musique fait un tel bruit qu'il est impossible de s'entendre, impossible de comprendre quoi que ce soit, impossible de se rappeler ce qu'on a vu au cours de ces dernières années. Il s'agit de faire prendre l'ours russe pour l'agneau de la paix.

En avant la musique!

ATTENTION AU DEPART

Le Congrès des trade-unions anglaises vient d'approuver à une énorme majorité la fondation de la nouvelle Internationale syndicale. C'était prévu. C'est réalisé. Ainsi disparaît toute crainte de difficultés. Il doit être possible de s'engager avec un peu plus d'assurance.

Le projet de statuts établi par la dernière conférence préparatoire n'est guère hardi. Le problème des Secrétariats professionnels reste en suspens. On ne sait toujours pas quelle place leur faire à l'intérieur de la nouvelle Internationale; ils restent en marge, sinon à la porte pour le présent.

Nos architectes syndicaux manquent décidément d'imagination. Dommage qu'Edo Fimmen ne soit plus là ! Sa double expérience, d'ancien secrétaire de l'Internationale dite d'Amsterdam et de secrétaire de l'Internationale des Transports, l'avait amené à se méfier des Confédérations nationales, toutes plus ou moins, et plutôt plus que moins, infectées d'esprit nationaliste. Il aurait voulu baser l'Internationale syndicale sur les Secrétariats professionnels internationaux. Son projet, à l'époque, fut rejeté sans examen sérieux. Nous fûmes seuls à objecter à Fimmen que les Confédérations et les Secrétariats devaient non pas se supplanter, mais s'associer et s'épauler mutuellement; faisant cela, ils s'inspireraient de la structure de la C.G.T. française de 1906. Les tenants des Confédérations — et de la routine — n'eurent pas de mal à l'emporter. Ils avaient un argument solide : les Confédérations existent, on sait ce qu'elles représentent; les Secrétariats professionnels, à l'exception de celui des Transports, végètent ou sont en train de se former ; on verra plus tard. Le délégué de la C.G.T. française aurait pu tenir un langage différent; il s'en garda bien; il fut parmi les plus acharnés adversaires du projet Fimmen. C'est qu'il avait déjà lui-même porté atteinte à la structure de la C.G.T. de 1906, et assuré l'hégémonie des Fédérations au détriment des Unions départementales. Il avait réalisé en somme sur le terrain national ce qu'il repoussait sur le terrain international. Aujourd'hui, les faits reposent le même problème sous un aspect nouveau. Reconnaîtra-t-on qu'il n'est pas d'autre solution, pas de meilleure en tout cas, que la structure fédéraliste de 1906 ? Les Secrétariats professionnels ne doivent pas rester à la porte; ils doivent entrer tout de suite et constituer la section des Secrétariats professionnels tandis que les Confédérations formeront leur section propre; la réunion des deux sections formera l'Internationale syndicale. A qui objectera que la plupart des Secrétariats professionnels sont en voie de réorganisation, il sera facile de répondre qu'il en est sensiblement de même pour pas mal de Confédérations, à commencer par celles de France, d'Italie et d'Allemagne. Confédérations et Secrétariats se réorganiseront d'un même mouvement.

Une autre lacune. Il m'a semblé qu'au nombre des régions prévues ne figurait pas l'Afrique. Dans son interview au **Figaro** du 8 août, Irving Brown parle de cinq grandes régions : Europe, Amérique latine, Asie, Moyen-Orient, Amérique du Nord. Certes l'Afrique du Nord, celle du Sud et celle du Centre ne tournent pas leurs regards du même côté. N'empêche, si l'on a pour objectif l'organisation syndicale des travailleurs indigènes, et non pas le prolongement des syndicats de blancs, il est utile de prévoir une grande région d'Afrique.

Pendant que je discute avec Brown, me permettra-t-il de lui dire mon étonnement à le voir prendre le **Figaro** comme tribune ? Certes c'est un journal bien fait et sans doute ses rédacteurs sont-ils à l'affût de l'actualité. Mais ce n'est pas par ce canal qu'il atteindra la classe ouvrière de ce pays. Il pourrait peut-être penser à d'autres quotidiens, même si ces autres ne pensent pas à lui. A moins qu'ils n'aient peur de se commettre avec lui.

Brown annonce pour cet automne et même pour

la fin septembre une grande offensive stalinienne axée sur une grève des marins et des dockers en France, en Italie et en Angleterre même. Il déplore que l'organisation internationale nouvelle ne soit pas en place et ne puisse opérer la distinction entre les revendications ouvrières réelles et les savantes manœuvres staliniennes. Si l'American Federation dispose de renseignements, qu'attend-elle pour les faire connaître ? Il est bien certain que sur un sujet de cette importance, comme sur la dernière grande vague de grèves qui vient de déferler en Finlande, une information sérieuse et honnête serait précieuse. L'assurer devrait être, d'ailleurs, l'une des premières tâches de la nouvelle Internationale.

Mais voit-elle les tâches qui sont les siennes ? On a toujours crainte qu'elle ne se regarde, non comme le grand mouvement des travailleurs, mais comme une sorte de Cendrillon au service des Etats dits démocratiques. Cette crainte, ce n'est pas en se référant comme elle le fait à la Charte de l'Atlantique de 1941 ou à la déclaration de 1944 sur les Buts et les Objectifs de l'Organisation internationale du Travail de 1944, ou à la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, qu'elle la dissipera.

Ce qu'on attend de la nouvelle Internationale syndicale, c'est une déclaration universelle des droits des travailleurs, des droits et des espérances. Aussi une organisation prête à faire face à toutes les nécessités de la lutte ouvrière. Une telle organisation ne sortira pas toute faite de son congrès constitutif de fin novembre prochain. C'est peu à peu, et dans la lutte, qu'elle se formera solidement. Mais il est important qu'elle parte du bon pied. Qu'elle ne rate pas son départ comme la F.O. française! Qu'elle ne commette pas les mêmes fautes initiales !

LE DISCOURS D'ANDANSON

Le dernier congrès du Livre avait produit une impression assez pessimiste. Ce qui frappait en lui, c'était le vote du rapport moral d'Ehni à une écrasante majorité ; c'était le retrait, naturel mais forcé, de la proposition des typos parisiens tendant à laisser libre pour les syndicats l'adhésion aux unions départementales. La Fédération du Livre s'était-elle mise, à son tour, à l'alignement stalinien ? On pouvait se le demander.

Evidemment les mêmes serins qui, trois mois avant le congrès, étaient sûrs d'y faire triompher l'autonomie stricte, chantonnent maintenant qu'Ehni a pris à Bordeaux des engagements et qu'il faut voir s'il les tiendra.

J'ai lu aussi soigneusement que possible ce qu'a déclaré Ehni au congrès ; aussi les résolutions votées. Je n'ai pas trouvé le moindre engagement précis. Est-ce que je vois mal ? Mais c'est aussi l'avis d'Ehni, j'imagine, puisqu'il s'est dépêché de partir à Milan applaudir au congrès de l'Internationale son ami Saillant.. Drôle de façon d'affirmer l'indépendance du syndicalisme!

Le secrétaire fédéral du Livre est bien décidé à continuer la politique qu'il suit depuis 1947. Reste à savoir si cette politique correspond à la pensée réelle, à la pensée profonde de sa Fédération. Il est permis d'en douter. Malgré le congrès ? A cause du congrès précisément. En la personne d'Ehni, les staliniens ont remporté une victoire au congrès de Bordeaux. Mais une victoire qui pourrait bien ne pas se renouveler facilement.

Lisez le discours prononcé au congrès par Andanson, le délégué de Clermont-Ferrand. La **R. P.** en reproduit plus loin la partie principale. Ce discours, m'assure-t-on, produisit mieux qu'une très forte impression; il parut traduire la véritable pensée du congrès.

Pensant ce qu'il pense, comment Andanson — et ceux qui pensent et sentent comme lui — a-t-il pu voter le rapport moral ? Apportant les critiques qu'il apportait, critiques de fond et pas seulement de forme, critiques essentielles et non pas secondaires, comment a-t-il pu donner un quitus pour le passé ? Une absolution pour le passé qui ne pouvait être prise par Ehni que doublée d'une promesse d'absolution pour l'avenir. Sans nul doute, Andanson avait ses raisons. Son discours montre du courage et de la hauteur de pensée. Garde-t-il certaines illusions ? Ressent-il quelque épouvante à s'aventurer hors de la C.G.T. ? Surtout ne se représente-t-il pas la situation dans toute sa gravité ? Et croit-il pouvoir sauvegarder les revendications du Livre au moment où la classe ouvrière en son entier serait menacée de subir, à l'exemple de la Tchécoslovaquie, le totalitarisme stalino-fasciste ?

J'ai peine à croire que la rivalité province contre Paris ou le jugement porté sur l'attitude de Largentier durant l'occupation suffisent à expliquer cette contradiction entre la pensée et le vote d'Andanson. Ils n'expliquent rien ; ils compliquent et obscurcissent tout. Il est beaucoup plus probable qu'Andanson, et avec lui les militants du Livre, ceux de province, mais aussi ceux de Paris commencent seulement à digérer l'expérience qu'ils sont en train de vivre. Avec une prudence et une lenteur qui est bien dans la tradition corporative ils constatent dans quelle voie on les engage malgré eux. Le Livre de province, par la voix du délégué de Clermont, a procédé au dernier congrès à une mise en garde. Au prochain, et même avant, il agira autrement.

Quand on commence à dégager sa pensée, les erreurs se corrigent vite, la position juste ne tarde pas à être trouvée. Il est seulement surprenant que les militants clermontois du Livre qui ont vu et vécu la gymnastique, non pas révolutionnaire, mais stalinienne, effectuée chez Michelin et chez Bergougnan, aient mis deux ans à en tirer la leçon. Au moins à la tirer publiquement. Ils ont été mieux placés que d'autres pour voir. Ils doivent à leurs camarades, maintenant qu'ils ont commencé, de poursuivre avec logique ce qu'ils ont seulement ébauché. Ils auraient voulu qu'au congrès confédéral d'octobre une voix de la Fédération s'élevât pour défendre les thèses qui sont les siennes. A défaut d'Ehni, sur qui il était un peu naïf de compter, pourquoi Andanson n'est-il pas venu dire ce qu'il a dit au congrès fédéral ? Pourquoi ne le dirait-il pas au prochain congrès confédéral ? Pourquoi ne profiterait-il pas dès maintenant de toutes les occasions et de toutes les tribunes à l'intérieur de la C.G.T.? En premier lieu, de celle de l'union départementale du Puy-de-Dôme.

Bernard, le secrétaire adjoint des typos parisiens, a écrit dans le Bulletin de sa section qu'il n'y avait plus de minorité parisienne du moment que la Fédération était minoritaire. C'est aller un peu vite. La Fédération est dans son fond minoritaire. Elle ne l'est pas à sa tête. D'où la nécessité de ne pas compter sur celle-ci et de parler à sa place quand il le faut.

Andanson a dit que la Fédération du Livre était dans une C.G.T.U. sans U. Très exact. Mais avec cette aggravation que la situation en 1949 est autrement grave qu'il y a vingt ans et même qu'il y a dix ans, où les anciens chefs de la C.G.T.U., passés à la C.G.T., n'osaient pas désavouer le pacte germano-russe. Ce qu'ils ne pourront pas plus désavouer aujourd'hui, ce qu'ils devront accomplir, c'est ce que les dirigeants de la C.G.T. tchécoslovaque ont été mis en demeure de faire il y a deux ans.

Avec de la tolérance, la scission pouvait être évitée, a dit Andanson. Nous voulons, a-t-il ajouté, une C.G.T. tolérante, démocratique, apolitique, défendant partout de véritables thèses d'unité ouvrière.

La tolérance n'existait pas à la C.G.T.U. Elle n'existe pas davantage, elle existe moins encore, si c'est possible, dans la C.G.T. d'aujourd'hui. Vous ne tarderez pas à vous en rendre compte, Andanson, pour peu que vous ne croyiez pas être quitte avec votre conscience en ayant prononcé votre discours du congrès de Bordeaux.

LUCIEN DESCAVES

Ce qu'il fut pour nous, il est difficile aux jeunes d'aujourd'hui de le comprendre. Qu'ils lisent **Sous-offs,** bien sûr, mais surtout **la Colonne** et **Philémon, vieux de la vieille;** ils verront pourquoi nous avons admiré et aimé ce grand écrivain. Malheureusement nous ne l'avions plus retrouvé après la première guerre. Il renonça même à écrire deux livres dont il avait réuni les éléments, deux biographies, celles de Varlin et de Louise Michel.

Que s'était-il passé ? Il avait sans doute perdu confiance dans le mouvement ouvrier. Pourtant, il prétendait n'avoir pas tellement changé. Léon Deffoux lui disait un jour : « Géodésias, le vieux professeur naguère révolutionnaire maintenant à demi résigné de votre pièce **Le Cœur ébloui,** c'est un peu vous ? » Descaves lui avait répondu : « Pas absolument... Mais en prêtant à Géodésias le langage qu'il tient dans ma pièce, je n'ai qu'à faire un retour sur moi-même et à me souvenir — comme vous le souhaitez... Géodésias est resté fidèle aux idéals de sa jeunesse. Il n'est pas décoré. Il est demeuré antimilitariste et pacifiste. Il est impatient de justice. Sur ces points au moins, je suis comme Géodésias ! »

Pierre MONATTE.

ACTIVITE SYNDICALE DIRIGEE

La source de la force des syndicats, de leur autorité auprès des masses d'ouvriers et d'employés est le fait que les syndicats sont quotidiennement *dirigés par notre glorieux parti bolcheviste...*

Les syndicats soviétiques sont fiers et heureux que leur activité entière *soit dirigée* quotidiennement *par le parti communiste et le* SAGE CHEF ET MAITRE, LE GRAND STALINE.

(Troud *du* 27-4-49.)

VERS LA RECONSTITUTION DE L'INTERNATIONALE SYNDICALE

Le congrès de la Fédération des syndicats ouvriers de l'industrie textile, où les pays suivants étaient représentés : France, Norvège, Danemark, Suède, Belgique, Autriche, Finlande, Suisse, Allemagne, Grande-Bretagne et Pays-Bas, réuni à Amsterdam du 11 au 16 juillet dernier, a voté la résolution ci-après :

Le 18e congrès...

1) Enregistre et regrette l'échec des efforts tentés en vue d'établir des relations sur le terrain international dans le cadre de la F.S.M.

2) Laisse toute la responsabilité de cette situation aux organisations syndicales de tendance communiste qui ont voulu imposer leur domination aux syndicats libres, et cela au mépris de la plus élémentaire démocratie.

3) Approuve l'attitude prise par le comité de négociation des Secrétariats Professionnels Internationaux à l'effet de considérer comme inacceptables les conditions de collaboration stipulées par la F.S.M., celles-ci étant incompatibles avec leur désir d'autonomie en matière de désignation de siège, nomination de dirigeants et gestion financière.

4) Salue la création d'un comité de coordination et ratifie la décision prise par le secrétaire d'accepter d'en faire partie.

5) Prend acte avec la plus grande satisfaction de ce qu'une conférence préparatoire avec la participation de représentants des syndicats libres de 34 pays, groupant plus de 47 millions de membres, s'est tenue à Genève, les 25 et 26 juin 1949, pour jeter les bases d'une nouvelle Internationale syndicale et qu'une nouvelle réunion est prévue pour le mois de novembre prochain en vue d'examiner les projets de constitutions et de programme à soumettre à l'étude des organisations syndicales libres.

6) Charge son Conseil général de prendre toutes les dispositions pour participer, d'une façon active, aux travaux préparatoires prévus afin de sauvegarder les intérêts des ouvriers textiles.

7) Estime, cependant, devoir marquer sa conception à l'égard d'une nouvelle Internationale syndicale, en réaffirmant que celle-ci doit être composée uniquement d'organisations syndicales qui se réclament d'une véritable démocratie, qu'elle doit être indépendante des gouvernements et du capitalisme international, qu'elle doit proscrire la subordination des organisations syndicales nationales les plus faibles aux organisations plus puissantes par le nombre de leurs membres et leurs moyens matériels et qu'elle doit établir une coordination avec les S.P.I. en garantissant à ceux-ci l'autonomie complète quant à leurs problèmes techniques, industriels, sociaux et financiers et quant à la nomination de leurs dirigeants.

8) Est d'avis que toutes les Centrales syndicales nationales adhérentes à la nouvelle Internationale syndicale devraient exiger de leurs organisations-membres l'affiliation aux Secrétariats professionnels internationaux dûment constitués.

SUS AU « COSMOPOLITISME » !

L'influence étrangère est découragée dans les arts et dans les sciences.

Ses rapports avec les étrangers sont considérés comme très suspects par les autorités. Au début de 1948 a paru une loi interdisant aux Russes de recevoir des étrangers chez eux ou de se rendre en visite chez des étrangers. Des sanctions sont attachées à l'exécution de cette loi.

(Rapport de la délégation syndicale norvégienne en U.R.S.S.)

Dans l'Internationale

UKRAINE

LA RESISTANCE AU TOTALITARISME STALINIEN

Les groupements qui organisent la résistance publient une revue mensuelle, **Vpériod** (En avant), dont les articles, par l'information qu'ils donnent et les sujets qu'ils discutent, montrent l'importance de leur mouvement. Ils témoignent aussi d'un optimisme remarquable.

Dans le numéro de juillet, on trouve d'abord les déclarations d'un groupe de résistants appartenant à l'armée des partisans ukrainiens arrivés récemment à la frontière germano-tchèque, après avoir traversé la Pologne et la Tchécoslovaquie. Leur randonnée à travers ces deux pays a permis de constater un changement notable dans l'attitude des populations à leur égard. Nettement hostiles jusqu'ici, elles sont maintenant empressées à faciliter et à aider le passage des partisans.

Un article important est consacré aux « deux bourreaux de l'Ukraine » : Paul Postychev — gouverneur stalinien de 1933 à 1937 ; et Erich Koch — gouverneur hitlérien durant la seconde guerre mondiale.

Avec le recul du temps, écrit l'auteur, les différences qui peuvent exister entre les « deux cliques qui se sont emparées du pouvoir pendant la période d'agonie du capitalisme » disparaîtront. Le stalinisme et l'hitlérisme entreront dans l'histoire comme « les créateurs d'un nouveau type d'Etat, l'absolutisme totalitaire dont la tâche et la fonction sont d'assurer la complète concentration entre les mains de l'Etat ». Du point de vue moral, nulle différence entre les deux systèmes, sauf une stupidité plus rigide et plus brutale du côté de l'hitlérisme tandis qu'on trouve dans le stalinisme un raffinement cynique et sadique. Postychev est l'organisateur de la grande famine de 1933. Durant son règne, on évalue à sept millions le nombre des paysans pauvres et des ouvriers des petites villes que la famine emporta ; la culture ukrainienne fut persécutée, un acharnement particulier contre les jeunes intellectuels et techniciens d'origine prolétarienne conduisit plusieurs d'entre eux au suicide.

« S'il n'y avait pas eu Postychev il n'y aurait pas eu Koch. » Ce dernier, pour combattre la résistance ukrainienne, n'eut qu'à suivre la voie tracée par son prédécesseur stalinien.

Dans son article « les problèmes ouvriers dans l'Ukraine de demain », W. Félix souligne le fait que le peuple ukrainien a cessé d'être un peuple de paysans. Déjà en 1939, 44 % de la population travaillait dans l'industrie. Ce nombre s'accroît constamment, de sorte que le rôle de la classe ouvrière dans la libération puis dans l'Ukraine libérée sera dominant. Dans les industries nationalisées, les ouvriers devront participer à la direction.

Que faut-il entendre par « la classe des magnats bolchévistes » ? Elle se compose, répond l'auteur de l'article consacré à cette variété, « de cette couche de la société soviétique qui dispose, sans contrôle, de tous les moyens de production et de tous les objets de consommation de la Russie. Elle ne coïncide pas toujours avec la qualité de « membre du parti », parce que dans le parti les exploités ne manquent pas, et parce que beaucoup de ces magnats restent en dehors du parti ».

« Cette classe, dit encore l'auteur, a été formée par le parti communiste bien que ses intérêts soient en contradiction avec le programme communiste. Sa forme définitive lui a été donnée par Staline. Le principe d'après lequel ses membres sont choisis n'est pas dans d'exceptionnelles capacités mais d'après le degré de cruauté dont ils sont capables, leur cynisme à l'égard de la vie humaine. Leur conduite n'est pas déterminée par un fanatisme idéologique mais par des jouissances personnelles... Dans la révolution qui vient, quand les masses travailleuses se soulèveront contre l'esclavage stalinien, ils seront détruits. » Les bâtisseurs de la société nouvelle seront les ouvriers modestes, paysans, intellectuels qu'on ne remarque pas à présent, non parce qu'ils sont moins capables que les « magnats » mais parce qu'ils se tiennent en étroit contact avec le peuple. Ils n'acceptent que des emplois secondaires parce qu'ils ne veulent pas être les persécuteurs et les bourreaux de leur peuple.

HONGRIE

RACOSZI VEUT METTRE LES OUVRIERS AU PAS

Si les staliniens encouragent les grèves — les grèves pour Staline — dans les pays démocratiques, non seulement ils ne permettent aucune sorte de grève dans les provinces de l'Empire russe qu'ils gouvernent, mais ils trouvent criminel que des ouvriers revendiquent une augmentation de salaire. Ces ouvriers — leur syndicat, et la C.G.T. elle-même — montrent une étonnante incompréhension : ils ne voient pas que le capitalisme a disparu et que ce sont eux les maîtres.

Mais il suffit ici de reproduire le communiqué officiel ; des commentaires ne pourraient que l'affaiblir :

Budapest, 31 août.

A la suite de la condamnation prononcée le 16 juillet dernier par le gouvernement contre les responsables des travailleurs de l'industrie du bâtiment, qui par « leur incompétence frisant le sabotage avaient causé de graves dommages à l'économie nationale », le comité politique du parti des travailleurs a tenu une réunion pour examiner la question.

Il a constaté que le syndicat et l'association des travailleurs du bâtiment n'avaient pas su s'adapter au nouveau régime et avaient poursuivi la même politique d'augmentation des salaires et maintenu la même organisation que sous le régime capitaliste. C'est cette méconnaissance du changement de la condition ouvrière qui, a-t-il déclaré, est à la base des erreurs enregistrées, et en particulier de l'inadmissible élévation du prix de revient.

« Cet état de fait, a estimé le comité, n'est pas surprenant, étant donné que certains dirigeants de l'association des travailleurs du bâtiment se sont désolidarisés du parti communiste, sous-estimant l'importance de l'éducation idéologique et laissant s'infiltrer parmi leurs adhérents des idéologies faus-

ses et destructives, et que de nombreux autres viennent d'être démasqués comme agents de l'ennemi. »

A cette occasion le comité politique a constaté que le conseil d'administration de la C.G.T., par son manque de vigilance, avait sa part de responsabilité dans cette situation. En conséquence il a pris une série de mesures qui consistent notamment à faire assurer la direction du syndicat et de l'association par des militants communistes, à intensifier le travail d'éducation et de propagande, à développer la productivité et à raffermir la discipline afin d'abaisser le prix de revient.

Le « parti des travailleurs » est naturellement le camouflage du parti stalinien.

Mais il n'y a pas que les ouvriers du bâtiment qui n'ont pas su « s'adapter au nouveau régime » ; il y en a beaucoup d'autres d'après de « sévères avertissements » que Racoszi vient de donner publiquement. Comme chez les autres satellites, la situation économique est mauvaise ; il y a un effondrement dans la production industrielle. Il n'est pas trop difficile d'en découvrir la cause principale mais il serait pénible de l'avouer et il est plus simple de chercher un bouc émissaire qui, ici, est l'ouvrier — qui s'absente trop souvent et se fait trop souvent porter malade. Mais les directeurs d'entreprises nationalisées aussi sont responsables. Un millier d'entre eux sont d'anciens ouvriers, et ils manqueraient de fermeté à l'égard de leurs camarades. La menace que leur signifie Racoszi est directe : « Il est grand temps qu'ils comprennent qu'ils sont individuellement responsables de la production. »

Les ouvriers hongrois, eux, vont pouvoir comprendre que « démocratie populaire » se traduit mieux par « trique stalinienne ».

FINLANDE

LES GREVES-GRABUGE

Les grèves importantes qui viennent d'agiter la Finlande n'ont pas été provoquées par les staliniens pour épauler un Molotov ou un Vychinsky dans une difficile négociation internationale. Mais leur cause, bien que plus modeste, est de même nature. Déclenchées quelques semaines avant la rentrée du Parlement, elles se proposaient de faire impression sur celui-ci pour l'obliger à renverser le ministère social-démocrate.

Quelle que soit l'opinion qu'on ait des Finlandais et de leur politique, il faut reconnaître qu'ils ont du cran. Bien que leur puissant ennemi soit à leurs portes, ils refusent de se laisser intimider. Quant à leurs social-démocrates, ils font grande figure à côté de leurs congénères des satellites qui, sommés de choisir entre la prison et le pouvoir, se hâtent d'accepter un ministère.

Non seulement les social-démocrates finlandais se refusent aux « unités » mensongères et déshonorantes mais ils ont obligé le ministre stalinien qu'ils avaient accepté de mettre à l'Intérieur à démissionner. Il avait consenti à livrer à la Russie, sans procès, des réfugiés, et, selon la coutume, avait constitué une imposante police secrète, moyen stalinien de gouvernement par excellence. C'est à cette occasion qu'il fut liquidé, sa milice détruite et ce sont ces temps bienheureux que les staliniens voudraient voir revenir. Ils n'y réussiront pas cette fois mais ils auront réussi à troubler, à désorganiser d'importants syndicats, à provoquer des scissions, à affaiblir la centrale syndicale.

A. ROSMER.

Parmi nos LETTRES

Découverte du métier d'enseignant

Il y a quelques mois, écrivant à un de nos jeunes camarades, Monatte lui avait demandé les impressions que lui avait produites son premier poste de professeur. Voici la réponse, remarquable à bien des titres, qu'il vient de recevoir :

Est-ce un phénomène particulier aux enseignants, je me suis moi-même détaché de plus en plus des événements et, dans ma classe, je me sens parfaitement isolé. Il me faut vous faire part du merveilleux enthousiasme que m'a procuré la découverte de mon métier, puisque, aussi bien, c'est cela surtout que vous me demandiez.

Ce n'est pas un paradoxe de dire que cette tâche d'éducateur, si parfaitement personnelle et monastique, m'a donné le sens complet de la vie sociale. Isolé, oui je le suis, et je me sens fort contre la guerre, contre la bêtise des gens, les tracasseries et les esclavages, en face de mes vingt ou trente jeunes gens et jeunes filles dont je fais mes complices pour une heure. Ne croyez pas pour cela, cependant, que nous nous échappions du réel — du triste mais exaltant réel — afin de nous bercer de rêve. J'agis pleinement, et c'est ainsi que je crois avoir reconquis le sens social : notre classe demeure un îlot, mais un îlot qui serait sur une montagne d'où l'on peut parler et se faire entendre. Les portes ouvertes, mes enfants redescendent les pentes vers la ville avec des yeux changés. — Illusion, peut-être, et je n'ai pas l'orgueil de croire que j'ai réussi du premier coup, pourtant si je suis parvenu à les toucher, c'est eux qui me l'on dit, et dans leur bouche ce n'était pas toujours un éloge reconnaissant. La chère « éducation à l'inquiétude » qu'Albert Thierry désirait, je l'ai mise en pratique sans le vouloir. Elle a surgi de ce contact et de nos paroles : ils ne savent pas ce qu'est le bonheur ou la probité (le sais-je moi-même), l'amour ou la haine, l'honneur du travail ou de la révolte, mais ils y pensent, ils me l'ont dit, désarmés encore mais prévenus que toute vie est dans cette recherche et dans cette conscience. Pour moi, qui n'y pensais guère autrement qu'en formules autrefois, voilà que je vis enfin en leur disant la vie.

Ne serai-je pas déçu ou blasé ? Je constate avec amertume que mes collègues sont loin de considérer leur tâche avec autant de ferveur. Ils sont plus réalistes et parlent de referendum ou de baccalauréat... J'en parle aussi, mais je pense plus à ma profession. Comprenez-moi bien : si je m'y donne entièrement, ce n'est ni par zèle ni par goût du sacrifice. — J'y trouve aussi mon intérêt, moral certes, mais qui en vaut bien un autre ; je ne me désintéresse pas de la question fonctionnelle, je reste solidaire de mes camarades, je trouve seulement que le problème social est, dans ce métier, autant sur l'estrade magistrale qu'en des statuts oiseux. Je ne comprends pas qu'un éducateur syndicaliste bâcle son travail et ignore délibérément le rôle certain qu'il peut jouer auprès de trente individus, pour militer. Les deux choses me semblent liées et, si c'est toute la question de la réforme de l'enseignement qui est soulevée, je consens qu'on la pose de cette façon.

Vous reconnaîtrez sans peine mon inspirateur. Pourtant, si je juge les systèmes de Thierry parfois trop idéaux et difficilement applicables, si je suis sceptique quant à leur réalisation sur une grande échelle, je suis aujourd'hui convaincu que nous pouvons tout de suite — beaucoup le font, l'ont fait, ils restent une minorité d'originaux — accomplir l'œuvre déterminante. Je ne crois pas au dilemme proudhonien : l'éducation des masses (je n'aime pas ce mot) va de pair avec la tactique et l'action destructive puis constructive. Si je crois à l'internationalisme, c'est à celui de la responsabilité. C'est là la grande leçon de cette guerre et la solution donnée au complexe du monde contemporain : des

hommes peuvent souffrir l'esclavage et la torture, et puis en triompher, dès qu'ils ont la conscience de leur courage et de leur effort ; on est libre et fort dès qu'on le pense. Le vieil anarchisme était-il autre chose que cette assurance ?

Au fond je ne suis pas très éloigné de vos idées ; quand je dis : internationalisme de l'esprit, je ne pense pas aux intellectuels, dont la trahison recommence sans cesse, mais à la multitude de ces intelligences et de ces sensibilités, dont chacune est l'expression d'une attente, d'une volonté aussi, et qu'il faut tenir prêtes pour tous les enthousiasmes. Est-je besoin d'ajouter que j'éprouve mieux que de la fierté à travailler à cela ?

Autour de la bagarre christianisme-communisme

Voici quelques réflexions de l'ami Giauffret à propos de l'article de Louzon sur le « Nouveau Christianisme » (*R.P.* d'août) :

D'accord, évidemment, avec l'article de Louzon sur les religions. J'aurais aimé cependant qu'il y soit donné une plus grande place à l'étude de la forme actuelle de la bagarre : christianisme-stalinisme.

Les deux religions s'opposent par le haut, mais elles ne s'opposent pas par le bas.

Dans un article du 23 août le correspondant à Rome du Monde *écrit : « Le nombre des matérialistes athées, donc des sans-Dieu, à plus forte raison des contre-dieux, est négligeable dans les rangs des soviétiques italiens. Toute proportion gardée, les seuls authentiques matérialistes déclarés d'Italie, dialectiques ou historiques, se recrutent chez les socialistes, les républicains, les libéraux. »*

En ce qui concerne les Italiens, ainsi, je pense, que de nombreux autres peuples de l'Est (Polonais et, bien entendu, ceux de religion orthodoxe), cette affirmation me paraît très juste. Il faudrait sans doute en atténuer quelque peu le caractère absolu en France, mais, en gros, même ici, elle demeure vraie. Dans le peuple se superposent les deux religions : le catholicisme et le communisme. Les gobeurs gobent partout où il y a à gober !

Evidemment chez tous ces peuples, le catholicisme est réduit à une foi assez vague, mais ce qui tient, ce sont les pratiques et, il faut le dire, les superstitions religieuses.

Or, pour le révolutionnaire, c'est précisément celles-ci qui sont le plus condamnables, car émanciper le prolétariat c'est le couper des symbolismes grossiers de la religion chrétienne, c'est le guérir de l'idée qu'un dieu puisse s'occuper de ses affaires personnelles et lui faire comprendre que ce dieu n'est pour rien dans les miracles ou prétendus miracles. Le matérialiste peut tolérer et respecter une certaine spiritualité car, après tout, la matière, l'énergie, la pensée tout cela forme, en l'état actuel de la science, une telle salade que vouloir décider si la pensée sort de la matière ou si l'esprit a créé la matière c'est en revenir à l'inutile querelle sur la création du premier œuf ou de la première poule — mais il ne peut que rigoler, comme M. Homais, lorsque la foule italienne pousse des cris hystériques au moment où la statue d'une vierge pleure des larmes de sang ! (en présence des généraux américains).

Mais justement les « matérialistes staliniens » ont renoncé à lutter contre les formes basses du christianisme. Elles ne les gênent pas, ils les adoptent — pourvu que la hiérarchie ecclésiastique s'accommode de la nouvelle hiérarchie politique et sociale.

Les ouvrières peuvent croire à l'Immaculée Conception tant qu'elles veulent, pourvu que leur prêtres honorent saint Karl Marx, saint Lénine et saint Staline ! Et les paysans peuvent aller à tous les pèlerinages du monde pourvu que le gouvernement populaire puisse y déléguer ses propagandistes, à côté du prêtre.

Somme toute, on cherche à instituer une nouvelle religion sur les bases de l'ancienne, tout comme le christianisme a adopté de nombreuses fêtes et de nombreuses pratiques païennes. Le communisme prend à sa charge le vieux millénarisme chrétien et promet de faire le bonheur de l'homme sur la terre, à coups de plans quinquennaux — nouvel opium — tout en laissant à la religion traditionnelle le soin de fournir l'espoir du paradis — le vieil opium.

Cette utilisation de la « foi » chrétienne pour supporter le nouveau pouvoir semble assez avancée dans les nations orthodoxes.

Dans les pays catholiques, les matérialistes staliniens se heurtent à la hiérarchie catholique. Il s'agit donc là de provoquer un schisme — de gagner des prélats par une pression savante qui comporte l'appât des hautes situations et la menace de souffrances matérielles. En Tchécoslovaquie, par exemple, il semblait bien que Monseigneur Béran s'engageait sur la voie des complaisances envers les nouveaux maîtres : n'avait-il pas célébré un Te Deum *après la prise du pouvoir par Gottwald ? Mais il a, depuis, rebroussé chemin et le voici aux arrêts de rigueur. Faute de pouvoir gagner des prélats, on se rabat sur le bas clergé...*

Conscient du péril que court le catholicisme dans cette confusion des deux religions, le Vatican met les fidèles en demeure de choisir : soyez communiste ou soyez chrétien ! Somme toute, il procède lui aussi à son épuration, en faisant refuser aux communistes actifs les sacrements et en n'accordant que conditionnellement les sacrements aux communistes passifs.

Et nous voyons d'ici le malheureux « communiste-catholique » obligé de confesser devant le prêtre ses activités communistes et devant le secrétaire de la cellule ses réminiscences catholiques ! Il va y avoir de beaux jours d'inquiétude pour les anxieux et de charmants double-jeux en perspective pour tous les ambitieux de la terre !

Quel sera le résultat de cette lutte ? ou si l'on préfère, qui l'emportera des deux abrutissements ? C'est en dernier ressort une histoire de bras séculier : armée rouge ou bombe atomique !

Objections

A propos de l'article de Louzon et de celui de Sousbie (*R. P.* d'août), L. N. nous envoie les objections ci-après que nous faisons suivre de la réponse de Louzon :

Les articles de Louzon et de Sousbie ont la grande qualité d'exposer et de défendre des idées fondamentales justes. (Le caractère de religion du communisme démontré par le premier et la limitation actuelle à « quelques poignées d'individus » ayant le « besoin impérieux de s'affirmer comme hommes libres » par le second.)

Toutefois quelques arguments, quelques exemples et l'aboutissement immédiat auquel conduisent ces réflexions me paraissent devoir être soumis à la critique,

Je n'ai pas connu intimement Simone Weil, mais je l'ai tout de même approchée plusieurs fois dans sa vie, j'ai eu avec elle des discussions violentes et des désaccords importants (en particulier sur l'instabilité de son comportement) ; mais tout en moi s'insurge quand je vois accoler à son image ces mots d' « extraordinaire vanité ». Jamais au cours de nos rencontres je ne lui ai vu mettre sa personne en évidence ; ses écrits, formulés pourtant dans un tête-à-tête exclusif avec elle-même, confirment ce détachement de sa personne, cet opposé de la vanité. L'argumentation de Louzon ignore ce puissant ressort des religieux : la perception de sa propre faiblesse, la conscience de son imperfection et la tendance permanente à lutter contre soi-même pour endiguer ses défauts et aspirer à devenir meilleur : certes ceci n'est pas du domaine de la raison, mais ce ressort est réel, aussi réel que le sont les instincts qui pourtant ne s'expliquent pas, dans quantité de cas, par la raison. Je crois qu'à notre siècle de publicité où le moindre histrion se fait photographier sous toutes les coutures, où des révolutionnaires comptabilisent leurs années de prison, mettant en évidence leur martyre, cet aspect de la lutte isolée et obscure d'êtres comme Simone Weil méritait d'être rappelé.

Il me paraît inexact aussi de dire que l'escroquerie communiste substituant à « la grandeur de l'Union Soviétique » à « la construction du socialisme » rend très bien avec les Russes. Les pro-

létaires russes en cette matière sont des victimes et non pas des complices. Leur silence est dû au bâillon concentrationnaire et non à leur consentement. Je sais que dans les milieux révolutionnaires français on passe avec indifférence devant des mouvements comme ceux des marins de Cronstadt, la résistance de Makhno dans les steppes de l'Ukraine, la vague de défaitisme paysan qui se produisit en Russie en 1941-42, l'évasion massive des « personnes déplacées » préférant l'exil dans un monde occidental méprisant et hostile au séjour sous le talon de fer stalinien, la lente et patiente résistance des ouvriers russes acceptant par milliers le risque des camps du Nord mais s'obstinant à opposer aux trusts d'Etat l'absentéisme et le vagabondage. Je crains fort que l'ouvrier français empoisonné par « les apéros », la passion des courses de chevaux et du Tour de France, le culte de la fesse, ne trouve même pas ces forces de résistance en lui. J'espère me tromper !

Quant à l'article de Sousbie, je veux avant tout dire de quel soutien il m'apparaît par son courage de ne pas fermer les yeux devant les obstacles qui se dressent.

Seulement où est donc dans la réalité ce « syndicalisme révolutionnaire » qui « a su, pour sa part, rester révolutionnaire » ? Je voudrais comprendre Sousbie, je voudrais qu'il me nomme « concrètement » ces organismes syndicaux où s'applique cette doctrine ? Je le lui demande pour y porter mon adhésion ; car si dans tous les mouvements syndicaux depuis la C.F.T.C. jusqu'à la C.N.T. (en passant à F.O. et aux autonomes, même à la C.G.T.) je vois de très rares individus cherchant à réaliser la lutte de l'homme libre à l'atelier et au bureau, je ne connais pas un syndicat le faisant avec continuité et persistance en tant que collectivité.

La réponse de Louzon

Plusieurs camarades s'étant émus de la note de mon dernier article où il était question de Simone Weil, il n'est peut-être pas inutile que je réponde à la partie de la lettre ci-dessus qui y a trait.

Il n'y a pas que la vanité en paroles, il y a la vanité dans les actes. (Et par « vanité » j'entends désigner simplement une certaine catégorie de sentiments, sans donner au mot un sens péjoratif.)

Le soldat qui risque sa vie pour secourir un blessé ou pour atteindre l'objectif qui lui a été fixé est un homme qui agit par devoir ; celui qui s'expose aux balles sans aucun but, si ce n'est de montrer qu'il n'a pas peur, est un « fanfaron », qui agit par vanité, même s'il n'y a personne qui le regarde. Ce qui distingue l'acte du second de celui du premier, c'est qu'il n'est d'aucune utilité, ni pour celui qui le fait, ni pour autrui, ni pour le groupe ; il est dépourvu d'utilité sociale. Il est sans contenu, il est vide, il est *vain*.

Or toute la vie de S. Weil est ainsi remplie d'actes dépourvus d'utilité : voyage en Allemagne, elle juive, sous Hitler ; travail durant un an, elle faible et maladive, comme ouvrière métallurgiste, etc... et enfin, ce qui lui a coûté, paraît-il, la vie, ne se nourrir, lorsqu'elle était en Angleterre, que de l'équivalent des rations *officielles* de France. C'étaient des actes extrêmement courageux mais qui ne peuvent être dus qu'au désir de se prouver à soi-même, et peut-être aux autres, qu'on était capable de les faire. C'est cela qui est la vanité.

Bien entendu, cette vanité n'enlevait à S. Weill aucune de ses autres qualités ; elle lui a permis d'accomplir des choses que l'on qualifiera de très belles si l'on considère que la caractéristique du beau est justement l'absence d'utilité ; en tout cas, elle lui a fourni l'occasion de faire preuve d'une extraordinaire énergie, mais elle l'a conduite, hélas ! aussi, là où elle a fini : à la religion.

Et c'est cela que je déplore.

Car, quoi qu'en puisse penser L.N., la religion n'est jamais la source d'un perfectionnement, c'est toujours une dégradation.

LA DOUBLE ESCROQUERIE de la Sécurité Sociale

D'une note bien documentée du *Bulletin d'information* de l'Union des cercles d'études syndicalistes (U.C.E.S.) sur le bilan de la Sécurité Sociale, il ressort deux choses :

1° Les recettes dépassent largement les dépenses et l'on ne sait ce qu'il est advenu de la différence. En effet :

Le bilan de la Sécurité Sociale pour 1948 est significatif. Le total des cotisations d'assurances sociales et d'allocations familiales (non comprises les primes continuellement majorées du risque accident de travail) s'est élevé à 332.083 millions de francs. Les dépenses (y compris les frais exagérés de gestion administrative des caisses primaires et les dépenses des caisses régionales) n'ont atteint que 298.530 millions. Où sont allés les plus de 33 milliards et demi représentant la différence encaissée ?

Et le bulletin d'U.C.E.S. de conclure :

La Sécurité Sociale prend ainsi de plus en plus l'aspect d'un expédient budgétaire pour combler le déficit de l'Etat et couvre de moins en moins les risques qu'elle était censée garantir.

2° Les allocations familiales étant en déficit, une part très importante des recettes des assurances sociales sont détournées de leur but. Au lieu de servir au paiement des allocations maladie et autres, elles sont employées à payer des allocations familiales, c'est-à-dire comme prime à la production d'une surpopulation qui engendrera le chômage et l'abaissement des salaires qui en est la conséquence. En effet :

La branche des allocations familiales, frais de gestion mis à part, accuse un déficit de 13.395 millions, c'est-à-dire une répartition de plus de 10 % supérieure à l'encaisse. Ce déficit a été comblé par un prélèvement sur le compte assurances sociales. Ces dernières ont vu leurs rentrées utilisées dans la proportion de 9,7 % pour couvrir les frais de gestion administrative des caisses primaires (il n'est pas question de leurs dépenses d'équipement) et les dépenses des caisses régionales, de 6,6 % pour combler le déficit de répartition des allocations familiales, et de 23,4 % pour payer les allocations vieillesse. L'assurance maladie-maternité-décès n'a absorbé que 43,7 % à peine des recettes.

Le fait qui se dégage de ces constatations est que l'assurance maladie-maternité-décès, qui, théoriquement, devrait absorber les 72 % des recettes des caisses primaires, n'a été répartie que dans la mesure des 60 % de la quantité prévue, c'est-à-dire que **les assurés sociaux ont été frustrés de 40 % de leurs droits théoriques.**

Et l'U.C.E.S. de conclure :

Un particulier ou une entreprise qui se permettrait d'opérer de la sorte tomberait inévitablement sous les coups de l'article 405 du Code pénal, article qui définit l'escroquerie.

C'est tout à fait notre avis. Rappelons que ces escroqueries avaient été prévues et dénoncées par avance avec la plus grande vigueur par la C.G.T., à l'époque du syndicalisme révolutionnaire, lorsque, quelques années avant la guerre de 1914, elle s'était opposée avec violence à la loi sur les retraites ouvrières, en rappelant notamment les innombrables escroqueries qu'a eu à subir de la part de l'Etat, sous tous les régimes, la Caisse nationale des invalides de la marine, au cours de ses trois siècles d'existence.

Août-Septembre 1939

SOUS LE COUP DE TONNERRE DU PACTE HITLER-STALINE...

...on se laissa glisser vers la guerre

On ne trouvera pas ici d'étude historique sur les événements d'août et septembre 1939. Simplement des notes personnelles reconstituées péniblement (celles que j'avais écrites, à l'époque, ayant disparu lors de plusieurs poursuites policières). C'est le drame vécu par un acteur modeste que le hasard plaça quelquefois dans le voisinage des vedettes. Ce n'est pas non plus un acte d'accusation. Si je n'avais pas été mobilisé, j'aurais peut-être été aussi impuissant que les autres.

Lucie Colliard nous décrivait un jour son désarroi, lorsqu'en 1914, jeune institutrice isolée dans son village, elle constata le silence ou entendit les propos déconcertants de ceux qu'elle considérait comme ses guides. Elle se ressaisit pourtant et s'accrocha aux idées que ceux-ci avaient abandonnées.

Je pense qu'en 1939 — et pendant les années « noires » — nombre d'instituteurs syndicalistes, de militants pacifistes et révolutionnaires, perdus dans l'anonymat de la province ont senti, pensé, réagi comme moi. C'est à eux que je dédie ces notes et souvenirs. — R.H.

Août 1949. — Nous nous retrouvons, après dix ans, sur cette côte savoyarde du Leman, à quelques kilomètres de la frontière suisse où le souffle de la guerre nous atteignit.

Nous achevions là nos vacances en 1938, lorsque la radio annonça l'extraordinaire rencontre de Berchtesgaden entre Chamberlain et Hitler. La population de ce petit village de pêcheurs du lac — de « marins d'eau douce » — réagissait presque unanimement dans le même sens que nous et s'apaisa, à la nouvelle que la guerre reculait, en un soulagement qui n'était ni lâche ni honteux.

En 1939 nous ne retrouvions plus la même atmosphère et nous ne nous en étonnions pas. Depuis mars 1939, depuis le coup hitlérien contre Prague, notre pacifisme agonisait. Les Savoyards mobilisés pour garder les cols des Alpes, face à la frontière italienne, partaient avec la résignation du malade qu'une cure vaine et énervante a préparé à l'intervention chirurgicale. La même journée nous avait apporté le coup de théâtre du voyage de Ribbentrop à Moscou et les affiches appelant les deux premiers échelons mobilisés.

Nous avions promis notre visite aux collègues hospitalisés dans le sanatorium de Saint-Jean-d'Aulph. « Il faut les apaiser, nous disait-on, l'actualité les agite dangereusement. » Comme nous pénétrions dans la petite salle de réunion — lourde de silence fébrile — on me glissa à l'oreille : « Deux nouveaux échelons sont appelés. » Il fallait parler cependant, trouver les mots qui rétablissent une conviction chancelante. Nous n'éprouvions plus la gêne des gens trop bien portants devant des malades. N'étions-nous pas, comme eux, « des morts en sursis » ? Mais j'avais honte de mon abandon, en les regardant, en songeant que pour eux — jeunes pour la plupart — « *la vie est une victoire qui dure* », et je sortis de là en me persuadant que le dernier mot n'était pas dit, que « l'impossible » n'avait pas été tenté.

De Munich 1938 à Dantzig 1939

Nous nous attendions à retrouver à Paris l'atmosphère « pré-munichoise » de la fin de septembre 1938, ce regroupement des syndicalistes et des pacifistes qui fut peut-être à l'origine de la première réaction sérieuse contre la bolchevisation de la C.G.T. Il n'en subsistait même pas l'odeur. Et il y avait loin de la « pureté savoyarde » à cette épaisse purée parisienne, où les hommes s'estompaient et disparaissaient — ces hommes qui ne sont capables d'héroïsme que lorsqu'ils portent l'uniforme, sont portés par un courant ou engagés dans une machine.

Le gouvernement Daladier avait déjà institué la censure et interdit la presse communiste. La première mesure annonçait une répression du pacifisme, d'autant plus sévère que rien n'évoquait les illusions grisantes de 1914. Déjà André Juin, Georges Maupioux et sa femme étaient arrêtés et inculpés pour l'édition et la diffusion de la « Feuille bimensuelle », organe du Centre syndical d'action contre la guerre, paru avant l'institution de la censure (1). La deuxième mesure sauva le parti stalinien d'une dissociation quasi certaine en arrêtant tout débat public sur le pacte Hitler-Staline.

Entre les pacifistes et les syndicalistes, la rupture consommée lors de la grève générale du 30 novembre 1938 (ceux-là ayant pris nettement position contre une action que les staliniens exploitaient mais que justifiaient les décrets-lois Paul Reynaud) persistait plus profonde que la passion des polémiques du moment ne le laissait entrevoir. Certains ont prouvé, ce jour-là, qu'ils avaient perdu toute confiance en la classe ouvrière et qu'ils n'étaient plus sensibles aux réactions populaires. Profondément attachés à la paix, nous n'en étions pas moins gênés par la désinvolture de quelques-uns lors des écrasements de la République espagnole et de la nation tchèque.

Mais en cette fin d'août 1939, il s'agissait de Dantzig et du « couloir polonais ». Il s'agissait de la Pologne dont le gouvernement réactionnaire et militariste s'était longtemps vautré aux pieds de Hitler. Celui-ci avait réalisé ce que Louzon annonçait nettement dès mars 1939 : il avait offert à Staline une part du butin polonais — son ministre n'était pas venu à Moscou les mains vides, comme les négociateurs français et anglais. Seulement il en résultait — et nous le sentions tous — que la peur traditionnelle des « deux fronts » ne pèserait plus sur la détermination allemande. « *Gagner du temps par la négociation* »... ce n'était plus seulement le désir de pacifistes accrochés à un suprême et fra-

(1) Lors de la crise de septembre 38, on avait créé le **Centre de liaison contre la guerre**, qui groupait : le Centre syndical d'action contre la guerre, le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, la Solidarité internationale antifasciste (S.I.A.), le parti socialiste ouvrier et paysan de Marceau Pivert (P.S.O.P.), les groupements trotskystes, etc...

gile espoir — c'était aussi la pensée de patriotes clairvoyants qui n'excluaient pas l'éventualité d'un conflit futur. C'est en « écumant de rage » — paraît-il — que Hitler retarda le déclenchement fixé primitivement au 25 août. C'est en vomissant des grossièretés qu'il aurait envisagé l'éventualité de propositions de médiation...

Espérait-il encore que l'alliance anglo-polonaise (signée le 24 août) demeurerait sans effet ? Quoi qu'il en soit, il craignait un nouveau « Munich ».

Il était encore temps de peser sur le gouvernement pour que celui-ci ne cède pas à la provocation hitlérienne et agisse à Varsovie et Londres afin de retarder les décisions définitives. Mais nous ne sentions à Paris aucune émotion populaire, et dans les états-majors syndicaux et socialistes — opposés à la politique dite de fermeté — rien du raidissement de l'année précédente. A lire « l'Histoire de la Guerre » de Galtier-Boissière, on croirait qu'en septembre 1938 toute l'action pacifiste était conçue dans les antichambres ministérielles de Bonnet et de De Monzie. C'est une lourde erreur d'appréciation, que l'on corrigerait à la lecture du numéro spécial du *Crapouillot* paru sous le titre « *Septembre* 38 ». Sans doute, une fraction de la droite, l'État-Major et le Comité des Forges soutenaient-ils le parti de la paix. Il y avait bien à la cour de Nicolas II, en 1917, des réactionnaires aussi défaitistes que Lénine lui-même... pour d'autres motifs. Ce n'étaient certes pas des bourgeois apeurés ou des capitalistes « clairvoyants » que j'avais rencontrés dans les assemblées tenues à Paris et en province. Et c'étaient bien des sentiments populaires spontanés qu'exprimaient les membres du bureau du Syndicat national des Instituteurs, réunis le 26 septembre 1938, et qui presque tous — y compris Delmas — étaient arrivés à Paris le matin même.

En août 1939, une résignation plus ou moins consciente avait succédé à la révolte de septembre 1938. L'attitude communiste provoquait même un singulier rétrécissement de l'horizon. Aux sommets de la C.G.T., les militants — à quelques rares exceptions près — (parmi lesquelles il faut ranger André Delmas qui avait perdu son masque d'impassibilité ironique et un peu hautaine et qui se révélait humainement et sincèrement meurtri) se préoccupaient beaucoup plus des conséquences syndicales du pacte « Staline-Hitler » que de l'imminence de la guerre. On réunit bien vainement quelques membres éminents de la minorité de la C.G.T. et du parti socialiste. Un incident significatif se produisit le le 1er septembre, alors que nous venions d'apprendre l'irruption des troupes allemandes sur le territoire polonais. Au bureau du Syndicat des Instituteurs, coup de téléphone du secrétaire d'une importante fédération syndicale. Enfin la réaction que nous attendions avec quelque fébrilité. Mais Delmas, qui écoutait, raccroche l'appareil avec un significatif haussement d'épaules. On insistait simplement auprès de lui pour qu'il assistât à la réunion de la Commission administrative de la C.G.T., afin que la majorité fût assurée aux partisans de la rupture immédiate avec les staliniens. C'était sans doute une opération nécessaire. Mais qu'on puisse en discuter, alors que l'irréparable s'accomplissait, voilà qui nous dépassait. Et fallait-il l'accomplir sous le signe de l'Union Sacrée ? Déjà certains qui ne s'étaient affirmés pacifistes que par opposition aux communistes se retrouvaient avec quelque soulagement dans le camp gouvernemental.

Les dernières émotions et les dernières démarches

Nous connûmes une grande secousse le jeudi soir 31 août. Au bureau du S.N. des Instituteurs où nous nous tenions en permanence, nous apprîmes la proposition de médiation italienne et on crut comprendre, quelques heures plus tard, qu'elle avait été rejetée par le Conseil des ministres. Dans les semaines qui suivirent, notre émotion nous parut excessive et injustifiée. La démarche de Mussolini fut classée comme une formalité diplomatique accomplie dans le seul but de « sauver la face » du dictateur italien. Ou même comme une manœuvre allemande pour empêcher l'intervention franco-anglaise. Le *Journal* de Ciano nous permet aujourd'hui de rectifier ce jugement. C'était certainement une proposition sérieuse tendant à réunir le 5 septembre une conférence pour discuter de la révision du Traité de Versailles. Seulement Hitler entendait préalablement réaliser la liquidation du couloir polonais et tirer aussi tout le bénéfice du protocole secret signé à Moscou le 23 août. Mais je n'entends pas ici écrire l'histoire du déchaînement de la guerre.

Du côté ouvrier et révolutionnaire l'ahurissement des éléments staliniens et stalinisants, que l'on pouvait rencontrer (en général ils ne se montraient guère) s'exprimait par des formules bégayées, improvisées prudemment : « Ce sera un nouveau Munich ! — Staline a roulé Hitler. — On va soviétiser l'Allemagne... ». Les éléments trotskystes se montraient plus logiques et plus fermes. Au bureau de la section des Instituteurs de la Seine, on prit même rendez-vous avec des camarades de *l'Ecole Emancipée* pour organiser la distribution de la feuille du *Centre syndical d'action contre la guerre*. Mais le bruit d'une perquisition dans les bureaux syndicaux provoqua la panique. Yvonne Hagnauer et une amie fidèle se retrouvèrent seules avec leurs paquets de tracts, dans une Bourse du Travail abandonnée où personne ne vint... pas même la police.

Le 1er septembre, nous n'avions plus d'illusions. Nos derniers propos, nos dernières démarches ressemblaient aux prières et aux gestes rituels par lesquels on s'étourdit au chevet d'un agonisant.

Le 2 septembre, le Parlement votait des crédits massifs pour *faire face aux obligations résultant de la situation internationale*. Ce fut la seule décision par laquelle les représentants du peuple s'engagèrent. Contrairement à la Constitution, ils ne furent pas consultés sur la déclaration de guerre, malgré la promesse formelle de Daladier. Je crois qu'ils furent très heureux d'être ainsi déchargés de toute responsabilité.

Je me trouvais cet après-midi dans les couloirs de la Chambre, non loin des salles de réunions des groupes, avec l'excellent Cougnenc (alors secrétaire de la Fédération postale) à qui ses amis de la Fédération syndicaliste des P.T.T. viennent de rendre solennellement hommage, en réparation des infamies commises à son égard, lors de la libération, par les staliniens et leurs complices. Le groupe communiste se dirigea vers la salle de séances, en ordre serré, dans un alignement parfait. Les socialistes se groupaient autour de leurs leaders : un Léon Blum redressant sa haute taille, paraissant cette fois soulagé sans honte ; un Paul Faure écroulé et sanglotant. Mais nous servions de pôle répulsif. Tous ceux qui, pendant des mois, s'étaient accrochés aux instituteurs et postiers pacifistes nous fuyaient en évitant nos regards. Seul Chasseigne s'attarda près de nous : « *Je ne peux pas voter les crédits de guerre. Je viens d'en appeler dans mon organe fédéral au rassemblement des internationalistes...* » Il vota comme les autres, cependant. Et ce velléitaire termina sa carrière politique dans la peau d'un ministre de Pétain.

On ne peut ici qu'approuver la sévère conclusion de Galtier-Boissière : « *La terrible responsabilité des hommes politiques de 39 s'est estompée, après quatre ans d'occupation et la victoire des alliés : chacun a su habilement se prévaloir de persécutions vichyssoises ou nazies. Il convient toutefois de marquer que jamais dans l'histoire — pas même en 70 ! — une guerre aussi folle n'avait été entreprise par un gouvernement aussi léger. On a souvent*

parlé du maréchal Lebœuf et de son bouton de guêtre. Les historiens de demain pourront placer en pendant les Daladier et les Gamelin qui partaient en guerre contre la formidable Allemagne hitlérienne avec quatre divisions anglaises et sept avions français modernes de bombardement. »

...Parce que le peuple ne disait rien et pour qu'il n'en dise pas plus...

Je devais rejoindre le dix-septième jour de la mobilisation dans une caserne parisienne une section d'infirmiers militaires. Je n'avais pas choisi cette affectation qui eut l'avantage de me dispenser de combattre. J'aurais pu facilement — j'étais déjà dans les « vieilles » classes — demeurer à Paris. J'étais cependant bien décidé à choisir une formation de l'avant. Rien d'héroïque dans ma détermination. Partager, dans la mesure du possible, les dangers courus par ceux qui devaient payer lourdement les fautes de notre génération. Prouver que notre pacifisme n'était pas l'expression en style noble du vulgaire instinct de conservation. Mais surtout échapper à cette atmosphère parisienne où les meilleurs semblaient se corrompre... Je me souvenais de mon émotion d'adolescent lorsqu'en 1917, un permissionnaire du front m'avait dit en me montrant les terrasses des cafés des boulevards : « ...Quel dommage que je ne puisse lancer ici quelques grenades ! » Je ne voulais pas être de ceux qui entretiennent leurs petites habitudes pendant que d'autres supportent toutes les charges de la guerre. Je m'aperçus vite que « pendant la drôle de guerre », on s'aménageait aussi une vie relativement supportable, à l'armée, même au front, surtout parmi les officiers et sous-officiers. La débâcle de juin 40 fut subie avec ahurissement. Mais c'est là une autre histoire...

Ce qui m'apparaît aujourd'hui de plus net dans mon souvenir, c'est que dans leur grande majorité les gens non seulement ne voulaient pas mais même ne « sentaient » pas la guerre. Pas plus d'adhésion que d'opposition. La propagande officielle puait l'intellectualisme artificiel. Le choix de Jean Giraudoux pour la diriger confirmait cette impression. Ce qui explique dans une certaine mesure une répression plus serrée et plus stupide qu'en 1914 contre toute opinion dissidente. C'est qu'en 1914 la foule se serait chargée de liquider le contradicteur. En 1939 on craignait que le contradicteur n'exprimât les sentiments de la foule. On inventa un nouveau délit *« la propagation d'informations tendant à porter atteinte au moral des troupes et de la population. »* (2) On pouvait ainsi emprisonner une brave femme qui avait dit dans une conversation que son fils mobilisé était insuffisamment nourri. Un numéro de la R.P. contenant un article de Louzon, expliquant objectivement la politique germano-soviétique en Pologne, fut littéralement blanchi par la censure. L'article, le nom de l'auteur et même le titre de la revue furent supprimés !

J'ai déjà dit que la répression anticommuniste — si elle coûta la liberté et même la vie à nombre de pauvres bougres — servit en fin de compte la politique stalinienne. Celle-ci s'éclaire à la lecture de l'excellent livre de Rossi : *Deux ans d'alliance germano-soviétique*. Que le gouvernement prenne des mesures pour briser l'opposition et empêcher le sabotage, c'était dans la logique de la politique de guerre. Accorder aux communistes le privilège d'une proscription à caractère exceptionnel, c'était favoriser la formation d'un appareil clandestin. Si les députés communistes avaient été présents à Vichy en juillet 1940, si les militants communistes avaient joui de la même liberté... « contrôlée » que les autres, lors de l'entrée des Allemands à Paris, on n'aurait pas à fouiller dans leur littérature clandestine ou à éplucher des rapports de police pour juger leur attitude devant la victoire hitlérienne.

On voulut d'abord épurer les administrations. Et l'on posa à un certain nombre de fonctionnaires suspects la question suivante : « *Approuvez-vous le pacte germano-soviétique ?* » Question odieuse en soi, car elle crée bien plus que le délit d'opinion : le délit de pensée. Clemenceau n'a jamais interrogé ses « sujets » en 1918 pour savoir s'ils approuvaient la paix de Brest-Litovsk. Et question évidemment stupide — précédent que Vichy utilisa — car elle suppose des investigations dans un domaine où le contrôle est impossible.

Mais la composition des listes de suspects provoqua l'un de nos derniers accès d'hilarité. Très souvent les militants communistes n'y figuraient pas. Ils étaient remplacés par les plus acharnés de leurs adversaires de tendances. Un inspecteur primaire de nos amis en voyant les quatre noms de sa circonscription portés sur la liste n'eut pas à se déranger pour recueillir les réponses. Il s'agissait d'un brave homme qui n'avait aucune activité politique, de deux socialistes et d'un radical notoirement connus comme antistaliniens. A son tour, il posa ingénument la question : Qui a établi ces listes ? La réponse qui ne vint pas n'aurait pas manqué d'intérêt.

C'est dans les mêmes conditions que furent décidées les arrestations préventives, les internements administratifs, que furent dressées dans l'armée les listes de P.R. (prétendus-révolutionnaires). Deux formules me reviennent à l'esprit. L'une d'un policier : « *Cet individu n'a aucune activité illicite. Mais étant donné ses antécédents, il doit être considéré comme dangereux.* » L'autre d'un avocat général : « *En temps de guerre, il vaut mieux arrêter dix innocents que relâcher un coupable » !* On arrêta, on interna, on incorpora dans les corps francs des anarchistes, des trotskystes, des pacifistes, des communistes en rupture avec leur parti... Parmi les otages fusillés plus tard par les Allemands — il en est un certain nombre qui auraient probablement été abattus par les « libérateurs » staliniens. On perquisitionna à la R.P. et on confisqua collections et éditions.

Et quelque temps plus tard, on internait Louzon et Lecoin, on emprisonnait Henri Jeanson, parce que condamnés en 1938 pour avoir défendu les prolétaires tunisiens et... aussi comme conclusion provisoire de l'affaire du tract « Paix immédiate » dont nous allons parler. Le tribunal militaire de Paris stupéfia le commissaire du gouvernement lui-même, en condamnant Juin et les époux Maupioux à 5 et 4 ans de prison pour un texte paru avant la guerre.

Ce qui me parut plus grave encore, ce fut que la même question fût posée aux dirigeants des syndicats dont la dissolution était la sanction d'une réponse seulement douteuse. Ainsi la scission syndicale apparut comme d'initiative gouvernementale, ce qui lui faisait perdre tout son sens. On ne laissa pas aux syndiqués la liberté du choix qui cependant, à cette époque, n'aurait certainement pas été favorable aux staliniens. De plus cette menace de dissolution pesa sur toute l'activité syndicale pendant la guerre et soumit celle-ci étroitement aux consignes de l'Etat-Major. Là encore, quel recul sur l'autre grande guerre, pendant laquelle *l'Union des Métaux* — l'organe fédéral dirigé par Merrheim — paraissait régulièrement, sans avoir jamais été soumis à la censure.

---

(2) C'est en vertu du décret-loi instituant ce délit que furent inculpés les signataires du tract « Paix immédiate » pour la formule : « Pas de fleurs aux fusils... pas de chants... etc. » C'était là, paraît-il, une information portant atteinte au moral...

L'affaire du tract « Paix immédiate »

L'affaire du tract « Paix immédiate » a été oubliée, sans avoir été éclaircie. Il n'est pas inutile d'en citer ici le texte et les signatures telles qu'ils ont été imprimés :

Malgré tout l'effort des pacifistes sincères, le sang coule. Déjà presque toute l'Europe est dans la guerre. Le monde entier va sombrer dans le sang des hommes.

Tous le savent, tous le sentent.

La tristesse infinie des mobilisés eux-mêmes et la douleur pathétique de leurs proches en sont la preuve.

Pas de fleurs aux fusils, pas de chants héroïques, pas de bravos au départ des militaires. Et l'on nous assure qu'il en est ainsi chez tous les belligérants. La guerre est donc condamnée, dès le premier jour, par la plupart des participants de l'avant et de l'arrière.

Alors, faisons vite la paix.

N'attendons pas qu'elle nous soit offerte par les fauteurs de guerre.

Le prix de la paix ne sera jamais aussi ruineux que le prix de la guerre. Car on ne construit rien avec la mort ; on peut tout espérer avec la vie.

Que les armées, laissant la parole à la raison, déposent donc les armes !

Que le cœur humain trouve son compte dans une fin très rapide de la guerre.

Réclamons la paix ! Exigeons la paix !

ALAIN, Victor MARGUERITTE, Marcel DEAT, Germaine DECARIS, Félicien CHALLAYE, VIGNE, Georges DUMOULIN, Georges PIOCH, Lucien JACQUES, Thyde MONNIER, GIROUX, LECOIN, Charlotte BONNIN, Yvonne et Roger HAGNAUER, VIVES, Marie LANGLOIS, Robert TOURLY, René GERIN, Maurice WULLENS, Henry POULAILLE, Marceau PIVERT, ZORETTI, Georges YVETOT, Jeanne et Michel ALEXANDRE, Robert LOUZON, Hélène LAGUERRE, EMERY, Henri JEANSON, Jean GIONO.

Je n'étais pas encore mobilisé, lorsque Lecoin nous présenta ce texte, à Yvonne Hagnauer et à moi, dans les bureaux du Syndicat des Instituteurs. Il s'agissait bien d'un manifeste qui ne prendrait toute sa valeur que par les signatures de « personnalités représentatives », dont le « sentimentalisme » éviterait les accrochages politiques et écarterait les staliniens et stalinisants. Giroux et Charlotte Bonnin appuyaient l'initiative au nom du Syndicat des Agents des P.T.T. Je signai, comme militant des instituteurs, Yvonne Hagnauer, qui avait participé à la fondation de la « *Ligue des Femmes pour la paix* » n'hésita pas plus que moi. J'avoue même que notre état d'esprit à cette époque ne nous portait guère à une étude approfondie du texte. Au reste l'adhésion de Louzon — qui n'a jamais partagé nos « illusions » (! ?) pacifistes — me confirma dans cette opinion que notre geste — que certains de nos amis de la R.P. jugèrent imprudent et vain — avait le caractère d'une opposition (si timide fût-elle) à la politique de guerre et d'Union Sacrée.

Toute l'affaire a tourné autour de la signature de Marcel Déat. Celui-ci était-il sincèrement pacifiste, en 1938 et en 1939 ? (3) Quand on étudie la carrière politique de ce « normalien supérieur » on s'étonne qu'une intelligence « brillante », qu'une pensée traduite en un style de haute classe n'ait jamais abouti qu'à de monumentales erreurs, de lamentables avortements dont l'homme se vengeait par des débordements de fiel. Lorsque Lecoin, Giroux et Germaine Décaris le rencontrèrent, en ces premiers jours de septembre 1939, et lui portèrent le manifeste, il professait à l'égard de Daladier des sentiments tenant du mépris, de la haine et de l'irritation féroce. Il apposa sa signature, en conclusion d'une violente diatribe contre le gouvernement.

Quelques semaines plus tard, lorsque des poursuites furent engagées il sentit que sa situation parlementaire et son avenir politique pouvaient être irrémédiablement compromis. Sa mégalomanie lui fit inventer un « complot policier » imaginé pour le perdre. Cette grotesque interprétation est sans doute à l'origine des « lâchages » dont Lecoin se plaint — en termes très sévères — dans son livre : « *De prison en prison* ». Il n'aurait pas fallu cependant utiliser des signatures que l'on n'avait pas sollicitées (4). Il aurait fallu aussi s'expliquer plus clairement à l'origine sur la diffusion du texte qui ne fut d'ailleurs pas sérieusement organisée (des paquets de tracts tombèrent entre les mains de la police, avant que les premiers destinataires aient été atteints).

Comme je parlais à Lecoin de la possibilité de poursuites et de la nécessité d'une attitude concertée devant la justice militaire, il me répondit simplement : « *Tout ce que je vous demande, c'est de ne pas renier vos signatures* ».

Cela aurait dû suffire à mon avis pour porter le débat devant l'opinion publique et obtenir l'effet recherché. On se serait refusé à toute explication sur la diffusion du texte. On aurait affirmé que celui-ci exprimait nos sentiments et ceux de la grande majorité du peuple français. Ainsi le procès devenait celui de la guerre...

Au lieu de cela, on assista à une effarante course au « non-lieu », où l'on s'allégeait par les plus sordides moyens. L'un allégua son âge et sa surdité, l'autre sa cécité, le troisième sa fatigue... mentale, un secrétaire de fédération syndicale alla jusqu'à nier la réalité de sa signature ; il fallut un témoignage décisif pour le confondre...

Des maladresses, un malentendu initial, la « peur bien naturelle des coups » chez quelques « grands hommes » expliquent l'avortement de l'affaire.

Mais il y a autre chose : La volonté à peine consciente — du côté du gouvernement comme du côté des intellectuels pacifistes — d'éviter le bruit, l'agitation, la violence des heurts... Toutes les personnalités éminentes furent mises hors de cause.

Nous restâmes sept « humbles » et Félicien Challaye, inculpés, jusqu'au bout, jusqu'au procès qui se tint en juin 1942, en zone libre et qui se termina par un acquittement général (5). (Si stupi-

(3) Déat avait écrit avant la guerre un article « Mourir pour Dantzig » qui scandalisa les partisans de la politique de fermeté mais qui nous parut fort raisonnable. Seulement pendant la drôle de guerre, avant l'armistice, il se révéla partisan de l'intervention armée contre l'U.R.S.S. Sous l'occupation, il se prononça avec de plus en plus de netteté pour la participation de la France à la guerre contre l'Angleterre, particulièrement lors de l'affaire de Syrie. Son pacifisme occasionnel ne fut donc que tactique politique.

(4) Michel et Jeanne Alexandre, Maurice Wullens, Henri Jeanson, Zoretti, Marie Langlois, G. Dumoulin, Marceau Pivert dont les noms figurent au bas du tract n'avaient pas été touchés et ne pouvaient avoir signé.

(5) Outre F. Challaye demeurèrent inculpés : Charlotte Bonnin, Giroux, Henri Poulaille, Hélène Laguerre, Vivès, Yvonne Hagnauer et moi. Nous étions suspendus de nos fonctions sans traitement depuis le 28 décembre 1939. Un ministre des P.T.T. intelligent prit l'initiative de réintégrer Bonnin et Giroux en juillet 1940. Malgré ce précédent, **jamais le gouvernement de Vichy n'a pris d'initiative en faveur d'Yvonne Hagnauer et de moi.**

Ajoutons que personne ne contesta que notre geste exprimait les sentiments des bureaux du Syndicat national des Instituteurs et de sa section de la Seine. René Bonissel — je le reconnais volontiers — se solidarisa avec nous. Rollo s'étonna qu'on n'ait pas recueilli d'autres signatures parmi eux. Lapierre s'offrit à témoigner à notre procès.

des que soient des juges militaires, ils sentirent sans doute la cocasserie d'inculper des gens qui auraient voulu que la paix fût signée, avant la débâcle de 1940 !)

M. Albert Bayet a vu dans cette histoire « la première manœuvre de la cinquième colonne ». Le simple exposé des faits souligne l'infamie de cette accusation. Pour ce pontife des Droits de l'Homme, Pétain symbolisait la cinquième colonne. Et nous avons vu que le gouvernement Pétain n'a nullement arrêté les poursuites contre les signataires du tract, et a maintenu Lecoin et Louzon pendant de longs mois au camp de Gurs, puis dans un camp algérien. Mais ce qui donne la mesure de la probité intellectuelle du professeur, c'est qu'il ne dit pas un mot dans sa fameuse brochure, parue en 1945, du synchronisme entre « l'offensive de paix » de Hitler et l'initiative « pacifiste » des élus staliniens. Il est cependant prouvé aujourd'hui, par des documents irréfutables, qu'il y avait entre les deux gestes relation de cause à effet.

Où il suffit d'être fidèle pour se singulariser

Avant de rejoindre la caserne, j'écrivis un certain nombre de lettres aux « autorités syndicales ». J'ai retrouvé en particulier celle que j'eus l'audace d'adresser au bureau confédéral de la C.G.T., le 10 septembre. Je la donne, telle qu'elle fut écrite, en ne supprimant que ce qui se rapporte à des questions de procédure syndicale, sans intérêt actuel.

Paris, le 10 *septembre* 1939.

Camarades,

On lit dans une déclaration de la C.G.T. « L'inconcevable, l'impossible s'est produit. La responsabilité en incombe entièrement au chancelier Hitler ».

Cette formule appelle les observations suivantes :

1) *On peut se demander si elle émane du seul bureau confédéral ou de la Commission administrative de la C.G.T. Celle-ci aurait-elle pu voter un texte aussi net, aussi catégorique, à la suite d'ordres du jour beaucoup plus nuancés ?*

2) *Elle paraît inspirée par les besoins de la propagande gouvernementale, et non par le souci de la vérité objective et par les idées soutenues depuis vingt ans par la C.G.T.*

Il apparaît, en effet, trop facile de limiter dans le temps les responsabilités de la catastrophe, en se bornant aux événements des derniers jours d'août 1939. *La guerre est née d'une situation, dont Hitler lui-même n'est qu'une manifestation odieuse, dont les causes constantes sont :* le traité de Versailles, la cristallisation de l'Europe et du monde dans la division politique et le déséquilibre économique ; l'imprévoyance des démocraties qui n'ont pas su prévenir, par des initiatives audacieuses et généreuses, les coups de force hitlériens ; le surarmement et l'automatisme des alliances — *sans négliger le mal chronique, essentiel, la cause première et fondamentale :* Le heurt des impérialismes.

Si l'on veut cependant préciser les responsabilités immédiates, sans nier la malfaisance et la cruauté du rôle joué par le chancelier Hitler, on doit se garder de tout jugement définitif avant d'être éclairé, par des études. des débats libres et contradictoires, sur : les conditions dans lesquelles les dernières propositions allemandes ont été présentées à la Grande-Bretagne et à la Pologne, sur le texte exact des propositions de médiation italienne et sur les conditions dans lequelles celles-ci ont été examinées par le Conseil des ministres français, dans sa séance du jeudi 31 *août* 1939. *On versera au dossier des responsabilités le numéro de* l'Intransigeant, *paru ce même jeudi soir dans lequel on opposait à toutes les propositions allemandes l'intransigeance du gouvernement polonais, et l'article de M. Morice dans* le Petit Parisien *du* 1er *septembre, dans lequel il est nettement indiqué que le gouvernement français a rejeté un projet de médiation de la dernière heure.*

3) *Cette formule impliquant la seule responsabilité du chancelier Hitler s'apparente au fameux article du traité de Versailles sur les responsabilités de l'Allemagne dans la guerre de* 1914-1918. *Elle conditionne la paix par la victoire totale des alliés, alors que la C.G.T. devrait au contraire s'employer à user de la première occasion favorable pour réclamer la fin des hostilités.*

Même si l'on admet la culpabilité majeure de Hitler, la paix définitive ne pourra être conclue dans l'esprit du traité de Versailles. La C.G.T. vaincra Versailles et Hitler -- celui-ci né de celui-là — en luttant contre la germanophobie déchaînée, contre l'abus du militarisme, en réclamant la liberté pour le peuple allemand en même temps que la justice pour la nation allemande !

Je réviserais aujourd'hui mon jugement sur les conditions du déclenchement. Il est indiscutable que la cause immédiate réside dans le pacte Hitler-Staline. A cette époque, j'ignorais le protocole secret du 23 août. D'autre part, l'Etat totalitaire, l'existence d'une « classe nouvelle », pour qui la défense d'un régime de guerre est une nécessité vitale m'apparaît à la lueur des expériences vécues comme un élément essentiel dans les conflits entre nations. Enfin la formule « heurt des impérialismes » appellerait des explications et des distinctions. Mais sur le fond du problème j'exprimais dans cette lettre nos idées fondamentales, constantes, banales. Rien d'original. Pourtant ce simple rappel suffisait à me singulariser.

Mobilisé en 1923 en Rhénanie, ayant participé à la lutte du parti communiste naissant contre le traité de Versailles et l'occupation de la Ruhr, j'étais impliqué dans le « complot de Mayence » et payais cela de six mois de détention. Mobilisé en 1939, une nouvelle inculpation, pour la même cause, s'accrochait à mon uniforme. J'avais bouclé la boucle. Je pouvais — je le peux encore — regarder mon passé sans rougir de mon « présent ». Consolation personnelle qui n'était pas à la mesure de la débâcle générale des idées — prodromes de la débâcle de la France et de l'écroulement des institutions.

Les écroulements de septembre 1939

En général, c'est de juillet 1940 que l'on date l'épreuve décisive pour juger les hommes, les groupes et les partis (les staliniens qui ne se déterminèrent pour la résistance que le 21 juin 1941 s'en tirent par une impudente déformation de la vérité).

J'aboutis, par cette revue rétrospective, à une conclusion différente. C'est du 1er septembre 1939 que datent tous les écroulements.

Ecroulement de la nation française engagée dans une guerre folle (6). Trop facile de crier à la trahison. Il suffisait d'un minimum de clairvoyance pour prévoir l'impossibilité de la résistance. Pour

(6) J'entends l'objection. C'est par la volonté de Hitler et de Staline que la guerre s'est déchaînée. Mais il ne s'agit pas ici de « rendre la justice », de discuter des sentiments et des opinions, pas plus que de raisonner « dans l'abstrait ». Il s'agit de faits. La France et l'Angleterre étaient incapables d'intervenir militairement pour sauver la Pologne. Il fallait donc éviter ou tout au moins retarder le plus possible la solution militaire. Hitler n'a pas fait, même au début, tout ce qu'il a voulu — et sa volonté fut quelquefois hésitante. Il n'a pas pu envahir la Grande-Bretagne, il a renoncé à l'attaque contre Gibraltar et l'Afrique du Nord. Aurait-il pris en 1940 l'initiative de la guerre à l'Ouest ? C'est possible, ce n'est pas certain.

ne citer que des exemples vécus, notre groupe sanitaire divisionnaire ne disposait que de fourgons hippomobiles, modèle 1887, qui ne furent jamais utilisés pour l'évacuation des blessés. Cantonnés non loin du canal de l'Aisne, nous n'étions séparés des Allemands que par un mince cordon de tirailleurs algériens. Lors de la déroute qui commença le 9 juin 1940, il n'y avait plus rien entre nous et les troupes de choc allemandes qui nous talonnaient et nous pourchassaient (7). D'ailleurs une résistance mieux organisée n'aurait abouti qu'à un massacre qui nous aurait réduits à l'état actuel du peuple polonais.

Ecroulement de la démocratie. Reprenant, en la transformant, une vieille formule de Marcel Sembat, nous disions avant la guerre « *Faites la dictature, sinon faites la paix !* » Rendons à Daladier cet hommage qu'il a fait preuve, dans ce sens, d'une assez grande bonne volonté. Ce ne fut pas plus efficace que sous Vichy, parce qu'il manquait le soutien d'un parti totalitaire. Mais l'intention y était.

Ecroulement du pacifisme, symbolisé par l'avortement misérable de l'affaire du tract « Paix immédiate ». On pouvait accepter la thèse d'Emery, qu'il existe dans le pacifisme une tendance réformiste et une tendance révolutionnaire. Mais cela ne jouait que jusqu'à la guerre exclusivement. Dès le déchaînement du conflit, les pacifistes — même impuissants — devaient « témoigner » (au sens évangélique du terme) de la constance de leur foi, refuser tout consentement à la guerre, ne rien attendre de la victoire de l'une ou l'autre partie. Ce n'est pas par hasard que la plupart de ceux qui « se dégonflèrent » lors de l'instruction de l'affaire de « Paix immédiate », ceux qui renièrent leur signature ou désavouèrent Lecoin acceptèrent — de bonne foi sans doute, ce qui est plus grave — l'hypothèse d'une « paix hitlérienne ». Marcel Martinet me répétait en 1942 ce mot de Michel Alexandre caractérisant la chute du plus éminent d'entre eux : « Il s'est jeté aux bêtes ! »

Ecroulement du syndicalisme. Il fallait rompre avec les staliniens, parce qu'ils étaient les agents de Moscou et non parce que la politique de Moscou s'opposait à celle du gouvernement français. Ainsi tout l'avenir du mouvement s'éclairait. Dès septembre 1939, il ne s'engageait plus de débat, comme en 1914, autour des notions de défense nationale, d'internationalisme ouvrier, de combat pour la paix. Tout se réduisait à des querelles d'états-majors syndicaux. Que les hommes aient été plus ou moins courageux, plus ou moins prévoyants, ce n'est pas en discussion, ici. En fait on n'entendit plus, jusqu'à la fin de la guerre, que trois fractions inspirées par des politiques extérieures au mouvement : la fraction soumise à Moscou, la fraction engagée dans la Charte du Travail, la fraction enrôlée dans les troupes gaullistes. Il manquait l'expression de ce qui demeure la raison d'être du syndicalisme : l'indépendance politique et morale de la classe ouvrière.

C'était fatal, nous dira-t-on. Alors, il faut renoncer à tout. Car la fatalité de 1949 n'est pas moins décisive que celle de 1939. Mais ce n'est pas vrai. Car ce furent les hommes qui chancelèrent, parce que leurs idées flottaient à la surface de leur âme. Et selon Marx « *les hommes font leur propre histoire, dans des conditions données* ».

Pacifistes et syndicalistes, nous avons tout à refaire, tout à reconstruire à la base. Il ne suffit pas de vouloir pour pouvoir. Mais il faut d'abord vouloir pour pouvoir !

Roger **HAGNAUER.**

(7) Il ne faut pas laisser dire que l'action pacifiste a désarmé la France. D'abord parce qu'il ne s'agit pas de ce qui n'a pas été fait, mais de ce qui a été fait..., non des crédits militaires qui auraient été refusés mais des crédits votés et mal utilisés. Pour reprendre l'exemple de ma formation, ce n'était pas du vieux matériel que l'on mettait à notre disposition, mais **du matériel neuf construit sur de vieux modèles.** Si l'armée constituait en France l'administration la plus réactionnaire, ce n'était pas la faute des pacifistes. C'est justement parce qu'en Allemagne — quoi que l'on prétende encore — le désarmement avait été effectif jusqu'en 1933, que Hitler a pu fabriquer une machine de guerre sur terrain vierge en utilisant la technique la plus moderne. D'autre part, si on avait utilisé en France les mêmes méthodes, il n'y aurait pas eu au départ égalité de chances. Les conditions démographiques et industrielles jouaient à plein contre nous.

Le Bulletin d'Information des groupes de liaison internationale

Les Groupes de Liaison Internationale se sont, entre autres buts, fixé celui de fournir aux hommes libres des éléments d'une information véritable.

Le deuxième numéro du « Bulletin » **consacré au travail forcé en U.R.S.S.** n'a pas la prétention de constituer un ensemble définitif. Qui donc, d'ailleurs, pourrait prétendre avoir exploré tous les camps et toutes les méthodes concentrationnaires ? Mais aux déclarations insensées des journalistes communistes, M. André Wurmser par exemple, niant l'existence des camps de concentration en U.R.S.S., cet ensemble de documents officiels et de témoignages oppose un démenti dont des journalistes ayant conscience des exigences de leur métier seraient accablés.

Sur un tel problème, comme sur beaucoup d'autres, la polémique ne saurait tenir lieu d'information. Aussi bien dans ce bulletin trouvera-t-on d'abord une série de textes législatifs et de discours traduits d'ouvrages officiels russes qui sont à la portée de tous dans les bibliothèques publiques (en particulier la Bibliothèque Internationale de Documentation Contemporaine, 102, rue du Bac, Paris-VII[e]).

La façon dont ces textes législatifs sont appliqués est illustrée par une série de témoignages, généralement inédits en français et qui ne laissent rien à envier, si l'on peut dire, aux témoignages de la vie des camps nazis d'extermination.

Informer ce n'est pas conclure mais permettre aux lecteurs de raisonner sur des données soigneusement établies. Les camarades du Groupe de Liaison Internationale ont néanmoins pris la précaution de préciser que pour eux dénoncer cette tyrannie, ce n'était pas choisir la guerre qui devrait, parait-il, l'anéantir : « ce cahier est le témoignage de ceux qui croient toujours qu'on peut lutter contre la tyrannie concentrationnaire sans passer par l'apocalypse d'une guerre ».

Signalons également, au sommaire du troisième numéro : **Mœurs syndicales aux U.S.A.** (par Votaw), **Lettre de Rome** (par Chiaromonte), **l'Etat Caserne** (un témoignage récent sur la vie en Espagne), **le national-stalinisme** (une étude de Paul Barton), des textes sur le Dixième Congrès des Syndicats Russes.

Se procurer ces numéros, soit au siège de la R.P., soit en les commandant à : Walusinski, 32, rue de la Fontaine-au-Roi, Paris-XI[e]. C.C.P. Paris 1171-64.

Chaque numéro (40 et 32 pages) 100 fr. Franco : 115 francs.

Le discours de Michel Andanson à Bordeaux

Les rapports du Livre avec la C. G. T.

Le dernier congrès fédéral du Livre, tenu à Bordeaux en juin dernier, déçut beaucoup de camarades. Ils en attendaient trop ; il ne donna rien de ce qu'ils espéraient. Par contre, de tous côtés, on disait qu'un discours y avait particulièrement frappé l'attention, et même recueilli l'approbation de la grande masse des délégués. Il s'agissait de l'intervention de Michel Andanson, le représentant du Livre de Clermont-Ferrand. Dans ses impressions de congrès (R.P. de juillet) Guénec nota entre autres que l'orientation actuelle de la C.G.T. avait été magistralement dénoncée par Andanson.

Qu'avait donc dit exactement le délégué de Clermont ? Surtout comment s'expliquer sa dénonciation de l'orientation confédérale et son vote, apparemment contradictoire, pour le maintien quand même à la C.G.T. ?

Ce point de vue était intéressant à connaître. C'est pourquoi nous reproduisons, d'après le Cassetin clermontois *(juillet-août) organe du syndicat du Livre de Clermont, la deuxième partie du discours d'Andanson, celle qui est relative aux rapports avec la C.G.T. Nous regrettons de ne pouvoir, faute de place, donner la première partie, qui n'est pas moins intéressante ; elle traite des problèmes corporatifs du Livre et particulièrement de l'effort à entreprendre pour amener les conditions de salaire et de travail du labeur au niveau de celles de la presse.*

Et maintenant, j'en viens à la seconde partie de mon exposé. C'est l'étude de nos rapports avec la Confédération Générale du Travail.

J'appartiens à une section qui, lors du referendum, demanda à la majorité le maintien à la C.G.T. Aujourd'hui, je viens devant vous, au nom d'une section qui, non à la majorité, mais à l'unanimité, demande le maintien à la C.G.T.

L'UNITE PAR LA DEMOCRATIE

Sur les questions du referendum et de l'orientation syndicale, j'ai échangé des lettres parfois assez vives avec notre camarade Ehni ; nos conceptions n'étant pas toujours les mêmes.

Pour Ehni, il m'a semblé que le referendum signifiait : « La majorité des sections ont voté l'appartenance à la C.G.T., c'est fini, nous acceptons le programme de celle-ci. »

Pour nous, à Clermont-Ferrand, cette fidélité à la C.G.T. ne signifie pas l'adoption des théories de l'ancienne C.G.T.U. à laquelle on a effacé... une lettre.

Lors du referendum, il y avait à notre section un état d'esprit qui était celui-ci :

Nous savions, avant ce referendum, que certains camarades étaient sous l'influence — il faut appeler les choses par leur nom — du parti communiste, et quels que fussent les résultats de ce referendum ils quitteraient la Fédération si celle-ci s'écartait de la C.G.T.

Nous savions que les camarades de tendance opposée étaient beaucoup plus attachés à notre Fédération. Voter pour la C.G.T. c'était chez nous voter pour l'unité.

Certains camarades ont félicité Ehni d'avoir su garder l'unité fédérale. Ce sont les 18.000 camarades qui ont voté contre le maintien à la C.G.T. et qui y sont restés par discipline syndicale, sacrifiant leur conviction à l'unité, que je félicite le plus chaleureusement du haut de cette tribune.

Cependant, les conditions étaient-elles les mêmes chez nous que dans les autres Fédérations ? Non, car nous avons toujours résisté à l'emprise des partis politiques. La plus grande démocratie a toujours régné dans nos sections, nos élections ont toujours eu lieu à bulletin secret, tout syndiqué peut être candidat.

Il y a loin de cette formule avec celle employée dans certaines grandes usines. Le bureau syndical prépare la liste des délégués d'atelier C.G.T., de l'usine, les ouvriers de la base doivent voter sans rature pour les membres désignés par ce bureau. L'élection terminée, ces délégués nomment le bureau syndical, qui, l'année suivante, nommera la liste officielle des délégués, et ainsi de suite. Pour être délégué il faut donc avoir la confiance du bureau syndical, et si l'on perd cette confiance, même en gardant celle de la base, il suffit de ne pas vous remettre sur la liste... et le tour est joué... au nom de la démocratie...

Chez nous, il n'est jamais venu à l'idée de mon camarade Ehni de vouloir liquider un délégué régional ou un secrétaire de section parce qu'il ne pensait pas comme lui. Il n'est jamais venu à l'idée d'un bureau de section de vouloir éliminer ou de vouloir renvoyer un délégué qui ne pensait pas comme le secrétaire du syndicat. Chez nous c'est la base, et la base seule, qui choisit...

C'est, je crois, parce que la démocratie fut toujours respectée dans notre Fédération que nous avons pu compter sur la fidélité de nos camarades minoritaires.

DESIRER RESTER A LA C.G.T. EST UNE CHOSE... OBEIR AVEUGLEMENT EN EST UNE AUTRE

J'apporte maintenant des preuves comme quoi une section comme celle de Clermont-Ferrand, convaincue dans sa totalité au maintien à la C.G.T., n'est pas toujours d'accord avec les positions prises par celle-ci et donne à ses membres l'occasion de manifester leur volonté.

L'Union départementale du Puy-de-Dôme, en 1947 et 1948, a lancé trois appels à la grève générale sur la ville de Clermont-Ferrand.

A aucun moment je n'ai voulu engager les camarades à suivre une action, sans que ce fût la base qui décidât ; à chacun de ces appels, j'ai organisé un referendum. Celui des grèves de décembre 1947 donnait 45 voix pour l'arrêt demandé par l'U.D. et 408 voix contre.

Jamais, dans une section de 600 membres les appels à la grève de l'U.D. n'ont obtenu 100 voix.

L'an dernier, durant mes vacances, il y eut un mouvement d'envergure : la grève Bergougnan. Les gardes mobiles et les grévistes se sont heurtés violemment. Clermont fut à peu près en état de siège. Devant la violence des matraqueurs de Jules Moch, les ouvriers du Livre cessèrent le travail.

Nos camarades de la presse, après un jour de grève, ont pris contact avec l'Union départementale des Syndicats, disant : « Devant les brutalités policières, les journaux de Clermont ne paraîtront pas, mais nous ne voulons pas qu'on en profite pour faire une diffusion totale et exclusive de « l'Humanité » et du « Patriote » de Saint-Etienne, journaux communistes. » Il fut proposé devant Tollet, secrétaire de la C.G.T., d'imprimer un journal syndicaliste pour Clermont. Ce fut refusé. Le lendemain les journaux clermontois reparurent.

Je m'excuse de m'étendre sur une question locale, mais elle eut son importance sur d'autres sections.

Quand j'ai pu reprendre contact, à mon retour de vacances avec mes camarades et dissiper le malaise créé, nous avons voté à l'unanimité moins trois voix une résolution d'importance que le soir même je présentais au congrès de l'U.D. présidé par Le Léap. En voici un extrait :

> « *Le Syndicat du Livre s'élève contre la brutalité policière lors des dernières grèves et remet 35.000 francs aux victimes.*
>
> » *Regrette toutefois, que l'Union des Syndicats, qui, voici dix-huit mois, préconisait la production à outrance désapprouvant les ouvriers du Livre en grève pour de légitimes revendications, transforme désormais chaque conflit Michelin ou Bergougnan en grève générale des industries clermontoises. En neuf mois quatre appels à l'arrêt du travail ont été ainsi lancés.*
>
> » *Le Syndicat du Livre déclare que, dorénavant, en dehors de ses revendications corporatives, seules les directives de grève générale émanant de la Fédération Française des Travailleurs du Livre, seront soumises au vote de ses adhérents, sauf au cas où la force armée serait massivement employée contre les travailleurs en lutte.* »

Cette résolution insérée dans « Le Cassetin clermontois », journal de notre section, que reçoivent tous les délégués régionaux, fut reprise et adoptée par plusieurs sections de France.

Je reçois le journal de la section de mon camarade Paganacci. On a voté à Marseille une résolution qui ressemble comme une sœur à celle de Clermont. Toulon a voté dans le même sens.

C'est la preuve que des sections fermement attachées à la C.G.T. ne sont pas toujours d'accord avec la gymnastique confédérale de ces derniers temps.

QUESTIONS DE STRUCTURE

En ce qui concerne la structure de la C.G.T., nous désirons rester sur l'ancienne formule. Le syndicat professionnel est rattaché à sa fédération d'industrie ; tous les syndicats d'un département ou d'une ville opèrent leur liaison au sein des Unions départementale et locale. C'est-à-dire un syndicat libre et autonome ayant sa direction propre. La C.G.T., les U.D. et U.L. étant des organismes de liaison et non de direction, celle-ci appartenant à la section syndicale et à sa fédération.

Actuellement, la C.G.T. fait un effort pour créer dans tous les syndicats des sections de jeunes et de femmes. Nous sommes d'accord sur le plan propre du syndicat.

Mais où nous cessons de l'être, c'est lorsqu'on veut rattacher ces sections à des commissions locale ou départementale de jeunes ou de femmes, qui sont de véritables U.D.

Nous nous élevons contre cette centralisation excessive, nous n'acceptons aucune division entre nos syndiqués qui tous ont les mêmes droits dans leur section syndicale. Pourquoi pas des U.D. de vieillards, des U.D. de myopes ou de pieds plats ? Pourquoi les papetiers, les lithos ou les mécanoslinos ne se rattacheraient-ils pas directement à l'U.D. ?

Nous défendons nos apprentis avec plus d'énergie que beaucoup ; les femmes ont les mêmes droits que nous dans les bureaux syndicaux. Les sections du Livre sont des blocs unis et le resteront.

Nous nous élevons aussi contre un fonctionnarisme trop important. Le syndicalisme ne doit pas être une profession, et je m'explique.

Quand, à la libération, les Unions syndicales se sont regroupées, dans l'allégresse, avec des masses d'adhérents, on a mis en place un certain nombre de militants. Je ne veux pas m'étendre sur les tendances, cela n'a aucune importance.

Un fait est important : la scission s'est produite. Elle a été faite, d'un côté, par des syndiqués qui sont partis, et d'un autre côté, par des syndiqués qui n'ont pas su les retenir. Nous sommes, nous, le vivant exemple, qui démontre qu'avec de la tolérance, toute scission pouvait être évitée, comme nous avons su le faire.

A-t-on réduit les directions syndicales trop nombreuses pour le nombre de syndiqués restant ? Non.

La C.G.T. a plutôt suivi la méthode du gouvernement Queuille — qui augmente les impôts pour combler le déficit — elle a augmenté les cotisations. Avant la guerre nous cotisions à l'U.D. 0 fr. 60 par membre et par mois ; au dernier congrès on nous demandait 13 francs, soit 21 fois plus.

Est-ce que les salaires ont augmenté de 21 fois ? Nos cotisations syndicales sont au coefficient 5 à 8. Veut-on, en enlevant une part des ressources des syndicats, limiter leur action propre au profit de l'action confédérale tentaculaire en donnant à celle-ci une importance qui dépasse le cadre des statuts de la C.G.T. ?

Camarades, nous sommes contre les cotisations trop lourdes et si nous ne prenons garde, elles le deviendront. Nous ne voulons pas payer une action et des campagnes d'affiches qui n'ont bien souvent rien à voir avec le syndicalisme véritable.

Les Fédérations de fonctionnaires ont obtenu de faire directement la ristourne aux U.D. au prix spécial de 10 francs le timbre.

Nous demandons, nous qui payons obligatoirement 12 timbres par an, à ristourner simplement le nombre de timbres qui fixe le nombre de voix dans les congrès, c'est-à-dire dix timbres.

Nous refusons de faire les frais d'une propagande contre laquelle s'élèvent nombre de nos camarades même parmi les partisans du maintien à la C.G.T.

RAPPELONS LA C.G.T. A SON ROLE VERITABLE

Une chose nous dépasse. La C.G.T. défend tellement de classes et de catégories de Français qu'on en arrive très souvent à ne plus défendre personne.

Nous défendons les milieux paysans. Je pense que la C.G.A. est assez grande pour le faire elle-même.

Le coefficient d'augmentation des prix agricoles, malgré certaines baisses, est encore beaucoup plus élevé que le coefficient d'augmentation de nos salaires. On ne peut pas être pour l'augmentation du blé et la diminution du prix du pain On ne peut pas être pour l'augmentation du prix du lait pour nos enfants, alors que cette denrée est au coefficient 17 et que nos salaires sont au coefficient 10.

Nous pensons que la défense des commerçants est une chose magnifique, mais nous croyons que si des commerçants éprouvent, à l'heure actuelle, certaines difficultés, c'est peut-être parce qu'il y en a trop en France. C'est peut-être parce qu'on a pris durant les années d'oppression et de misère des habitudes bizarres où l'on menait grand train de vie, où l'on faisait fortune, avec des boutiques vides, où les marchands de tissus vendaient du beurre et les marchands de beurre des chaussures, dans l'arrière-boutique.

Parce que le règne du marché noir est terminé, parce que les stocks sont reconstitués et que l'abondance reparaît, la C.G.T. nous fait sourire quand elle se penche sur le sort des malheureux petits

commerçants ou petits industriels qui, entre nous, sont aussi rapaces que les gros.

Il est possible, et je m'incline, que sur le plan politique on veuille l'union des Français. Nous voulons, nous, que sur le plan syndical on recherche l'union des travailleurs devant leurs revendications de classe quels que soient les hommes au pouvoir.

LE COMITE FEDERAL DOIT DEFINIR SA POSITION AU SEIN DE LA C.G.T.

Notre Comité fédéral devra nous répondre s'il est pour l'union et l'unité des travailleurs dans une C.G.T. tolérante, démocratique, apolitique et voulant défendre partout de véritables thèses d'unité ouvrière.

Dernièrement notre secrétaire général a pris deux positions fort significatives. Nous les avons approuvées. Il est vrai que c'était à la veille de ce congrès, ce qui explique bien des choses...

Lors du Congrès mondial des partisans de la Paix — je m'expliquerai tout à l'heure sur ce problème — j'ai demandé par téléphone qu'elle était la position fédérale. Ehni m'a répondu : « Nous restons neutres, faites ce que vous voulez. »

Lors de l'affiche éditée par la C.G.T., au sujet des élections cantonales, prenant position dans la lutte électorale, Ehni a refusé son vote, respectant nos vieilles traditions d'indépendance syndicale.

Nous admettons tout cela, mais nous aurions bien voulu qu'au congrès de la C.G.T. d'octobre dernier, une voix de la Fédération s'élevât pour défendre les thèses qui sont les nôtres.

J'ai lu attentivement le rapport de ce congrès. Je crois que notre camarade Ehni présidait une séance, mais je n'ai relevé aucune intervention de celui-ci pour dire comment nous avions, par la tolérance, maintenu l'unité.

Lors du vote du rapport moral de Benoît Frachon, je n'ai pas vu si la Fédération du Livre a voté « pour » ou « contre ». J'ai même la conviction qu'elle ne fut ni « pour » ni « contre », ni « abstentionniste ». Son délégué mandaté s'est-il éclipsé au moment du vote ?

Je voudrais qu'on exprime clairement notre position dans la C.G.T. Il ne faudrait pas que, d'un côté, afin de conserver l'unité, on nous dise « d'accord, nous sommes fidèles à nos traditions et à l'indépendance du syndicalisme » et que, de l'autre, on fasse risette au bureau confédéral en disant « d'accord avec vous », s'associant ainsi par notre mutisme à ceux qui veulent transformer la C.G.T. en « courroie de transmission » entre le parti politique de leur choix et la masse des syndiqués.

Nous voulons rester à la C.G.T., mais nous voudrions savoir dans quelles conditions et avec quel programme. J'espère que mon camarade Ehni nous le dira tout à l'heure.

Je m'excuse, camarades, d'être un peu long, mais je vous dirai que dans le 11e groupe, je serai seul à prendre la parole, étant tous à peu près d'accord sur l'ensemble de ces thèses.

LE PROBLEME DE LA PAIX

Il est un problème que je voudrais traiter : c'est celui de la paix.

J'ai écouté, hier, Le Léap l'exposer ; certains camarades y ont fait allusion.

En premier lieu, je ne comprends pas pourquoi il peut y avoir, dans la classe ouvrière, des controverses sur la paix.

Pas un ouvrier français ne veut la guerre ; pas un ouvrier américain, pas un ouvrier russe ne veulent la guerre. C'est une profonde certitude que j'ai quand je parle ainsi. Seulement, camarades, pouvons-nous en dire autant des dirigeants de ces pays ? Ont-ils franchement, à la suite du conflit mondial, d'un côté comme de l'autre, cherché véritablement la paix, cette paix à laquelle nous aspirons tous ?

Je suis certain que si, au lendemain de ce cataclysme, on avait pris dix ouvriers russes et dix ouvriers américains, assez intelligents pour s'entendre à peu près sur l'ensemble des problèmes, ils auraient bâti une paix dans laquelle ils pourraient vivre les uns et les autres.

Quand le Reich s'est effondré, j'avais le triste privilège d'être prisonnier dans une petite ville sur l'Elbe. J'ai vu les soldats russes et américains dans leurs premières embrassades au moment de leur jonction. C'était la voix du peuple qui parlait en eux. Ensemble ils disaient : « Nous avons bien fini le cauchemar. »

Savez-vous les directives qu'avaient les officiers, des deux côtés ? Eh bien, on donnait des ordres pour construire des moyens de défense d'un côté et de l'autre de l'Elbe. C'était là, la voix de leurs gouvernements, ce n'était pas la voix du peuple !

C'est suivant votre opinion politique, les uns et les autres, que sur le problème de la paix, vous êtes du côté américain ou du côté russe. Si vous réfléchissiez un peu, vous auriez vu et vous verriez qu'actuellement deux puissances formidables s'arment à outrance ; par la presse et la radio, développent le militarisme. Les engins de mort se fabriquent non seulement dans ces pays, mais encore chez le vaincu. On travaille pour la guerre dans la Ruhr, on travaille pour la guerre en Silésie.

Il n'y a pas de chars pacifistes et de chars belliqueux ; il n'y a que des engins de mort avec lesquels on rêve de domination mondiale.

A l'Ouest, on fait le pacte Atlantique ; à l'Est aussi, on a un pacte dont on parle peu mais qui existe.

Nous regrettons, pour notre part, que la France n'ait pas su garder une position de neutralité devant la poussée des deux impérialismes. Nous regrettons que la France n'ait pas accepté de faire du commerce, aussi bien avec l'Est qu'avec l'Ouest.

On a déclaré hier qu'on ne ferait pas la guerre à l'U.R.S.S. Je suis d'accord, camarades, mais c'est une erreur de le dire simplement. Nous devons dire à cette tribune que nous ne voulons pas plus mourir pour New-York que pour Moscou. Nous regrettons que la France n'ait pas en main le flambeau de la paix, comme elle eut longtemps celui de la démocratie quand tous les hommes du monde pouvaient dire : « J'ai deux patries, la mienne et puis la France. »

La guerre, dit-on, est une rivalité des trusts et des capitalistes. Entièrement d'accord, mais le capitalisme quand il n'est plus individuel mais devient capitalisme d'Etat est aussi dangereux. Il cherche tout autant le pétrole, les matières premières, les débouchés commerciaux.

Un congrès de la paix est impossible en faisant confiance à des généraux, en faisant risette à un adversaire et en montrant les dents à l'autre.

Etre pacifiste, ce n'est pas glorifier les parades militaires dans les rues de New-York et attaquer les mêmes parades militaires sur la place Rouge, à Moscou, ou vice versa.

Etre pacifiste, ce n'est pas soutenir qu'il y a des bonnes guerres et d'autres mauvaises.

Etre pacifiste, c'est lutter de toutes ses forces contre le militarisme.

Etre pacifiste, c'est reprendre les paroles de Liochon au congrès de notre Fédération du Livre, à Clermont-Ferrand, en 1939, en les répandant autour de nous : « Nous devons être des pacifistes, car la guerre ne peut rien sauver, il ne faut pas l'accepter, il faut rester des internationalistes. » Et pour ma part, ayant souffert par deux guerres, je resterai un internationaliste.

Le Carnet du Civilisé

ÇA NE PEUT PAS DURER

Le 8 mai dernier la **R.P.** organisait une conférence au cours de laquelle le sujet suivant fut traité : « **L'unité syndicale est-elle souhaitable et possible, et quelle unité ?** »

Quelques semaines ont passé et l'augmentation du coût de la vie entraîne des protestations justifiées du monde du travail ; chacun s'interroge sur les mouvements « inévitables », ou « dangereux », de l'automne et du début de l'hiver.

Qu'aperçoit-on ? D'un côté une C.G.T. qui n'a plus le monopole des opérations ; encore forte, certes, elle n'a plus la possibilité d'imposer entièrement ses vues.

De l'autre, des groupements opposés aux doctrines totalitaires mais cristallisés dans leur situation actuelle. Et il faut dire que la pluralité, maintenant, atteint au désordre : les syndiqués, refusant l'adhésion à la filiale du parti communiste, ont le choix entre : **la C.G.T.-F.O., la C.F.T.C., la C.N.T.,** demain la Confédération des **Syndicats Indépendants** (le congrès est annoncé pour octobre prochain), **la C.G.C.** et la Fédération des **Syndicats Autonomes** (1).

Devant cette prolifération de centrales que peut attendre le travailleur : la **régression sociale** ou le **totalitarisme** a caractère stalinien.

Quels que soient les désirs des uns et des autres, aucune centrale, sauf dans certaines corporations, ne peut se dire capable de prendre la direction d'un mouvement : cette constatation conduit à affirmer que les travailleurs seront les victimes **d'un patronat**, dont « la mission » reste la recherche du plus grand profit.

Certes, les organisations de M. Frachon, annoncent des revendications identiques à celles des autres mouvements ; mais l'expérience a montré que ces revendications servaient uniquement à la section française du parti russe pour appuyer sa politique ; même si ces revendications sont les mêmes, les travailleurs devraient comprendre qu'il n'est pas possible de les défendre avec ceux dont le but est la mainmise de l'Etat totalitaire sur l'ensemble de l'économie.

Il y a pire pour le travailleur que le **patron** : « c'est l'Etat totalitaire ».

Il est possible de lutter contre le patron, alors que l'Etat totalitaire broie.

Ces considérations amènent à poser la question : Le mouvement syndical français est-il incapable d'arriver au regroupements des différentes organisations à **caractère libre** afin de grouper, ainsi que l'ont toujours désiré les militants, l'ensemble des travailleurs en dehors des conceptions philosophiques ou religieuses ?

En face du patronat, adversaire de toujours, en face de l'Etat totalitaire et de ses **auxiliaires** camouflés dans les organisations professionnelles, chacun de nous ne doit-il pas œuvrer pour permettre ce regroupement syndical indispensable ?

L'ERE DES ORGANISATEURS

Est-ce à dire que ce regroupement soit facile ?

Voici pour les lecteurs de la **R.P.** le point de vue des dirigeants de la Confédération des Cadres dont le congrès s'est tenu les 28 et 29 mai dernier.

Ce point de vue, on voudra bien le reconnaître, est inquiétant à plus d'un titre :

...Nous ne sommes pas des salariés ordinaires et nous n'entendons pas nous intégrer dans la cohorte des salariés de toute nature, épousant leurs vues et appuyant leurs revendications sans souci de nos intérêts propres ou de nos responsabilités fonctionnelles.

Si vous admettez cette orientation, conforme à notre tradition, bien des problèmes s'en trouveront simplifiés, parce qu'éclairés dans leur ensemble.

...Nous sommes séparés des syndicats ouvriers par leur idéologie, souvent dérivée du marxisme, **et dont le mythe éternel reste** celui **de l'unité ouvrière : front commun des travailleurs unis, pour leur émancipation.**

...Nous sommes séparés des syndicats ouvriers par leurs revendications de fait. Ils recherchent, en effet, à améliorer les conditions d'existence et de travail de la masse sacrifiant volontiers les droits des meilleurs à la satisfaction des revendications de la foule.

...C'est à la volonté de la C.G.T. que nous avons eu de subir par contrainte notre immatriculation à la Sécurité sociale.

...C'est à la complicité des syndicats ouvriers que nous devons l'écrasement incessant de la hiérarchie des salaires, car jamais encore on ne les a vus refuser une augmentation ou poursuivre une grève sous prétexte de manquement à la hiérarchie des salaires des cadres.

Chaque fois qu'ils ont été appelés à donner leur avis sur des échelles de traitement des fonctionnaires, c'est toujours à une réduction en pourcentage des traitements supérieurs qu'on a abouti.

Ce sont eux les inventeurs de ces primes et indemnités forfaitaires, qu'elles soient de vie chère, de cantine, ou de transport, qui se traduisent toujours par un resserrement de l'éventail effectif des salaires.

...Aucune centrale syndicale ouvrière ne s'est prononcée pour la hiérarchie des allocations familiales et ce sont les représentants ouvriers au Parlement qui accroissent, chaque fois, le poids des impôts que nous devons supporter.

De telles idées nous montrent le développement de la doctrine des « organisateurs » rendue célèbre par Burnham.

Que de chemin parcouru depuis la disparition de la Fédération des Techniciens au sein de la C.G.T. !

Nous payons ainsi les fautes commises après la libération : les propos tenus par les dirigeants de la C.G.C. font ressortir combien a été regrettable la suppression de cette Fédération des Techniciens, taxée de trotskysme par les staliniens et d'hérétiques par les autres ; le syndicat d'ingénieurs dans la fédération d'industrie n'a pas donné la souplesse et les possibilités de développement aux cadres, alors que toute l'économie moderne les pousse à un rôle prépondérant.

Les résultats sont là, probants : une doctrine des cadres s'élabore et comme on le voit ce n'est certes pas avec le souci primordial de mettre la valeur des « managers » au service de l'intérêt de tous les travailleurs.

On doit se demander, d'ailleurs, si de telles affirmations maintenues ne constituent pas un obstacle infranchissable à une large unité et ne rendent pas impossible toute adhésion éventuelle de la C.G.C. à la Nouvelle Internationale.

R. LAPEYRE.

---

(1) Ce mouvement, dirigé par Racine, ne comprend pas la Fédération autonome de l'Enseignement.

L'expérience chartiste

Voici tout juste un peu plus d'un siècle, le 10 avril 1848, s'effondrait le Chartisme que, dans le **Manifeste communiste,** Marx et Engels avaient donné comme l'exemple le plus notoire d'un « **parti** ouvrier déjà constitué ». Au meeting organisé à Londres, le 29 novembre 1847, par la société des Démocrates-Frères pour célébrer l'anniversaire de l'insurrection polonaise de 1830, Engels s'était même proclamé « chartiste de nom et de cœur et d'âme ».

L'étude de ce qui fut la première expérience politique autonome du prolétariat anglais — et du prolétariat tout court — n'est pas pour nous dénuée d'intérêt. La connaissance du passé ne nous aide-t-elle pas bien souvent à nous y reconnaître dans l'enchevêtrement du présent ? C'est donc avec joie que nous saluerons la réédition de l'importante contribution d'Edouard Dolléans à l'histoire du mouvement chartiste (1).

AUX ORIGINES DU CHARTISME

CHARTISME ET TRADE-UNIONISME

Le Chartisme n'était pas le premier mouvement de dimensions nationales que connaissait la classe ouvrière anglaise. Il prenait place à la suite de deux tentatives, purement économiques celles-là, d'organisation des travailleurs : **l'Association nationale pour la protection du travail** de John Doherty (1830) et surtout **la Grande Union consolidée des métiers,** la fameuse **Trades Union** de Robert Owen (1833-34). Cette dernière, dont l'idéal de gestion de la société future par les organisations ouvrières constitue une prodigieuse anticipation du syndicalisme révolutionnaire, avait réuni en quelques semaines un demi-million d'adhérents, comprenant des dizaines de milliers d'ouvriers des champs et des femmes. Mais le procès des six journaliers de Dorchester avait **brisé net** son élan. C'est par rapport à ce trade-unionisme révolutionnaire, mais apolitique, d'Owen, que se pose et se définit le Chartisme.

« Il ne faut pas opposer ces deux formes du mouvement ouvrier, a écrit ailleurs E. Dolléans. Si certains des partisans de l'action corporative étaient indifférents à la réforme politique, un grand nombre d'ouvriers et d'artisans, tout en donnant la préférence à l'une, n'excluaient pas l'autre méthode : l'une et l'autre étaient destinées à atteindre un objectif semblable. » (2)

Nous sommes d'accord : mouvement politique et mouvement ouvrier devraient pouvoir toujours être les deux modalités d'une même lutte. Tel était l'avis d'O'Brien qui assignait aux trade-unions la première place dans la lutte contre « le monstre » pourvu « qu'elles ajoutent seulement le suffrage universel aux autres articles de leur programme ».

Cependant, hormis de très rares occasions — ainsi lors de cette trouble grève générale d'août 1842 sur laquelle nous reviendrons — les organisations trade-unionistes semblent avoir hésité à s'engager en tant que telles dans le mouvement chartiste. O'Connor dénonçait en 1846 leur « apathie criminelle » : « Si la moitié de ce qu'on avait fait pour les journaliers de Dorchester ou pour les fileurs de coton de Glasgow avait été fait pour Frost, Williams et Jones (les rebelles de Newport), ils auraient été sauvés depuis longtemps. » (3) Il est plus que vraisemblable que les trade-unions ont craint d'être mises en tutelle par certains éléments chartistes moins profondément honnêtes qu'un Lovett ou qu'un O'Brien. Ce réflexe de défense jouera à plein à partir du Land Scheme (3 bis). Il contribuera à l'élaboration de ce « nouvel esprit » qui caractérise l'unionisme — le **Nouvel Unionisme** — du quart de siècle suivant : opposition absolue à tout « insurrectionnisme », aussi bien oweniste d'ailleurs que chartiste. Le renversement de la conjoncture économique d'ailleurs, comme nous le verrons, n'a pas été étranger à cette évolution de la mentalité ouvrière qui, toutefois, est en germe dès la fin de notre période.

LA MISERE DES MASSES

En 1832, sous la pression de manifestations populaires qui n'étaient que le contrecoup des événements français de 1830, le parlement anglais modifiait le système électoral médiéval des bourgs pourris, mettant fin à la prépondérance écrasante des propriétaires terriens. L'Angleterre industrielle, l'Angleterre du Nord-Ouest entrait au parlement ; et cette nouvelle aristocratie des « lords du coton et de la boutique » entamait aussitôt contre sa rivale, la propriété foncière, une âpre lutte qui, 14 ans plus tard, devait se terminer par ce qu'Elie Halévy (4) a si justement appelé « **la Révolution de 1846** » : l'instauration en Grande-Bretagne du libre-échange. Aux Communes, Robert Peel, dont l'admirable intelligence politique avait réussi à rallier à la réforme une importante fraction des conservateurs revenus au pouvoir en 1841, rendait un solennel hommage à l'infatigable champion de la Ligue pour l'abrogation des lois sur les céréales : « Le nom qui doit être et sera associé à ces mesures, c'est celui de Richard Cobden. » Voilà ce qui occupe le devant de la scène de l'histoire intérieure anglaise des années 1830-1850 (5).

Mais la révolution industrielle née au XVIII[e] siècle et qui s'intensifie durant notre période — accouplement massif de la machine à vapeur et du métier mécanique dans la filature, puis dans le tissage ; essor des voies ferrées entraînant l'essor de la métallurgie ; création de banques — ne s'est pas contentée d'engendrer ces générations de capitaines d'industrie dont un sir Robert Peel le père, un Robert Owen, un Richard Cobden sont de typiques représentants. « Avec sa sentimenta-

---

(1) E. Dolléans : **Le Chartisme (1831-1848),** première édition, Paris, Floury 1912-13, 2 vol. Deuxième édition Paris, Rivière 1949, 1 vol. in-8, 325 p., 500 fr. Toutes nos citations non suivies de références sont extraites de cet ouvrage.

(2) E. Dolléans : **Histoire du mouvement ouvrier,** t. I (1830-1871), p. 112 (**L'Expérience chartiste**).

(3) S. et B. Webb : **Histoire du trade-unionisme,** Paris, Giard et Brière 1897, p. 182.

(3 bis) Le plan agraire d'O'Connor, dont on reparlera plus loin.

(4) Elie Halévy : **Histoire du peuple anglais au XIX[e] siècle** (t. IV, Hachette 1947. Ce tome posthume est le seul qu'on puisse se procurer actuellement en librairie).

(5) « Pendant tout le printemps et tout l'été de 1839, la question de l'administration de l'Irlande et de la Jamaïque avait pris dix fois plus de temps au parlement que la question du péril révolutionnaire. » (E. Halévy, t. III, p. 312.)

lité prête à tous les espoirs et à toutes les illusions », un prolétariat de dimensions inconnues sur le continent s'est entassé dans les villes, prolétariat sur lequel pourront mordre avec efficacité les propagandes de masse. D'une façon moins éphémère que l'Association nationale de Doherty ou que la grande Trades Union de Robert Owen, le Chartisme précisément va marquer la prise de conscience de leur sort par les travailleurs anglais : « Par l'action, la classe nouvelle va faire l'expérience de sa force. Rapprochés par les mêmes aspirations et par un programme commun... les ouvriers chartistes vont se trouver plus étroitement unis · dix ans de luttes vont les faire vibrer des mêmes espoirs, des mêmes déceptions et des mêmes souffrances. Cette continuité d'efforts communs aidera plus qu'aucun autre facteur à la formation de cette classe nouvelle. »

Edouard Dolléans a fort bien vu la cumulation de souffrance ouvrière qui est à l'origine du ralliement des masses au Chartisme. D'abord, le développement du machinisme entraînant la décadence du travail à domicile, surtout dans le textile : « C'est dans les milieux déshérités des tisserands à la main que les chefs du mouvement recrutent leurs troupes les plus fidèles. » (Et l'auteur de citer l'émouvant discours du tisserand Marsden à la Convention de 1839.) En second lieu, la nouvelle Loi des Pauvres (Poor Law) de 1834 qui, en supprimant l'assistance à domicile dans les campagnes et en la remplaçant par l'odieux système du **workhouse** (5 bis) va constituer pour les manufactures une ample libération de main-d'œuvre, entraînant une dépréciation marquée des salaires (6). Enfin et surtout les crises « décennales » du Factory System, réduisant périodiquement au chômage des masses d'ouvriers.

Les orateurs chartistes ont dénoncé cette misère. Ils l'ont même parfois présentée comme « un plan délibérément conçu pour assassiner de sang-froid et de la manière la plus lente et la plus douloureuse un grand nombre d'hommes, de femmes et d'enfants ». L'auteur qui, évidemment, sait ce que valent ces légendes de « pactes de famine » aurait peut-être dû précisément souligner davantage le caractère de « temps difficiles » que revêt la période 1817-1851, période de longue baisse des prix-or et, conséquemment, de tendance fondamentale à la baisse du profit (7). La mécanisation croissante de l'industrie et les compressions de salaires — comme d'ailleurs la Poor Law et le libre-échange — ne sont que la réaction de défense du capitalisme industriel qui doit à tout prix triompher d'une conjoncture défavorable (8).

(5 bis) Workhouse : maison de travail (forcé). Véritable bagne où les plus miséreux hésitent à se faire inscrire.

(6) La main-d'œuvre des enfants et des femmes était, on s'en doute, honteusement exploitée. Par une philanthropie qui se trouvait coïncider avec leur haine des parvenus de la grande industrie, certains tories (Oastler, Th. Sadler, lord Ashley, sir James Graham) se mirent à la tête du mouvement pour la législation des fabriques. Ajouter à cette main-d'œuvre misérable celle de l'immigration irlandaise.

(7) Les Corn-Laws (lois prohibant la libre importation des céréales), votées de 1815 à 1828, constituent précisément la réaction de défense de la propriété terrienne contre cette baisse du profit. Le protectionnisme agraire de la Restauration leur fait pendant en France. Mais, tandis que l'industrie française encore peu développée s'oriente elle aussi, par crainte de la concurrence anglaise, vers le protectionnisme, l'industrie britannique fait au contraire campagne pour le libre-échange, solution évidemment **spécifiquement anglaise** et qui ne vaudra qu'aussi longtemps que se maintiendra la suprématie anglaise.

(8) Pendant toute notre période, le capitalisme industriel a mené le combat sur deux fronts : contre la propriété terrienne et contre le prolétariat des fabriques. Trade-unionisme et chartisme ont été successivement ou simultanément les deux techniques de la lutte ouvrière contre ce capitalisme.

Par contre, nous saurons gré à Edouard Dolléans d'avoir souligné le caractère ambigu du Chartisme : évolution sociale certes, mais aussi regret du passé. N'est-il pas symptomatique que les trade-unions, organisations représentatives du prolétariat d'usine, se soient de très bonne heure retirées du mouvement chartiste ? Mieux, qui voyons-nous prêcher le retour à un « passé irisé » ? Richard Oastler et le révérend John Rayner Stephens qui sont l'un et l'autre des tories. Feargus O'Connor lui-même n'est-il pas, en Irlande, un grand propriétaire foncier ? (Ce qui pourrait peut-être expliquer, au moins partiellement, la constance de son opposition au libre-échangisme.) Nous pressentons par là le caractère mineur, dépendant, du Chartisme. De même que certains politiciens radicaux ont peut-être vu, à l'origine, dans l'agitation chartiste pour le suffrage universel un moyen de diversion à l'agitation contre la Loi des Pauvres, de même certains tories démagogues, jouant évidemment avec le feu, ont-ils regardé avec sympathie l'instinctive tendance à un retour en arrière, vers un âge d'or révolu, d'un mouvement aux aspirations souvent encore imprécises.

LES CHARTISTES DE LA FORCE MORALE : LOVETT ET O'BRIEN

L'entrée en jeu des masses, donnant à l'histoire sociale un visage nouveau, telle est bien comme l'a dit si fortement Edouard Dolléans, la signification historique du Chartisme. « Alors que jusqu'ici ces forces collectives ne s'étaient manifestées qu'à l'état fragmentaire et discontinu, le Chartisme se présente sous la forme d'un mouvement de masses qui se prolonge et qui dure. »

Cependant l'idéologie chartiste n'est pas issue du Nord industriel. C'est dans le milieu des artisans et ouvriers londoniens de la W.M.A. (Working Men's Association, Association des Travailleurs), société d'éducation populaire fondée en 1836 par l'ébéniste **William Lovett**, qu'a été élaborée la **Charte du Peuple** de mai 1838. Ce document, qui va donner son nom au mouvement de toute une décade, formule essentiellement six revendications : annualité du parlement, suffrage universel, égalité des districts électoraux, abolition du cens d'éligibilité, vote au scrutin secret, paiement des députés. Donc un programme, en apparence du moins, purement politique et tout à fait dans la ligne de ce radicalisme anglais vieux d'un demi-siècle et tout teinté de jacobinisme français.

De fait, l'influence des agitateurs radicaux (Hunt, Cobbett et surtout le tailleur Francis Place) (9) s'est exercée à partir de 1830 sur Lovett et ses amis. Ensemble ils ont participé aux meetings de la **Rotunda**, puis essayé de promouvoir une réforme effective de la Chambre des Communes en fondant (avril 1831) une **Union nationale des classes laborieuses et autres,** dont la W.M.A. de 1836 sera l'héritière directe. Certes, très rapidement, le journal **le Défenseur du pauvre** a dénoncé l'insuffisance du bill whig de réforme et ç'a été la scission, Place regroupant les éléments opportunistes dans la **National Political Union** pour soutenir le bill, malgré ses insuffisances. Mais par la suite on s'est raccommodé. Place a revu et corrigé le texte, rédigé par Lovett, de la Charte du Peuple.

Toutefois l'influence radicale n'a pas été la seule

(9) Son libéralisme vis-à-vis de la classe ouvrière l'avait poussé à arracher au parlement les lois de 1824-25 qui proclamaient, non sans restrictions, le droit de coalition et de grève.

qui ait joué sur les chartistes de Londres. Ils ont assisté aux cours de Hodgskin qui prétendait que « l'éducation d'un peuple libre... ne sera jamais bien adaptée à sa fin que si on la remet entre les mains du peuple lui-même ». Ils ont participé, en 1828-29, à l'ambitieux mouvement coopératif de Robert Owen. Et s'ils se séparent du maître qui considère comme illusoire toute action politique, leur conception de la démocratie n'en diffère pas moins foncièrement de celle des radicaux : « La démocratie était, pour les radicaux bourgeois, l'expression définitive d'un système d'équilibre entre les intérêts des différentes classes sociales ; le projet de réforme était une étape qui permettrait aux classes laborieuses de faire leur éducation politique avant de participer au gouvernement du pays. Au contraire, les démocrates ouvriers considéraient les institutions démocratiques comme le moyen de transformer la société. » La conquête du suffrage universel est, selon eux, le chemin le plus court pour accéder à la démocratie sociale.

Même dualité d'influences chez Bronterre O'Brien, jeune intellectuel bourgeois dont la vie n'est qu'un long dévouement à la classe ouvrière et qui va apporter au mouvement chartiste le prestige de son talent d'orateur et de journaliste. Traducteur de l'ouvrage de Buonarotti : **La Conspiration pour l'égalité,** dite de Babeuf, apologiste de Robespierre, il voit dans le programme montagnard repris par Babeuf l'anticipation d'une république sociale. Les préoccupations foncières des hommes du XVIIIe siècle pèsent encore lourdement d'ailleurs sur sa pensée. Pour lui « le monopole des propriétaires fonciers est la cause première des vices de l'organisation sociale et de la misère des classes laborieuses : les maux de la vie industrielle s'expliquent tout d'abord par le monopole foncier et le mouvement des **enclosures** (9 bis). Mais lui aussi est marqué au coin de l'owenisme : en même temps que la nationalisation du sol, il préconise en effet la substitution à la monnaie métallique d'une monnaie-papier avec pour étalon le blé ou le travail et l'organisation du crédit qui doit être accessible à tout membre de la communauté. Souvent même, dans son analyse de l'Etat et des antagonismes de classe ou dans son jugement sur la valeur de l'outil politique, dans sa théorie de l'armée de réserve industrielle, sa pensée semble préfigurer celle de Marx. Nous renvoyons là-dessus aux belles pages de Rothstein : « Les précurseurs de la lutte de classe avant Marx » dans « **Une époque du mouvement ouvrier anglais : chartisme et trade-unionisme** », pour compléter le vivant portrait qu'Edouard Dolléans a fait du « Maître d'école du Chartisme ».

LES CHARTISTES DE LA FORCE PHYSIQUE : O'CONNOR ET HARNEY

La Charte du Peuple fut envoyée à toutes les associations radicales et ouvrières de Grande-Bretagne. Une adhésion particulièrement importante fut celle de l'Union politique de Birmingham, dirigée par Thomas Atwood, député aux Communes et apôtre d'une politique inflationniste. Les amis d'Atwood et ceux de Lovett devaient former le noyau réformiste du mouvement chartiste.

L'agitateur irlandais O'Connor, par contre, va constituer un allié beaucoup plus inquiétant. Paré du prestige d'une hérédité royale, il en impose aux foules par un extraordinaire talent oratoire. Maître dans l'art de la réclame, il s'assure, grâce à la **Northern Star** (l'Etoile du Nord), fondée à Leeds en novembre 1837, et qui tire à 60.000 exemplaires, une sorte de dictature impossible à contrebalancer. Les chartistes de la force morale l'ont considéré comme le « mauvais génie » qui fit dévier le mouvement.

A Londres même, un homme lui est tout dévoué : c'est George Julian Harney qui se pose en émule de Marat et qu'E. Dolléans nous dépeint « maussade, méfiant et vindicatif..., socialiste de l'ambition et de l'envie ». Ce jugement est dur : nous ne pouvons tout de même nous empêcher de songer au rôle ultérieur d'Harney dans l' « Union des Démocrates-Frères » (1845-53), cette première ébauche d'organisation internationale de la classe ouvrière (10). Dans le courant de 1837, Harney, soutenu par O'Connor, a fait scission de la **W.M.A.** pour fonder la London Democratie Association ; et E. Dolléans lui reproche d'avoir voulu, dans une lettre à la **Northern Star,** « jeter la suspicion sur des hommes qui préconisent une tactique pacifiste ». La vérité est peut-être plus complexe ; et Harney semble avoir pu assez légitimement reprocher à Lovett un certain manque de fermeté vis-à-vis du grand tribun irlandais O'Connell, sur l'appui duquel il comptait pour soutenir la Charte du Peuple aux Communes. Car, brouillé avec les organisations ouvrières de Dublin, O'Connell est en train de prêter son concours à la grande offensive contre le trade-unionisme, dont la grève sanglante des fileurs de coton de Glasgow a été le prétexte. Délicat problème de tactique pour la W.M.A. qu'on accusera d'avoir suggéré au parlement l'idée d'une enquête sur tous les syndicats ouvriers du Royaume-Uni. La réaction d'Harvey se justifie donc... (11)

Insoucieux des préoccupations d'éducation ouvrière des hommes de la W.M.A., O'Connor fait appel « aux mains calleuses et aux mentons mal rasés d'Angleterre et d'Ecosse, aux Irlandais en haillons et pieds nus ». Harney lui apportera le renfort de la plèbe miséreuse des tisserands de Spitalfields, avec laquelle il essaiera de faire sur la Convention de 1839 la même pression que jadis les clubs parisiens sur les assemblées révolutionnaires. Mais déjà voici que le 1er janvier 1838, dans un meeting tenu à Newcastle contre la Loi des Pauvres, le révérend Stephens a donné à tout homme le conseil d'avoir ses pistolets ou sa pique, à toute femme d'avoir sa paire de ciseaux et à tout enfant sa boîte d'aiguilles.

A la grande joie de la démagogie tory, le parti de la violence va submerger le Chartisme de la force morale.

1838-1839

LES MEETINGS DE 1838

C'est le 8 mai 1838 qu'avait été publiée la Charte du Peuple. Le 28 du même mois se tenait à Glasgow le premier des grands meetings chartistes. Thomas Atwood, le leader modéré de l'Union politique de Birmingham, y commit l'imprudence de faire allusion à une éventuelle grève générale, si le parlement faisait fi de la pétition chartiste. Ce propos, qu'il reprenait au meeting de Birmingham du 6 août, ne devait pas être perdu. L'idée de grève générale ou de « mois sacré », lancée pour la pre-

(9 bis). Au XVIIIe s. les grands propriétaires font enclore leurs champs, mettant fin au régime de la vaine pâture — ce qui réduit à la misère et parfois à l'exode vers la ville le paysan pauvre.

(10) Voir A. Rothstein : **Chartisme et trade-unionisme**, Paris, Editions sociales internationales, 1928, p. 131-192 (Les prédécesseurs de l'Internationale).

(11) Il y a eu parmi les O'Connoristes — le reste de leur vie en fait foi — de sincères amis de la classe ouvrière. Ainsi Duncombe, réhabilité par les Webb, et W. P. Roberts, le futur avocat des Trade-Unions. Nous inclinons à croire qu'il en fut de même pour Harney, et aussi pour Ernest Jones.

mière fois semble-t-il par le cabaretier socialiste Benbow dans une brochure de 1832 : **Grande fête nationale et congrès des classes productrices,** allait devenir une des idées-forces du mouvement chartiste.

Après avoir évoqué la grève nationale d'une semaine « pendant laquelle aucun marteau ne ferait retentir l'enclume, aucune navette ne serait mise en mouvement », Atwood avait déclaré que, si le gouvernement osait l'arrêter, cent mille hommes se lèveraient pour réclamer sa liberté. O'Connor approuve, surenchérit, annonce pour demain d'immenses mouvements de masses. Les chartistes de la force morale s'aperçoivent alors du danger qu'Atwood a imprudemment déchaîné : au cours des meetings suivants, à Londres, à Manchester, etc... ils essaient de dresser un barrage contre la violence. Vainement. Dans de dramatiques meetings à la lueur des torches, Stephens conseille à ses auditeurs de se munir d'un large couteau « pour transpercer l'homme qui leur résisterait ». Fin décembre, le gouvernement le fait arrêter. « Le martyr que la cause chartiste a désormais en lui, va servir, mieux encore que l'orateur passionné, l'évolution vers la violence ».

LA CONVENTION DE 1839

Les modérés étaient majoritaires dans la Convention qui se réunit à Londres en février 1839 : Lovett en fut élu secrétaire. Mais une évolution rapide allait se produire. La pétition qui devait être remise au parlement n'ayant reçu qu'un demi-million de signatures au lieu des trois millions escomptées, l'envoi en province de quinze représentants en mission se révéla nécessaire. Or l'enthousiasme des foules ouvrières du Nord, galvanisées par la lecture de la **Northern Star,** allait faire impression sur eux, accentuant ou réveillant leurs velléités révolutionnaires : c'est au meeting de la Crown and Anchor, le 11 mars, qu'O'Brien opte pour la force. Les rangs des modérés s'éclaircissent : effrayés, certains démissionnent, aussitôt remplacés par des partisans de la force physique. Lovett lui-même, indigné par l'arrestation de son ami Vincent, s'écrie : « Il nous faut manifester notre résolution de résister sur la brèche à la tyrannie, autrement nous serons écrasés ». Enfin, le 13 mai, la Convention transfère son siège à Birmingham, à portée des auditoires passionnés de ses mandants.

L'idée de grève générale fait sa réapparition, et l'on ne songe pas tout d'abord à se demander si ce mot d'ordre est applicable ou non. Dans l'esprit des modérés, peut-être n'est-elle d'ailleurs « qu'une menace, un moyen d'intimidation pour forcer la main au parlement ». On décide toutefois — prudence ? — de consulter les intéressés eux-mêmes. Mais quelle consultation ! Aux meetings simultanés du lundi de la Pentecôte, les auditoires ouvriers applaudissent pêle-mêle le boycottage des commerçants non chartistes, le retrait de toutes sommes d'argent des banques et caisses d'épargne, etc... et la grève générale. Un certain nombre de chartistes — Lovett évidemment, mais aussi O'Connor qui sent tourner le vent — se rendent bien compte que cette expérience n'est pas probante. Cependant, prise dans l'engrenage de ses imprudences et de ses surenchères, la Convention décide de se réunir le 13 juillet « afin de fixer le jour où le mois sacré devra commencer, si la Charte n'est pas encore devenue loi ».

Le 12 juillet, les Communes, par 237 voix contre 48 voix radicales, rejettent la motion Atwood demandant la prise en considération de la pétition chartiste. L'heure de l'échéance est sonnée. Que va faire la Convention décimée par les arrestations du Dr Taylor, de Lovett et Collins, à la suite des émeutes de Birmingham ? Une opposition de plus en plus précise va se dessiner : le peuple n'est pas prêt, l'aristocratie ouvrière des Trade-Unions ne marchera pas, les manufacturiers seuls se réjouissent à l'avance de la grève. Une proposition Lowrey est pourtant d'abord adoptée : fixation au 12 août du commencement du « mois sacré ». Mais O'Brien — soutenu par O'Connor — va apporter dans le camp adverse le poids de son prestige et de son bon sens. Il importe à tout prix d'éviter que la grève conduise à une banqueroute. Et l'Adresse au peuple anglais rédigée par Bronterre sonne le glas des espérances chartistes.

La Convention se dissout en septembre. Deux mois plus tard, l'équipée lamentable de John Frost et de ses mineurs gallois sur Newport sombrera dans l'indifférence.

1841-1842

LE « NEW MOVE » : LOVETT ET STURGE

Devant la mainmise des forces démagogiques sur le mouvement chartiste, les éléments bourgeois favorables, à l'origine, à un large rassemblement radical et ouvrier sur le programme du suffrage universel, avaient rapidement battu en retraite. Mais, désireux de retrouver un point de contact avec la classe ouvrière, ils imaginèrent de concentrer son attention sur un programme de **libre-échangisme** qui signifierait : extension du commerce anglais (d'où : essor de l'industrie et des salaires) et pain à bon marché. Ainsi, dans les années 1838-39, parallèlement au mouvement chartiste, s'élabore le « radicalisme économique » de l'école de Manchester, doctrine de paix entre les classes — tout au moins entre usiniers et ouvriers qu'on rallie contre l'ennemi commun : le propriétaire foncier — et de paix entre les nations. L'ensemble des associations libre-échangistes de Grande-Bretagne est rapidement fédéré en une **Ligue pour l'abrogation des lois sur les céréales** (Anti-Corn-Law League) disposant de capitaux abondants et recevant l'appréciable appui moral des sectes dissidentes (12).

Mais, dès janvier 1837, O'Brien avait dénoncé « ces imposteurs qui ne veulent le pain à bon marché que pour avoir le travail à meilleur marché ». Et, dans sa séance du 12 février 1839, la Convention chartiste mettait les ouvriers en garde contre la diversion, le « bluff » libre-échangistes : l'abrogation des Corn-Laws devait avoir pour condition préalable la réforme du suffrage. Les antagonismes n'allèrent qu'en se durcissant. La répression gouvernementale attisait les amertumes chartistes contre la classe bourgeoise. La fondation, en juillet 1840, d'une **National Charter Association** au comité exécutif composé, disait-on, de créatures d'O'Connor, semblait marquer la victoire des intransigeants. Aux élections générales de 1841, la grande majorité des chartistes allait adopter la tactique d'O'Connor de soutien des tories **en haine des whigs** et le fidèle Thomas Cooper faire campagne à Nottingham pour Walter, le propriétaire du **Times** (13).

---

(12) E. Halévy a défini l'Anti-Corn-Law League (t. IV, p. 100) comme étant « la ligue du manufacturier et du ministre dissident contre le squire et le parson » (le hobereau et le curé anglican).

(13) O'Brien avait préconisé une tactique beaucoup plus nuancée : faire nommer si possible un chartiste ; dans le cas contraire, obtenir du candidat tory ou whig des engagements contre certaines lois particulièrement nuisibles aux classes laborieuses ou odieuses aux chartistes. — Notons en passant le curieux jugement d'E. Halévy sur ces élections de 1841 : « Quand le parlement rentra en séance, le 16 sep-

Toutefois, dès sa sortie de prison, Lovett s'est posé en adversaire résolu de cette démagogie. Ayant compris « que les événements de 1839 condamnaient la politique de concessions et de faiblesses à laquelle s'étaient abandonnés les modérés », il commence par refuser son adhésion à la National Charter Association d'O'Connor. C'est, évidemment, une déclaration de guerre. « La lutte entre les deux hommes va fixer les destinées du mouvement : le sort du Chartisme va dépendre de qui des deux l'emportera ». Pour Lovett, il s'agit avant tout de « chercher à isoler la poignée d'exaltés, d'agitateurs et de démagogues et à gagner la confiance de la grosse masse des chartistes ». En octobre 1841, **l'Association nationale du Royaume-Uni** va, d'une part reprendre les anciennes préoccupations d'éducation ouvrière de Lovett (14), de l'autre publier une adresse aux classes moyennes destinée à dissiper « les préjugés créés par les violences chartistes ».

Mais « pour qu'une entente fût possible, il fallait que les bourgeois libéraux... consentissent à des concessions sur le terrain politique des revendications démocratiques ». Richard Cobden n'y était pas disposé : il craignait de compromettre la pureté de son programme économique. Par contre le riche quaker Joseph Sturge qui, lors des émeutes de juillet 1839, avait protesté au conseil municipal de Birmingham contre la conduite de la police et des autorités locales, répond aux avances des amis de Lovett. La conférence de Birmingham (5 avril 1842), à laquelle participe également O'Brien (15), décide la formation d'une **Union nationale pour le suffrage complet.** Dans la **Northern Star,** O'Connor se déchaîne contre le « New Move », le nouveau mouvement, réformiste.

LA GREVE GENERALE D'AOUT 1842 RUPTURE AVEC LES STURGEISTES

Le rassemblement préconisé par Lovett et Sturge devait pourtant s'étendre un instant aux extrémistes des deux partis et un « pacte d'alliance » éphémère s'établir « entre l'intransigeance libre-échangiste et l'intransigeance chartiste » (16). L'idée d'alliance entre classes moyennes et classe ouvrière traduisait une aspiration générale trop profonde pour que Cobden aussi bien qu'O'Connor pussent ne pas en tenir compte : tous deux protestèrent, mais se laissèrent faire. A partir de juin, O'Connor se mit à élaborer une distinction subtile entre **middle classman** et **middling classman** : il existait une « partie laborieuse des classes moyennes » — le petit commerce, les petits boutiquiers — qui avait intérêt à l'accroissement des revenus ouvriers. Le peuple pouvait accepter son aide, tout en empêchant qu'elle ne se serve de lui. Au début d'août, à Nottingham, le grand démagogue soutenait même Joseph Sturge dans une élection partielle contre ce John Walter du **Times** dont Th. Cooper avait été, l'année précédente, l'ardent propagandiste (17).

Mais la grande grève du Staffordshire et du Lancashire, qui éclatait sur ces entrefaites, allait aigrir les rapports entre chartistes et libre-échangistes. Etrange chose que ce **Plug Plot** (18) du mois d'août 1842 ! Alors que, trois ans plus tôt, la Convention chartiste avait dû renoncer à promouvoir un « mois sacré », voici que se déclenche, spontanément semble-t-il, un ample mouvement qui au mot d'ordre de « retour aux salaires de 1840 » ajoute en bien des endroits la revendication de la Charte pour garantir ces salaires. Réunis au Carpenter's Hall de Manchester à partir du 11 août, les délégués des ouvriers discutent, en même temps que d'une généralisation de la grève, de sa transformation officielle en grève politique.

C'est la misère, incontestablement, qui a poussé Richard Pilling, homme du rang, à faire grève :

> **Si les maîtres avaient fait une autre réduction de 25 %, j'aurais mis fin à mon existence plutôt que de travailler douze heures par jour dans une fabrique de coton pour manger des pommes de terre et du sel... Si M. O'Connor en a fait une question de chartisme... pour moi, cette grève a toujours été une question de salaire et de Ten Hours' Bill** (19).

---

tembre, il fut tout de suite visible, par les débats passionnés qui s'engagèrent, que s'arrêter, pour comprendre la situation politique, à la rivalité électorale des deux partis historiques, c'était s'arrêter à la surface des choses. La lutte réelle dans le pays avait été entre... l'Association chartiste d'une part, et d'autre part la Ligue pour l'abrogation des droits sur les céréales. » (t. IV, p. 2.) Et plus loin (p. 7), cette intéressante appréciation : « Le fait de s'être compromise avec les whigs et associée à leur défaite ne semblait pas avoir nui à la propagande de la Ligue autant que la participation des chartistes au triomphe électoral des tories nuisait à la propagande de O'Connor. »

(14) Lovett et Collins avaient rédigé de concert en prison une brochure intitulée : « Le Chartisme, une nouvelle organisation du peuple, projet pour l'éducation et l'amélioration politique et sociale du peuple. »

(15) O'Brien devait cependant prendre part, peu après, aux délibérations de la deuxième Convention chartiste convoquée par la National Charter Association d'O'Connor. Nous regrettons qu'E. Dolléans ait cru devoir supprimer la belle page où il nous décrivait le drame de conscience d'alors d'O'Brien : « Bronterre se sent comme enchaîné par son passé, par des formules telles que celles-ci : « Vos intérêts sont éternellement opposés à ceux des classes moyennes. » Pour avoir autrefois énergiquement condamné la politique de l'alliance, pour avoir dit dans le **Défenseur du pauvre** que les hommes de la classe moyenne étaient les pires ennemis de l'ouvrier, il en vint à se croire forcé de jouer éternellement le même rôle et de répéter ses anciennes déclarations, même si celles-ci ont été vidées de leur sens. Il pense échapper au reproche d'être un faux démocrate et désarmer ses ennemis en rompant tout attache avec Sturge et en reliant son attitude présente aux affirmations tranchantes de l'homme qu'il avait été. Pour ne pas paraître trahir son parti et son passé, pour ne pas en être soupçonné, il préfère se trahir lui-même, trahir les tendances auxquelles l'évolution naturelle de son esprit l'a conduit, tant il craint de paraître illogique avec lui-même, tant a de prise sur les âmes les mieux trempées la frayeur d'être accusé de trahir la démocratie. » (Première édition, t. II, p. 162-163.)

(16) E. Halévy, t. IV, p. 26. Voir aussi p. 8 : « On est trop porté à opposer l'agitation de la Ligue et l'agitation chartiste, comme si celle-là avait représenté la sagesse bourgeoise, celle-ci la frénésie prolétarienne. En fait la frénésie fut la même de part et d'autre ; également frénétique, de part et d'autre, l'appel aux passions prolétariennes. Sur ce point, Cobden et ses amis ne le cédèrent en rien à Oastler, Stephens et O'Connor. »

(17) Il faut lire le récit haut en couleurs que, d'après Th. Cooper, E. Dolléans nous fait de ces élections anglaises (p. 197-198 et 219-222).

(18) **Plug Plot,** le complot des chevilles. Pour contraindre l'ensemble des ouvriers à la grève, on enlevait certaines chevilles (plugs), faute desquelles les machines ne pouvaient plus fonctionner.

(19) Stephens déclarait déjà « La question du suffrage universel est au fond une question de couteau et de fourchette. Si on me demandait ce que j'entends par suffrage universel, je répondrais : le droit pour toute personne de ce pays d'avoir une demeure confortable, un repas substantiel, pas plus de travail que la santé ne le permet et un salaire qui la mette en mesure de satisfaire toutes les exigences raisonnables de l'homme. »

Aussi, le 17 août, à la conférence chartiste de Manchester, Th. Cooper et Mac Douall en préconisant la grève générale semblent-ils prendre en quelque sorte le parti de tous ces Richard Pilling qui se refusent à dissocier chartisme et mieux-être. Ils l'emporteront : la grève générale sera votée — qui échouera. Mais certains orateurs, et parmi eux O'Connor et Harney, ont fait de graves réserves : le mouvement leur apparaît comme l'œuvre de l'Anti-Corn-Law League. Ils ne voient « aucun moyen pour faire de cette grève un effort heureux pour obtenir la Charte du Peuple ».

De fait, le patronat, comme déjà en 1839, a peut-être pensé trouver dans la grève « une heureuse occasion d'écouler les stocks qui encombraient ses magasins pendant qu'il faisait l'économie des salaires ouvriers » (20). Mais surtout, ne s'agissait-il pas de parachever la victoire libre-échangiste que constituait le vote par le parlement du bill portant révision du tarif douanier ? (21) « L'Anti-Corn-Law League... voulait non seulement effrayer le gouvernement, mais aussi faire réclamer par les grévistes l'abrogation des Corn Laws afin de pouvoir ensuite prétendre que les libre-échangistes parlaient au nom des classes laborieuses et que les Corn Laws étaient le seul obstacle à la paix sociale et à la prospérité économique. »

Il paraît donc établi que les chartistes — tout au moins ceux de la National Charter Association d'O'Connor (22) — « ont voulu utiliser, mais n'ont pas organisé le mouvement gréviste ». Et s'ils se sont « laissé entraîner », ce fut malgré leur leader. On conçoit que les libre-échangistes en aient tenu rigueur à ce dernier. « Préjugés et mauvais vouloir de part et d'autre », c'est dans cette atmosphère que s'ouvre le 27 décembre 1842 la deuxième conférence de Birmingham.

Mais aussi bien l'« interminable crise » de six ans touchait-elle à sa fin : la récolte de 42 avait été bonne et le cours du blé était tombé de 64 shillings en juillet à 40 en décembre. « Comment soutenir que la nouvelle échelle mobile conduisait à la famine ?... L'alliance des libre-échangistes avec les chartistes s'étant avérée stérile tomba en décomposition. » (23) Les sturgéistes étaient venus avec la ferme intention « de rompre avec Feargus et ses plus ardents partisans, sans toutefois rompre avec les chartistes de la force morale ». Mais ils s'y prirent maladroitement, entendant débaptiser la charte et lui substituer l'appellation de **Nouveau Bill des Droits.** Lovett refusa de se prêter à ce jeu : c'eût été pour lui renier tout son passé de chartiste. Il tenta pourtant une suprême conciliation. Vainement.

(20) E. Halévy, t. IV, p. 29, note 1. Sur le rôle du patronat en 1839, voir E. Dolléans, p. 142 à 160.

(21) Le **New Tariff Bill**, auquel Peel réussit à rallier son parti un peu déconcerté par l'audace de cette politique, était accompagné d'un **Income Tax Bill**, rétablissant l'impôt sur le revenu.

(22) Quelle fut l'attitude des autres chartistes ? Les suggestions d'Halévy sont troublantes : « Le fait que le mécontentement ouvrier causé par trois ans de souffrances ait attendu si longtemps avant de se manifester par des actes, et ait éclaté alors que les ouvriers pouvaient reprendre espoir, ne s'expliquerait pas s'il n'avait été attiré, excité, dirigé par des agitateurs ralliés à cette politique nouvelle d'alliance avec les ligueurs. — Il n'y eut pas alliance entre le comité exécutif de la « National Charter « Association » et le comité directeur de la Ligue. Ce furent des individus isolés qui, venus des deux côtés, fraternisèrent, mais des personnalités importantes : Bright du côté de la Ligue, Vincent et O'Brien parmi les chartistes. » (T. IV, p. 29, note 1.)

(23) E. Halévy, t. IV, p. 34.

LE DECLIN

LE LAND SCHEME

Une série de bonnes récoltes, une reprise marquée de l'industrie vont apporter un répit dans la condition de la classe ouvrière anglaise. Mais le Chartisme se ressent durement de ses échecs de 1839 et 1842 : un scepticisme grandissant se fait jour sur la possibilité de conquérir rapidement la Charte du Peuple. O'Connor le sent si bien qu'au slogan de « la Charte ! », il substitue, dès janvier 1843, celui de « la Terre et la Charte ! ».

Le **Land Scheme** ou Plan agraire, mis définitivement au point à la troisième convention chartiste de 1845, se propose de dégorger le marché du travail par l'installation sur la terre de membres de l'association comme petits propriétaires individuels. Il « permettra aux uns d'obtenir un salaire normal et suffisant, tandis que les autres vivront heureux et s'enrichiront sur le sol en produisant pour eux-mêmes ». Les moyens pratiques de réalisation ? La National Land Co achète un premier domaine qu'elle hypothèque pour l'achat d'un second ; ce second domaine hypothéqué conduit à l'achat d'un troisième, et ainsi de suite, jusqu'à ce que huit domaines soient achetés et quatre cents personnes installées. La mise en exploitation fera doubler la valeur de ces domaines. En quatre ans, la société aura réalisé un bénéfice de 27.000 livres sterling, avec lequel elle se lancera dans un nouveau cycle d'achats et d'hypothèques. Mais Th. Cooper, qui va bientôt passer au socialisme chrétien, et Bronterre O'Brien mettent en garde les chartistes contre cette « loterie agraire ».

« La protection douanière de l'agriculture semblait utile à l'application du Land Scheme, remarque très justement E. Dolléans. Au contraire, le libre-échange qui devait faire baisser le prix des céréales pouvait provoquer la faillite de l'entreprise ». Aussi est-il passablement tentant de souscrire, malgré sa dureté, au jugement d'Elie Halévy sur le Land Scheme : « Pure utopie réactionnaire ; et c'étaient les libre-échangistes, parce que, loin de redouter la surindustrialisation de l'Angleterre, ils la désiraient, qui représentaient la réalité et l'avenir. »

Cela, le bon sens anglais l'eut rapidement saisi. « S'il fallait abandonner, même provisoirement, le programme du suffrage universel, et se rabattre sur une réforme économique, mieux valait le programme de la Ligue, moins extravagant en même temps que mieux adapté aux exigences du public de petites gens des villes auquel s'adressait fondamentalement la propagande de Cobden et de son groupe (24). Feargus discerne d'instinct le revirement qui se dessine dans les masses. Plutôt virer de 180° que se couper d'elles ! Au meeting contradictoire de Northampton, le 5 août 1844, on a nettement l'impression qu'il s'est « laissé battre » par Cobden et Bright. Après tout d'ailleurs, la liberté commerciale aura pour conséquence la baisse du prix des terres, permettra donc l'achat d'un plus grand nombre de domaines. L'expérience du Land Scheme pourra se développer sur une plus large échelle !

L'EFFONDREMENT DU 10 AVRIL

Le Chartisme qu'Engels et Marx saluaient au meeting des Démocrates-Frères et dans leur **Manifeste** n'était donc plus que l'ombre de lui-même. Depuis la fin de la crise de 1837-42, il marquait le pas, cela crevait les yeux. Et l'élection d'O'Connor aux Communes en 1847 n'y pouvait rien changer ! C'était grave. Car si le libre-échangisme lui aussi

(24) E. Halévy, t. IV, p. 97.

avait marqué le pas dans les années 1843-44, par contre, dès la mauvaise récolte de 1845 en Irlande, il s'était redressé. Une nouvelle campagne frénétique avait abouti à l'abrogation des lois sur les céréales, abrogation absorbée du reste dans un vaste système de réforme du tarif douanier, complétant la première étape de 1842 (25). Ainsi la révolution prolétarienne chartiste avait-elle été supplantée par la « révolution » bourgeoise libre-échangiste de 1846, couronnement de la lutte de classe « triangulaire » qui commence avec la réforme électorale de 1832.

Les divisions entre leaders chartistes avaient contribué pour une bonne part à l'affaiblissement du mouvement. La scission de Lovett et de ses amis de la force morale représentait la disparition d'un élément ouvrier, réformiste peut-être, mais hautement conscient. L'excommunication d'O'Brien avait enlevé au parti son seul théoricien valable. La médiocrité intellectuelle de la « dictature » d'O'Connor triomphait à plein avec le Land Scheme. Est-ce à dire qu'un Chartisme uni eût pu l'emporter ? « Dans un pays d'artisanat et de petite propriété paysanne, a écrit E. Halévy, il est probable que le Chartisme aurait réussi, l'Anti-Corn-Law League aurait échoué. Mais étant donné la structure sociale très particulière de l'Angleterre, ce fut le contraire qui arriva. » Nous pouvons penser cependant qu'un compromis était possible entre chartisme et libre-échangisme : Lovett et Sturge, en 1842, en avaient frayé la voie. Les intransigeances de droite et de gauche l'avaient malheureusement voué à l'échec.

Ainsi, dira-t-on, dans leur jugement de 1847, Marx et Engels vivaient en quelque sorte sur une représentation du Chartisme vieille de 5 à 10 ans. Le « parti ouvrier déjà constitué » était bien malade... Attention ! O'Connor, depuis 1843, n'a peut-être plus en tête que son Land Scheme. Mais on nous concédera volontiers que pour Marx le Chartisme ne saurait se confondre avec cette utopie. Et de fait, le Chartisme que salue Marx est celui du vieux programme politique de 1838 : « Par la conquête des six points de leur charte, ils (les chartistes) ouvriront la route de la liberté à tout l'univers. »

Evidemment, depuis des années, le mouvement et ses guides s'étaient révélés inférieurs à leur destin. Mais nulle part ailleurs n'existait la masse de manœuvre d'une classe ouvrière si numériquement puissante. Nulle part ailleurs un tel ensemble de cadres subalternes parfaitement entraînés à la lutte — sous-officiers de la révolution de demain. Nulle part ailleurs une aussi éclatante tradition ouvrière politique autonome. Or ne sentait-on pas, un peu partout, vaciller le vieil ordre des choses ? Ne percevait-on pas la germination des forces qui allaient exploser bientôt dans le « printemps des peuples » ? La conjoncture historique pouvait, devait redonner vie au Chartisme, balayer d'un seul coup tous les symptômes de vieillissement. Epaulé cette fois par le raz de marée du continent, 1839 allait revivre en Angleterre et y triompher.

On sait la suite : Paris donnant le coup de gong, le 24 février 1848. Et Halévy, non sans humour : « Le Chartisme triomphait non en Angleterre, mais en France. » L'Angleterre bien sûr bougea : émeute de Glasgow et bagarres à Trafalgar Square, manifestations tumultueuses de Manchester, Oldham, Preston, etc... Tout cela au demeurant bien superficiel. La quatrième Convention, réunie au début d'avril, hésite devant l'aventure (26). Et le 10, Wellington a accumulé suffisamment de forces militaires et policières dans Londres pour décourager toute velléité d'émeute.

(25) Cette fois, le parti conservateur s'était scindé en deux : toute la droite « tory » derrière lord Bentinck et Disraéli avait voté contre l'abrogation.

Peut-être bien que, comme le dira Engels, « la Révolution de 1848 en France sauva la bourgeoisie anglaise. Les proclamations socialistes des ouvriers français vainqueurs terrifièrent la petite bourgeoisie d'Angleterre et désorganisèrent le mouvement des ouvriers anglais qui se faisait dans des limites plus étroites, mais plus immédiatement pratiques » (27). Peut-être aussi pouvons-nous penser avec E. Halévy que la campagne de la **Northern Star** en faveur de l'abrogation de l'Acte d'Union pour l'Irlande a nui au Chartisme : « Clairement l'Angleterre ne voulait pas d'un mouvement préparé par des Irlandais pour déclencher en Angleterre une révolution à la française. »

Mais sans doute, en dernier ressort, l'écroulement chartiste est-il imputable à l'astucieuse politique économique de R. Peel éclairé par Cobden. La « révolution de 1846 » avait déjà permis à l'Angleterre de franchir sans encombre la redoutable crise de 1847 :

> **Après les crises de 1817 et 1818 qui avaient donné naissance à l'agitation « radicale », la crise beaucoup plus grave, de 1825, avait laissé le pays à l'état de calme plat : triomphe de cette politique de conservatisme libéral, de libéralisme économique, dont lord Liverpool et Huskisson et déjà sir Robert Peel avaient été les initiateurs. De même, après la crise de 1837 et des années qui suivirent, et l'agitation « chartiste », résurrection à tant d'égards de la vieille agitation « radicale », la crise de 1847, beaucoup plus grave, comparable par sa gravité à la crise de 1825, ne provoquait aucun trouble révolutionnaire, consolidait, au lieu de l'ébranler, le prestige de la politique économique inaugurée par sir Robert Peel en 1842** (28).

Les véritables vainqueurs du 10 avril, c'étaient au fond, une fois de plus, Peel et Cobden.

LA RELEVE DU CHARTISME

Le 20 août 1842, les délégués des métiers réunis à Manchester avaient dû constater l'échec de la grève générale politique. Mais ils n'avaient pas pour autant perdu l'espoir de pouvoir un jour prochain **remettre ça** et « suspendre nationalement le travail jusqu'à ce que la Charte devienne la loi du pays ». La suite des événements devait démentir leur confiance, de même qu'elle démentait celle de Marx et d'Engels de voir le Chartisme prendre la tête de la révolution européenne. Jusqu'à la fin du siècle, la classe ouvrière anglaise ne sera politiquement que « la queue du « grand parti libé« ral mené par les fabricants ». (29)

A la base évidemment de ce changement de signe dans l'attitude du prolétariat anglais, nous devons placer le renversement de la conjoncture qui coïn-

(26) O'Brien fut un des plus catégoriques à combattre la thèse révolutionnaire : « Je pense qu'avant de déclarer une assemblée permanente, il faut que nous ayons la sanction de la grande masse du peuple au lieu d'avoir seulement celle d'une petite fraction. »

(27) F. Engels, **La situation des classes laborieuses en Angleterre,** préface de la deuxième édition allemande. C'est de cette préface que sont tirées toutes les autres citations d'Engels qui suivent.

(28) E. Halévy, t. IV, p. 198-199.

(29) F. Engels.

cide avec la découverte des terrains aurifères de Californie et d'Australie. La réalisation à l'échelle internationale des nouveaux moyens de communication entraîne la création d'un marché mondial que s'approprie l'industrie anglaise, stimulée par le libre-échange. Le capitalisme britannique des grandes années victorieuses (1851-73) va pouvoir habilement distribuer quelques miettes de sa gigantesque richesse à ses ouvriers d'usine et à l'aristocratie des Trade-Unions. Une période de paix sociale — relative — s'instaure. « Un esprit nouveau, avec le temps, souffla sur les fabricants, surtout les plus considérables... » (30). Ne mésestimons pas le rôle des socialistes chrétiens — les Kingsley, Ludlow, John Ruskin — dans cette transformation de mentalité de la bourgeoisie qu'ils essayèrent de réconcilier avec le « socialisme », avec une certaine forme de socialisme.

Ces dispositions conciliatrices du patronat ne restent pas sans écho dans le monde ouvrier. Le « Nouvel esprit » avait fait son apparition dans le rapport préliminaire des ouvriers londoniens au congrès de 1845 de l'**Association nationale des métiers unis pour la protection du travail** : « ...cultiver l'entente avec les patrons et par ce moyen écarter ces préjugés qui existent contre les associations ouvrières... conserver les affaires ouvrières et la politique séparées et distinctes autant que les circonstances le justifieront » (31). Il va triompher avec les grandes sociétés « amalgamées » d'ouvriers qualifiés, dont celle des mécaniciens, fondée en 1850 par W. Newton et W. Allan, est le modèle et le type. Administration centralisée, caisses de secours mutuels, « diplomatie industrielle », ainsi se dessine le **Nouvel Unionisme** des années 50. Et dans la **Junta** qui, bientôt, va prendre en main les destinées du mouvement, les détracteurs du trade-unionisme eux-mêmes rencontreront « une association d'élévation du caractère, de capacité administrative exceptionnelle et une grande part de ce décorum officiel qui fait tant d'effet sur la bourgeoisie anglaise. » (32)

***

Que nous voilà bien loin du « romantisme » du quart de siècle précédent ! Mais pourquoi donc vouloir à toute force réveiller les fantômes ? Les fabricants anglais ne sont-ils pas en train de se faire les « exécuteurs testamentaires » du 1848 manqué de leur pays ? Voici les réformes de 1867 et de 1884 : l'abolition du cens électoral et le secret du vote. « Et néanmoins, il y a des gens qui disent que le Chartisme est mort ! », ironise Engels.

Cependant, les « temps difficiles » sont revenus. Penché à la proue de l'Histoire, scrutant l'avenir, Engels a tressailli au grand mouvement des dockers de Londres en 1889. Le voici saluant les succès ouvriers de ces élections de 1892 où il croit voir « le commencement du savoir et du vouloir ».

Quelques années plus tard, ses vœux seront comblés. Le Labour Party voit le jour, **lui aussi** parti ouvrier autonome.

Engels, Dieu merci, était mort entre temps.

Il est permis de se demander ce qu'il en eût pensé.

Tout en se demandant aussi, pour être juste, ce qu'il lui eût semblé de l'étrange destin sur le continent du marxisme — de ce marxisme nourri de la « réalité substantielle » de l'expérience chartiste.

Yves **DELAUNAY**.

---

(30) F. Engels.

(31) S. et B. Webb, **Histoire du trade-unionisme**, p. 194-196.

(32) S. et B. Webb, ibid. p. 253.

CHRISTIAN PINEAU ET LA GREVE DES WAGONS-LITS

Un article de R. Clerc, secrétaire général de la Fédération F. O. des Travailleurs des Chemins de fer (*Le Rail syndicaliste* du 26 août 1949), nous éclaire sur la responsabilité dans la grève des Wagons-Lits, terminée par un échec, du ministre socialiste Christian Pineau :

Cette grève qui a fait beaucoup parler est le type même de la grève qui aurait pu être facilement évitée, si les dirigeants de la Compagnie l'avaient voulu.

Cette Compagnie, dont les bénéfices avoués dépassent pour l'année 1948 largement le milliard, était depuis de longs mois en discussion avec les représentants des organisations syndicales.

Ce n'est qu'après avoir épuisé tout les moyens de discussion que la grève fut déclenchée. Dès le début, la presque unanimité du personnel fut dans l'action.

On assista alors à une collusion patronale et gouvernementale que nous devons dénoncer avec la dernière énergie, collusion en opposition avec les déclarations mêmes du ministre du Travail qui, lors de l'interpellation à la Chambre sur les avantages accordés au personnel de la Sécurité Sociale, déclarait qu'il appartenait aux entreprises saisies de demandes analogues d'en discuter avec les représentants ouvriers. Il précisait en outre qu'il ne s'opposerait pas à l'octroi des mêmes avantages, à condition que cela n'ait pas de répercussion sur les prix.

La Compagnie pouvait très bien, en prélevant sur les bénéfices, donner satisfaction aux grévistes, sans qu'il soit question d'une augmentation quelconque de ses prix.

Le gouvernement n'avait donc pas à intervenir dans un conflit qui ne pouvait à aucun moment mettre en cause sa politique actuelle (dans la mesure où on peut supposer qu'il en ait une !)

Or la preuve est faite que si dès le début du conflit nous avons assisté à un raidissement de la direction des Wagons-Lits, cela ne se fit qu'avec l'accord, ou plutôt à la demande même du ministre des Travaux Publics et du Tourisme assurant l'intérim du ministre du Travail.

La Compagnie refusait de prendre contact avec les représentants ouvriers, les ministres intéressés semblaient se désintéresser du conflit avec l'espoir secret que les grévistes découragés reprendraient le travail petit à petit, ce qui permettrait de liquider la grève. Tous les moyens furent employés pour obtenir ce résultat : lettres individuelles aux grévistes, refus de payer des acomptes sur des sommes dues à ceux qui refusaient de reprendre le travail. Rien n'y fit, la grève se poursuivit presque totale, malgré les communiqués de la Compagnie et l'appui de certains journaux tel « Le Figaro » essayant de jeter le trouble dans l'esprit de nos camarades en lutte. Le nombre des wagons-lits ou des wagons-restaurants en circulation ne dépassait pas après 15 jours de grève 5 à 10 % des circulations normales.

Dès le début, notre Fédération apportait son appui le plus total aux camarades en lutte. Les syndicats intéressés furent avisés par télégrammes; des instructions nettes leur furent adressées pour l'action à engager. Les Fédérations belge, suisse, hollandaise, furent alertées et nous assurèrent de leur solidarité.

Dans le même temps nous multipliions les interventions auprès du ministère du Travail et auprès de la Compagnie des Wagons-Lits, pour faire reprendre les contacts. A la suite de ces interventions, la direction des Wagons-Lits faisait par l'intermédiaire de la C.G.T.-F.O. certaines propositions qui, portées à la connaissance des grévistes, furent jugées nettement insuffisantes, et repoussées en assemblée générale par ces derniers.

Cependant, le vendredi 25 août, au 19e jour, le Comité de grève prit la sage résolution de ne point prolonger les privations dans les foyers et décréta la reprise en bloc.

Puisque la Compagnie a toujours prétendu vouloir discuter... après la reprise du travail, elle a la parole. Ses dirigeants auraient tort de s'enfermer dans une intransigeance mauvaise conseillère.

Au « Citoyen du Monde »(1)

J'ai bien reçu le numéro 2 de votre journal que vous avez eu l'amabilité de m'envoyer. Voici les raisons pour lesquelles je n'adhère pas à votre mouvement, tant que vous le présenterez sous cette forme.

***

Voilà plus d'un demi-siècle — j'ai 70 ans — que je prends part aux différents mouvements de caractère pacifiste qui se sont développés avec des fortunes diverses en France et dans le monde. J'ai assisté deux fois, en 1914 et en 1939, à leur effondrement total. J'ai vu de mes propres yeux des centaines de pacifistes, en compagnie de milliers d'autres épars dans le monde, qui avaient juré ou s'étaient promis de ne plus jamais sacrifier aux dieux sanglants de la guerre, des patries et des nations, tout jeter par-dessus bord, se précipiter les uns sur les autres, pour s'y entre-tuer jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la mort, jusqu'à épuisement total. Qu'ils aient fait cela contraints et forcés, c'était normal, mais alors, gardant au cœur leur idéal intact de paix et de fraternité. Mais point. Dans la proportion d'au moins 999 pour 1.000, ils ont, comme les autres, avec les autres, hurlé à la mort et joué aux héros en abreuvant les sillons du sang impur du citoyen d'en face.

Pourquoi voulez-vous qu'aujourd'hui les mêmes hommes qui n'ont rien appris, qui sont animés des mêmes sentiments, encore plus accusés, si cela était possible, agissent autrement en cas de guerre du genre de celles de 1914 et de 1939 ? Oui, comment pouvez-vous comprendre autrement le déroulement des événements ? Croyez-vous aux miracles ?

***

Alors que faire, me répondrez-vous ? Accepter la fatalité, rester passifs, bêler la paix comme des moutons qu'on mène à l'abattoir, sauver sa peau avec ses propres moyens ? Non pas. Agir autrement que vous « Citoyen du Monde », changer de méthode.

Un penseur américain que vous connaissez certainement mieux que moi, Emery Rèves, a, dans son livre « Anatomie de la Paix », exposé avec une grande clarté les causes des guerres entre nations. Je crois qu'il n'y a rien à ajouter à ses arguments. D'autres grands esprits ont parlé dans le même sens. La cause est entendue. Tant qu'il existera des nations souveraines, il y aura des guerres. D'autre part, il faut bien convenir, comme je le disais plus haut, que tous les mouvements pacifistes, tous les efforts, même sincères, tentés pour empêcher les guerres ont en fin de compte complètement échoué. Pourquoi s'entêter à recommencer les mêmes erreurs, à rouler le même rocher qui fatalement vous échappe. C'est ce que vous faites, brave ami « Citoyen du Monde ».

La question n'est pas uniquement de s'attaquer à la guerre, d'en dénoncer l'impuissance et les atrocités. On n'éteint pas les incendies, on n'arrête pas les inondations en maudissant le feu et l'eau. Il est des guerres nécessaires, sacrées même : c'est, par exemple, celles que livrent les exploités contre leurs exploiteurs, celles que l'individu dirige contre les tyrans, les dictateurs, les régimes de force qui le privent ou tentent de le priver de ses libertés.

Puisque c'est l'existence même des groupements humains baptisés patries, nations, qui est à la source des guerres, de ces guerres dont la sanglante stupidité menace de détruire toute civilisation, c'est là que les pacifistes doivent porter leurs coups. Il faut déshonorer les idées de patrie, de nation. Il faut montrer que le sentiment patriotique, national, est un sentiment antihumain, contre nature, qui fait trouver beau ce qui est laid, vrai ce qui est faux, héroïque ce qui n'est que sauvagerie, un sentiment qui entretient le climat favorable à la répétition périodique de calamités qui dépassent en horreur tout ce qu'il est possible d'imaginer.

Je voudrais que tous vos articles, vos déclarations, votre programme, toute votre action s'inspirent de ces mots affichés partout en lettres fulgurantes :

A BAS LES PATRIES ! A BAS LES NATIONS !

Mais cela ne serait pas suffisant pour que j'adhère à votre mouvement.

Comme disent les Anglais, il faut travailler les pieds par terre, c'est-à-dire rester pratique. Les mots, les discours, les slogans, sont la nourriture qui alimente l'enthousiasme, cimente les efforts, rassemble les énergies, éclaire la route. Ce n'est pas suffisant, il faut agir et agir utilement.

C'est dans ce domaine qu'Emery Rèves lui-même a buté. Loi ou Conquête, a-t-il dit. Et il semble qu'il ait choisi la Loi, c'est-à-dire pour tous les Etats-Nations l'abandon *volontaire* de leur souveraineté pour l'acceptation de l'autorité souveraine d'un gouvernement mondial. A mon sens voilà ce qu'il fallait dire : la Loi par la Conquête, ou si l'on veut : la Conquête d'abord, la Loi ensuite. Mais la conquête, n'est-ce pas la guerre ? Pas nécessairement. Il y a des exemples, dans l'histoire, de peuples qui librement se sont intégrés dans un pays plus puissant. Il y a des exemples de peuples qui ont accepté, sollicité même l'aide de puissants voisins et qui finalement avec eux n'ont plus constitué qu'une formation parfaitement homogène. Ce n'est pas nécessairement, comme semble le croire certaine école matérialiste historique, uniquement par la guerre que s'opère l'unification du monde. Mais qu'importe. Quoi qu'il en soit, pour l'instant, être pour ou contre la paix armée, pour ou contre la bombe atomique, pour ou contre le pacte Atlantique, constitue une attitude stérile.

Aujourd'hui, une grande chance est offerte aux partisans de la paix. La question s'est extraordinairement simplifiée. Deux forces seules restent en présence et de ces deux forces seules dépend la catastrophe. Il n'y a pas, comme au temps de Jaurès, un tas de nations qui se promènent chacune avec sa torche incendiaire risquant de mettre le feu au monde. Théoriquement toutes les nations peuvent déclarer la guerre ; deux seules, pratiquement, sont en mesure de faire ce geste : les U.S.A. et l'U.R.S.S. Le danger est peut-être aussi grand, mais pour ceux qui sincèrement travaillent à éviter la guerre la tâche est grandement facilitée.

Le gouvernement mondial sera constitué quand l'une des deux forces en présence disparaîtra ou cédera le pas. Car les autres forces, les autres nations ne sont plus en mesure d'écarter cette hypothèse qui s'affirme de plus en plus. A plus forte raison ceux qui se disent citoyens du monde, qui n'ont à leur disposition que la force de leur conviction, de leur courage, de leur bonne volonté ne peuvent changer le cours des choses. La paix n'est pas, dites-vous avec juste raison, l'absence de guerre. C'était vrai jusqu'à ce jour. Demain si l'une des forces en présence triomphe, ce ne sera plus vrai puisqu'un seul gouvernement, donc un gouvernement mondial fonctionnera. Mais quel sera le gouvernement mondial ? Quelle sera cette paix ?

---

(1) Lettre du camarade Fontaine au « Citoyen du Monde », 173, rue Palais-Gallieni, à Bordeaux.

Peut-être n'est-ce pas la guerre qui est le plus à craindre, mais la paix qu'apportera le vainqueur. La guerre qui vient, qui sera cette fois probablement la dernière, ne durera qu'un temps, mais la paix qui suivra peut durer des siècles.

Deux mondes possibles, deux paix possibles se créent en ce moment sous nos yeux. Le devoir de chacun n'est pas d'être neutre ou d'être contre les deux à la fois. Agir dans ce sens, c'est agir en vain. c'est rester immobile. C'est hélas ! votre position, « Citoyen du Monde ». Les événements vous emporteront comme ils ont emporté les forces du passé. Un mouvement sérieux comme le vôtre mérite de mieux finir. Il faut choisir, se classer dans un camp ou dans l'autre.

Aux temps de Marc-Aurèle et de Dioclétien, les premiers chrétiens, ces pacifistes intégraux, étaient pour le Christ contre César ; plus tard ils étaient pour Constantin contre Galère, pour Théodose contre Julien. Et cependant ils ne reniaient pas le Christ. Les chrétiens savaient rendre fécond le sang de leurs martyrs.

Citoyen du Monde, votre place est avec Truman, contre Staline. Vous n'empêcherez peut-être pas la guerre, mais vous aurez votre paix.

***

Et pourquoi Truman et pas Staline ?

La paix russe, un gouvernement mondial qui serait la République mondiale des Soviets équivaut à un retour d'au moins cinquante mille ans en arrière. Mieux ou pire comme on voudra : les dirigeants russes veulent changer le cours de l'évolution. Celle-ci tient à peu près toute dans cette définition : l'individu contre l'univers. C'est du moins l'avis d'un biologiste de génie qui s'appelait Le Dantec. Pour Staline, la loi devient : l'univers contre l'individu. C'est dire qu'il n'y a plus d'évolution. Staline est le nouveau Dieu qui arrête le temps.

Dans un monde régi par la constitution soviétique, l'homme est une unité à la disposition d'un Etat dans lequel une classe de dirigeants commande à la production, à la distribution, à l'éducation, à la culture, en un mot à toute l'activité physique, spirituelle et morale des individus. C'est le groupe, l'Etat contre l'individu. C'est là sous sa forme moderne toute l'organisation des grands rassemblements de l'époque sumérienne, et plus près de nous, la reproduction des Empires chinois, égyptien, perse, romain, mongol, etc.. Ces régimes conviennent à une humanité composée de serfs, d'esclaves, acceptant la direction d'hommes dits supérieurs et libres.

Par contre un gouvernement mondial qui serait une extension, même pure et simple, de la constitution américaine serait la réalisation du magnifique rêve des pacifistes de tous les temps : la création des États-Unis du Monde. Le plus magnifique, c'est que ce n'est plus une utopie, puisque les actuels dirigeants américains poursuivent, peut-être sans le savoir et victorieusement, ce rêve grandiose de l'unification du monde, et qu'ils s'y emploient avec une habileté, une patience, une ténacité dignes des meilleures vertus anglo-saxonnes.

Pour ma part, je suis pour la conquête américaine, parce qu'elle m'apporte : *citoyen*, le droit d'exprimer mon opinion, le droit de participer librement à la vie politique mondiale ; *marchand*, le droit de participer librement à toutes les transactions d'un marché mondial ; *producteur*, le droit de produire librement n'importe quoi n'importe où ; *salarié*, le droit de travailler où cela me paraît le plus avantageux, et de refuser de travailler si les conditions ne me conviennent pas ; *touriste*, le droit de me déplacer sur la planète sans permission d'aucune sorte ; *croyant*, le droit d'adorer Dieu à ma guise ou de ne pas l'adorer du tout, etc. Que voulez-vous donc, hommes qui cherchez la vérité et qui désirez la paix ?

On me dira que les mobiles, les calculs des dirigeants impérialistes américains sont loin d'être inspirés par un tel idéal. Un fait reste : on ne voit de la part des Américains ni occupation militaire ni occupation politique, mais une aide considérable accordée aux nations qui l'acceptent. Et cela est possible grâce au concours des prolétaires américains qui consentent à se priver et à travailler davantage pour alimenter ce pactole unique en son genre.

Même si dans l'esprit des hommes d'Etat américains et des financiers de Wall-Street, il y avait le but inavoué d'arriver à la domination mondiale au profit d'une nouvelle bourgeoisie américaine, leur action actuelle permet et favorise la création d'un formidable courant d'opinion en faveur d'une démocratie mondiale qui les obligerait à y conformer leurs projets de création d'un impérialisme au bénéfice d'une classe.

C'est à vous, « Citoyen du Monde », de créer ce mouvement, de lui donner force et vigueur et de le conduire à son terme. Soyez pour la paix américaine.

J. FONTAINE.

LIVRES REVUES JOURNAUX

LES CAHIERS FERNAND PELLOUTIER

Sous l'impulsion de la Fédération de l'Education Nationale Force Ouvrière, et avec l'appui et la collaboration du Centre d'Education Ouvrière et du Bureau Confédéral, une nouvelle revue vient de paraître. Encore une, quand il y en a tant, déjà, de bonnes et même d'excellentes ? nous disent Rose Etienne et Walusinski dans l'avant-propos. Mais ils répondent sans plus attendre : c'est que celle-ci se propose d'étudier les problèmes qui s'offrent au mouvement ouvrier sous l'angle de l'éducation et c'est en cela que réside son originalité.

Les Cahiers Fernand Pelloutier (78, rue de l'Université, C.C.P. Paris 2.850-04) se présentent sous la forme d'une petite revue d'une trentaine de pages ronéotypées et fort lisibles. Elle se place, comme il se doit, sous l'égide de son « patron » par une citation bien choisie qui rappelle au « prolétariat éclairé » que sa « mission révolutionnaire est de poursuivre plus méthodiquement, plus obstinément que jamais l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique pour rendre viable une société d'hommes fiers et libres, » (1895) et par un bon article de Vidalenc sur l'œuvre courageuse, ardente et clairvoyante du fondateur des Bourses du Travail.

Dès leur premier numéro, **les Cahiers Fernand Pelloutier** se proclament une tribune libre ; ils ne se sentiront vivre que s'il s'établit entre le Comité de mise en page et les lecteurs un courant d'échanges et de discussions, chacun à son tour y expliquant à un public fraternel ses idées, ses arguments, ses regrets ou ses désirs.

Le débat s'ouvre donc sur les tâches immédiates de l'éducation ouvrière. Il appelle des réactions qu'on espère passionnées, car dans la période d'équilibre précaire et de construction sociale où nous vivons, le rôle et l'influence de la classe ouvrière dépendront, pour longtemps, de l'élan et de la compétence qu'elle aura su montrer. A elle d'établir l'ordre d'urgence des nombreuses tâches qui se présentent toutes ensemble toutes aussi urgentes. Il lui est en tout cas interdit de s'en désintéresser, de risquer de laisser perdre par son apathie (morale, intellectuelle ou physique) ce que les prédécesseurs ont pu arracher de conquêtes difficiles et momentanées.

Pour conclure un numéro plein de promesses, on trouvera quelques pages de documents : un texte extrait du livre de Philip « Trade-Unionisme et Syndicalisme » (à suivre) sur la structure confédérale ; une page de Ch. Guyesse où s'opposent l'idéal utopique et l'idéal révolutionnaire de métier intelligent où l'on met sa joie de travailleur ; un curieux article écrit à l'usage des enfants soviétiques par un collaborateur d'un journal communiste français, où est démontrée la grande misère à laquelle se trouvent réduits les enfants français comparativement aux petits Russes ; quelques notations sur le syndicalisme aux U.S.A.

Mais surtout, répétons-le, ce bulletin nous paraît intéressant dans la mesure où, comme le souhaitent les initiateurs, une conversation s'établira entre les syndiqués de la base ou les responsables des fédérations d'industrie et tous ceux qu'une inquiétude tourmente, qui cherchent une réponse à leurs problèmes.

FAITS et DOCUMENTS

LES FAITS DU MOIS

JEUDI 4. — Important accord commercial entre l'**Italie** et la **Yougoslavie.**

SAMEDI 6. — En **Equateur,** un tremblement de terre fait 5.000 morts.

Manifestation **communiste,** place de la Concorde, contre... les « fauteurs de guerre américains » !

LUNDI 8. — Ouverture à **Strasbourg** du Conseil de l'Europe.

Grève des manutentionnaires des **wagons-lits.**

MARDI 9. — Une délégation de la **C.G.T.** au ministère du Travail réclame le retour à la semaine de 40 heures sans diminution des salaires.

MERCREDI 10. — Ouverture à **Strasbourg** du Parlement européen.

JEUDI 11. — Note **soviétique** de menaces à Tito au sujet des citoyens soviétiques internés en Yougoslavie.

SAMEDI 13. — Offensive des troupes gouvernementales en **Grèce.**

DIMANCHE 14. — Elections dans l'**Allemagne occidentale.** Avance de la droite, recul des communistes. Les démocrates-chrétiens obtiennent 7.300.000 voix et les social-démocrates 6.900.000 sur 24.490.000 votants.

Putsch en **Syrie.** Exécution du dictateur Zaïm.

LUNDI 15. — En **Australie,** fin de la grève des mineurs qui durait depuis deux mois.

A **Moscou,** l'ambassadeur des Etats-Unis est reçu par le maréchal Staline.

JEUDI 18. — Déclenchement en **Finlande** d'une vague de grèves provoquées par les communistes.

Construction d'une aciérie en **Yougoslavie** avec l'aide des Etats-Unis.

VENDREDI 19. — La C.G.T. **finlandaise** menace d'exclusion les syndicats à direction communiste si l'ordre de grève n'est pas rapporté.

LUNDI 22. — Les incendies dans la **lande girondine** provoquent près de 100 morts.

MARDI 23. — Manifestation cégétiste à **Argenteuil** pour protester contre la fermeture de l'usine de la S.N.E.C.M.A.

Dans une réponse à Moscou le gouvernement **yougoslave** accepte de libérer les citoyens soviétiques.

MARDI 30. — Nouvelle note soviétique à la **Yougoslavie** qui en appellerait à l'O.N.U.

A **Rotterdam,** congrès de la **Fédération Internationale des Transports.**

MERCREDI 31. — On annonce que **Tito** a demandé officiellement un prêt de 25 millions de dollars aux **Etats-Unis.**

Le nouveau mouvement syndical allemand

Nous sommes pauvrement informés sur le renouveau syndical en Allemagne. Aussi nous croyons utile de reproduire ces extraits d'un article de Markus Schleicher, président de la Fédération des Syndicats du Wurtemberg, publié dans les *Nouvelles Internationales* (septembre) :

Durant la période de la création des nouveaux syndicats, les conditions en Allemagne étaient assez bizarres. En 1945, les organisateurs du nouveau mouvement syndical n'avaient à leur disposition ni services postaux, ni chemins de fer, ni téléphone, ni télégraphe, ni radio, ni journaux. Tout cela n'existait pas à cette époque en Allemagne. La formation des syndicats commença à une époque où les autorités d'occupation interdisaient aux Allemands de s'éloigner de plus de six kilomètres de leur maison. Lorsque plus tard les entraves à la circulation eurent été éliminées et les puissances occupantes eurent publié, par l'intermédiaire d'une directive du Conseil de contrôle, des principes pour l'établissement des syndicats, on put noter que, malgré les différences entre les divers statuts locaux des syndicats, les Allemands étaient complètement unanimes en ce qui concerne les principes fondamentaux de l'organisation des nouveaux syndicats. Dans tous les milieux syndicaux on était d'accord qu'il ne fallait pas reconstituer les anciens syndicats de tendance, à caractère politique. Le nouveau mouvement syndical soulignait de façon délibérée sa neutralité politique et religieuse ainsi que son indépendance à l'égard du patronat et de l'Etat. Le jeune mouvement est unanime à persévérer dans cette attitude fondamentale bien qu'il soit devenu depuis un mouvement de masse.

...Il existe dans les trois zones occidentales de l'Allemagne à l'heure actuelle plus d'une centaine de syndicats industriels autonomes, réunis en sept différentes centrales syndicales. La plus importante d'entre ces dernières est la Fédération des syndicats de la zone britannique avec 2,7 millions d'adhérents. Les effectifs des trois fédérations syndicales des différents pays de la zone américaine — Bavière, Hesse et Wurtemberg-Bade — s'élèvent à 1,7 million. Dans la zone française, il y a également trois fédérations syndicales autonomes pour les pays de Rhénanie-Palatinat, Bade-Sud et Wurtemberg-Sud. Leurs effectifs s'élèvent à 0,4 million. L'ensemble des effectifs des sept fédérations syndicales des trois zones occidentales s'élèvent à 4,8 millions, répartis comme suit : 3,93 millions d'ouvriers manuels, 0,6 million d'employés et 0,27 million de fonctionnaires. Une comparaison de ces chiffres avec le nombre total de personnes employées dans les trois zones occidentales montre que 40 p. 100 des salariés adhèrent aux syndicats (4,8 millions sur un total de 12 millions).

...Les différentes fédérations syndicales ont créé fin 1947 le Conseil syndical des zones réunies. Cet organisme suprême des syndicats de l'Allemagne occidentale représente leurs intérêts dans le domaine de l'économie et de la législation sociale dans les zones britannique et américaine.

Le Conseil syndical est également chargé de préparer l'unification des divers syndicats et fédérations syndicales en une seule fédération syndicale de l'Allemagne occidentale. D'abord, les cent différents syndicats des divers pays seront réunis en 14 à 17 syndicats d'industrie autonomes dont l'activité s'étendra à l'ensemble des trois zones occidentales. Ensuite ces syndicats d'industrie autonomes formeront la Fédération syndicale de l'Allemagne occidentale. Il ne sera pas facile de transformer la multiplicité des divers syndicats en un organisme unifié. Mais avec de la bonne volonté cette tâche pourra être accomplie. Tous ceux qui participent à cette œuvre sont convaincus que la Fédération syndicale de l'Allemagne occidentale sera établie en automne prochain. On aurait dû envisager, comme étape suivante, la création d'une fédération syndicale pour l'ensemble du territoire allemand. Normalement, un mouvement syndical unifié s'étendant à toutes les régions de l'Allemagne aurait dû être formé après la chute du Troisième Reich. En 1945, tous les militants syndicaux de l'Allemagne occidentale croyaient à cette possibilité. Entre temps, la situation internationale

s'est développée de façon défavorable pour l'Allemagne. La création d'une fédération syndicale pour l'ensemble du territoire allemand est de ce fait devenue un objectif plutôt lointain. Il est impossible de discerner aujourd'hui quand et de quelle façon il sera possible d'atteindre cet objectif.

En ce qui concerne la situation syndicale dans la zone orientale de l'Allemagne, nous n'en sommes pas mieux informés que l'étranger. Les conférences interzonales qui, au début, fournissaient l'occasion de discussions communes entre les syndicats de toutes les zones, ne se réunissent pas depuis l'automne de l'an passé. Elles étaient devenues de plus en plus stériles, à mesure que les conditions économiques, politiques, sociales et syndicales de la zone orientale devenaient de plus en plus conformes à celles de l'Union soviétique. Il est impossible d'allier ce qui est libre à ce qui ne l'est pas. Même si nous le voulions, nous ne pourrions pas, par exemple, soutenir, d'accord avec la direction syndicale de la zone d'occupation russe, le mouvement dit de Hennecke (Hennecke est le Stakhanov de la zone d'occupation soviétique) sans être mis à la porte par nos propres adhérents.

Deux ans après l'indépendance de l'Inde

Où en est le mouvement syndical dans l'Inde ? Les *Nouvelles Internationales du Mouvement syndical libre* de septembre publient un article d'Irving Brown, retour d'un récent voyage d'études. En voici les principaux passages :

Le Parti congressiste qui à l'heure actuelle tient les rênes du gouvernement a été l'instrument du grand mouvement historique de libération nationale. Aujourd'hui, cette organisation qui a été un large front national rassemblant toutes les couches de la société indienne dans la lutte commune contre un ennemi commun, doit assumer les responsabilités du gouvernement.

La classe ouvrière de l'Inde n'a jamais encore atteint la phase de l'organisation autonome — ce qui en toute probabilité peut être expliqué par les mauvais effets de l'exploitation étrangère, les conflits entre castes religieuses, l'analphabétisme général, les difficultés créées par la multiplicité des langues parlées dans le pays et par la misère et la pauvreté incroyables dont les travailleurs indiens souffrent depuis longtemps. Tous ces facteurs ont contribué à empêcher la formation d'un mouvement syndical dirigé et contrôlé par les ouvriers eux-mêmes.

La direction des syndicats est entre les mains d'intellectuels qui ont adhéré à l'organisation ouvrière pour les mêmes raisons que celles qui poussent des missionnaires ou des organisateurs d'œuvres sociales à travailler parmi les masses ouvrières en vue d'en améliorer leur sort. A l'esprit de missionnaire qui caractérise les intellectuels qui dirigent les syndicats indiens s'allie chez eux une idéologie dans laquelle les doctrines politiques jouent un rôle décisif. Le socialisme, le communisme et le gandhisme sont les idéologies qui déterminent l'attitude de ceux qui s'efforcent d'utiliser le mouvement syndical en tant qu'instrument de la propagande et de la réalisation de leurs programmes politiques. La révolution russe et l'illusion que la Russie est un « paradis des travailleurs » ont grandement stimulé l'intrusion de la politique dans le mouvement syndical.

L'industrialisation de l'Inde a été assez rapide bien que l'industrie ne constitue toujours qu'un petit secteur dans l'ensemble de l'économie du pays dont la population s'élève à plus de 350 millions et qui s'étend sur un vaste territoire. La majorité de la population — plus de 75 p. 100 — trouve son gagne-pain dans l'agriculture. Il est important de noter ici que la majorité des ouvriers agricoles ne sont pas organisés. Un grand nombre de ces ouvriers agricoles qui ne trouvent pas de travail dans la campagne sont attirés vers les centres industriels déjà surpeuplés où il n'existe pas pour eux de possibilité d'emploi.

Le Congrès pan-indien des syndicats (A.I.T.U.C.) qui fut organisé au lendemain de la première guerre mondiale tomba complètement sous l'emprise communiste durant la guerre de 1939-1945. Ce succès communiste était dû au fait que les dirigeants socialistes et congressistes étaient emprisonnés à cause de leur attitude contre la guerre tandis que les communistes qui s'étaient prononcés pour la guerre étaient soutenus par les autorités britanniques qui les considéraient comme des alliés dans la lutte contre l'Allemagne et le Japon.

Lorsque les dirigeants congressistes furent élargis en 1946, ils s'aperçurent que l'A.I.T.U.C. était devenu purement et simplement un instrument politique du parti communiste.

En 1947 ils décidèrent de se retirer de l'A.I.T.U.C. et de créer leur propre centrale syndicale. Celle-ci s'appelle le Congrès national indien des syndicats (I.N.T.U.C.).

Cette scission fut bientôt suivie par la décision prise par le parti socialiste en 1947 de quitter le parti congressiste auquel il était affilié jusqu'alors, puisque la libération nationale avait été réalisée et que des différends fondamentaux existaient entre congressistes et socialistes en ce qui concerne la politique et le programme du nouveau gouvernement de l'Inde. Les socialistes affirmaient également que l'A.I.T.U.C. n'était plus un mouvement syndical libre dans le sens de l'indépendance à l'égard des partis politiques, surtout à cause du caractère même du totalitarisme stalinien. Ils demandèrent à leurs adhérents de quitter cette organisation. En conséquence, les socialistes — opposés aux communistes aussi bien qu'aux congressistes — créèrent en 1948 leur propre centrale syndicale nationale, le Hind Mazdoor Sabha.

Immédiatement après que les socialistes eurent formé leur propre organisation syndicale, les dirigeants du « Parti socialiste révolutionnaire » et du « Parti communiste révolutionnaire » déclarèrent que le Hind Mazdoor Sabha commettait la même erreur qu'il reprochait à l'I.N.T.U.C., à savoir de subordonner le mouvement syndical aux objectifs d'un parti politique. Une quatrième centrale syndicale, la Fédération syndicale unifiée, fut donc créée. Elle est dirigée par Mrinal Kanti Bose, ancien secrétaire général de l'A.I.T.U.C. qui semble servir d'homme de paille aux sectes politiques révolutionnaires susmentionnées qui exercent le pouvoir réel au sein de cette organisation.

A l'heure actuelle, l'Inde peut se vanter d'avoir quatre centrales syndicales. D'après leurs propres déclarations, les effectifs de ces organisations sont de l'ordre suivant : I.N.T.U.C. : 1.200.000 ; Hind Mazdoor Sabha : plus de 600.000 et Fédération syndicale unifiée : plus de 300.000. L'A.I.T.U.C. prétendait à une certaine époque avoir environ 900.000 adhérents, mais d'après l'opinion générale, ses effectifs sont tombés jusqu'à 300.000. La plupart des dirigeants de l'A.I.T.U.C. sont en prison, en exil ou dans la clandestinité. L'ensemble des effectifs syndicaux de l'Inde s'élève donc à un peu plus de 2.000.000 pour une population totale de 350.000.000. On estime que le nombre total des travailleurs s'élève à environ 100 millions, y compris l'industrie et l'agriculture. Le nombre de personnes employées dans la production industrielle s'élève à environ 5.000.000

L'expansion de l'esprit syndical parmi les ouvriers est une conséquence inévitable du processus d'industrialisation. Parmi les ouvriers les plus qualifiés on peut déjà noter un mouvement en faveur d'un syndicalisme véritable, basé sur la lutte pour les conventions collectives et pour la défense des intérêts économiques des travailleurs. Cette tendance s'oppose à celle qui voudrait que les syndicats ne soient qu'une simple annexe d'un parti politique ou du gouvernement. Le représentant le plus en vue de cette tendance vraiment syndicaliste est probablement N. M. Joshi, ancien secrétaire général de l'A.I.T.U.C., qui a quitté cette dernière organisation à cause de l'emprise politique à laquelle elle avait succombé. Joshi est le défenseur le plus éminent de l'idée d'un mouvement syndical unifié et libre de toute emprise politique et gouvernementale. A mon avis, l'unité ou un accord quelconque entre l'I.N.T.U.C. et le Hind Mazdoor Sabha est la première condition de la création d'un mouvement syndical libre, fort et puissant.



Le gérant : J.-P. FINIDORI

Les Editions Polyglottes
232, rue de Charenton, Paris-12e

D'où vient l'argent ?

MOIS D'AOUT 1948

RECETTES

Abonnements :		
Ordinaires .... Frs	10.850 »	
De soutien	8.050 »	18.400 »
Souscriptions		1.735 »
Vente au numéro		6.224 »
Publicité et divers		305 »
Total des recettes		26.664 »
En caisse au 1er août		194.672 »
		221.336 »

DEPENSES

Impressions : Juillet-Août		85.700	
Frais généraux :			
Timbres, P. T. T. ..	7.208 »		
Divers	545 »	7.753	93.453 »
Solde :			
En espèces		13.752 »	
Chèques postaux		114.131 »	127.883 »

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Daniel Martinet (Paris) 6.750; Marcel Lancia (Jura) 1.000 ; J. Talon (Loire) 300. — Total : 8.050 fr.

SOUSCRIPTIONS

B. Cazaubon (Htes-Pyrénées) 100; Ballot (Orne) 50; A. Bollengier (Paris) 100; Conte (Paris), 100; M. Perrière (Paris) 100; L. M. (Seine) 500; Van de Plas (Belgique) 250 ; Vonau (Paris) 100 ; Delbès (Paris) 100; G. Nicolas (Paris) 335. Total : 1.735 frs.